

LE FRONT
ANTIFASCISTE DES FEMMES DE YUGOSLAVIE
AU SEIN
DU MOUVEMENT INTERNATIONAL DES FEMMES

DOCUMENTS SUR LES RELATIONS DU FRONT ANTIFASCISTE DES FEMMES DE YUGOSLAVIE ET DE LA
FÉDÉRATION DÉMOCRATIQUE INTERNATIONALE DES FEMMES

BELGRADE
1950

766

LE FRONT
ANTIFASCISTE DES FEMMES DE YOUGOSLAVIE
AU SEIN
DU MOUVEMENT INTERNATIONAL DES FEMMES

DOCUMENTS SUR LES RELATIONS DU FRONT ANTIFASCISTE DES FEMMES DE YOUGOSLAVIE ET DE LA
FÉDÉRATION DÉMOCRATIQUE INTERNATIONALE DES FEMMES

BELGRADE
1950

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310013-6

Edition du Comité Central du Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie, Beograd, rue Général Zdanova, 34/V

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310013-6

AVANT-PROPOS

A la séance du Conseil de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes qui a eu lieu à Moscou du 17 au 22 novembre 1949, le Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie a été exclu de la FDIF.

*Cette exclusion fut précédée d'intrigues perfides tramées par certaines dirigeantes de la FDIF après le IIème Congrès tenu à Budapest (et même avant, dès l'envoi des lettres du CC du PC(b) au Comité Central du PC de Yougoslavie) jusqu'à la séance du Conseil en novembre 1949. Cette activité hostile au FAF de Yougoslavie est caractérisée par son *hypocrisie*, par son soin d'éviter la discussion ouverte demandée par les représentantes yougoslaves à la FDIF et par le Comité exécutif du FAF de Yougoslavie, en général par les efforts tendant à isoler le FAF de Yougoslavie du mouvement démocratique international des femmes, à éviter tout contact des femmes yougoslaves avec les femmes démocratiques du monde, afin d'empêcher la vérité sur la Yougoslavie de se faire jour.*

L'exclusion du FAF de Yougoslavie du sein de la FDIF ne peut être considérée séparément de la lutte organisée contre la Yougoslavie socialiste par les dirigeants de l'Union Soviétique et, sur son ordre, par les pays du Kominform et les partis communistes. Cette exclusion n'est qu'un élément de cette lutte.

Les méthodes employées par les dirigeantes de la FDIF à l'égard du FAF de Yougoslavie c'est-à-dire les mensonges, les intrigues, les tentatives visant à étouffer tout ce qui peut mener à la vérité, le retrait aux femmes yougoslaves du droit de représentation, leur condamnation en leur absence etc., sont les méthodes dont se servent les organisateurs de la campagne antiyougoslave.

Les arguments pour l'exclusion du FAF de Yougoslaves sont les mêmes: »La Yougoslavie a passé au camp impérialiste, les dirigeantes du FAF et ses représentantes à la FDIF sont des espionnes de la Gestapo et de la police italienne, »ce qui a été prouvé au cours du procès contre Rajk et ses complices en Hongrie«, etc.

Au fait, toute cette campagne de calomnies et la pression sont exercées contre la Yougoslavie socialiste pour la seule raison que les peuples yougoslaves avec le PC de Yougoslavie à leur tête luttent contre la politique hégémoniste menée par les dirigeants soviétiques envers leur pays.

L'Union Soviétique veut soumettre tous les pays socialistes à ses intérêts hégémonistes, ne tenant aucun compte des intérêts des peuples de ces pays, des intérêts du développement rapide du socialisme dans ces pays; introduire des rapports d'inégalité entre les pays socialistes consistant dans l'application du contrôle politique des Soviétiques à commencer par l'éloignement de tous les hommes sortis du mouvement de libération de ces pays et les remplaçant par des hommes entièrement éduqués à Moscou, imposant ouvertement à des places dirigeantes des dirigeants soviétiques, comme en Pologne; persécutant tous les communistes et citoyens qui manifestent la moindre résistance à la politique hégémoniste soviétique; organisant des procès monstrueux tels que le procès de Rajk à Budapest et celui de Kostov à Sofia.

Sur le plan économique, par différentes sociétés mixtes on puise des profits au compte de l'économie soviétique, par le commerce d'après les prix soviétiques tirant des extra-profits des pays arriérés dans lesquels la productivité du travail est inférieure, par la monopolisation du commerce extérieur des pays de l'Est européen, en général par une soumission totale de leur économie à ses propres intérêts l'Union Soviétique exploite ces pays. Leur soumission se manifeste aussi dans le contrôle total de leur vie scientifique et culturelle.

Les peuples de Yougoslavie ont longtemps vécu sous l'esclavage des étrangers, longtemps leur pays a été l'objet de l'exploitation étrangère et son arriérisme en est la conséquence. Lorsque, au cours de la lutte de libération nationale les peuples ont rejeté le joug des capitalistes et par là toute possibilité d'être pillés par des impérialistes étrangers, lorsque dans la liberté nationale et sociale ils ont commencé l'édification de leur pays socialiste et indépendant, apparaît l'Union Soviétique avec ses revendications hégémonistes auxquelles ils ont résisté. C'est en quoi consiste tout leur pécher.

C'est la raison d'une telle pression et des provocations auxquelles rarement un petit pays a été exposé et par lesquelles l'URSS foule aux pieds toutes les dispositions internationales écrites et non-écrites.

La propagande soviétique et celles des pays du Kominform invitent ouvertement les citoyens yougoslaves à renverser leur gouvernement légitime. Le Gouvernement Soviétique organise et aide dans leur activité contre leur patrie les émigrés yougoslaves qui après

la Résolution du Kominform ont fui en URSS et en d'autres pays kominformistes. Lorsque tout ces moyens se sont avérés inefficacés, les dirigeants soviétiques ont organisés les pays du Kominform dans le blocus économique contre la Yougoslavie et, avec eux, violant unilatéralement tous les accords commerciaux tendant à anéantir le plan économique de l'édification du socialisme en Yougoslavie. Après l'échec du blocus économique, les dirigeants de l'URSS passent à la pression politique ouverte qui se manifeste dans la violation de toutes les règles de l'imunité diplomatique des représentants yougoslaves dans les pays du Kominform, dans la violation des principes sur la non-imixtion dans les affaires intérieures d'un Etat souverain — organisation d'un réseau de renseignement, la propagation des tracts subversifs; dans l'organisation des actions terroristes, dans l'introduction de bandes armées en Yougoslavie; dans des menaces ouvertes à la paix — note qui menace de mesures efficaces; dans des provocations permanentes des incidents sur les frontières de la Yougoslavie avec les pays du Kominform; dans la dénonciation des traités politiques tels que le Traité d'amitié et d'assistance mutuelle etc. Une telle politique à l'égard de la Yougoslavie socialiste est soi-disant menée dans l'intérêt du mouvement ouvrier international, dans l'intérêt de la paix.

Cependant, l'expérience de l'histoire nous montre que la non-observation des principes d'égalité et des droits des peuples, et l'oppression des autres peuples sont la cause principale des guerres d'agression et de violation de la paix.

Lors du récent massacre mondial nous avons été témoins d'une violation sans scrupules de ce principe, quand au nom des droits majeurs, au nom de la qualité de la »race supérieure« allemande de gouverner le monde, des Etats et des peuples furent asservis en une nuit, il fut procédé à l'extermination de nations entières.

Les expériences amères acquises par l'humanité, notamment au cours des deux dernières guerres mondiales, ont laissé dans la conscience des millions des gens simples, à travers le monde, la conviction que le respect du principe de l'égalité et des droits des peuples sont la condition fondamentale pour le maintien de la paix.

C'est pourquoi après la deuxième guerre mondiale les grandes puissances n'ont pu empêcher que ce principe soit reconnu formellement dans la Charte de l'ONU.

Mais bien qu'elles le reconnaissent en paroles, les grandes puissances en pratique violent ce principe. Elles concluent différents accords économiques, pacts politiques et militaires etc., dans lesquels sous forme de protection ou d'aide en réalité sont dissimulés l'asservissement et l'exploitation.

La politique des milieux dirigeants soviétiques à l'égard de la Yougoslavie et des autres pays de démocratie populaire, politique qui tend à subordonner entièrement ces pays, représente pour leur indépendance le même danger que la politique des puissances impérialistes.

Les milieux dirigeants soviétiques mènent une politique de partage du monde en sphères d'influence entre les grandes puissances. Ils tendent à résoudre au détriment des autres peuples les mésententes et les contradictions existant entre les grandes puissances. C'est là le sens de leur proposition pour la conclusion du pacte des cinq grandes puissances. Mais une telle pratique est loin de la reconnaissance de l'égalité entre les peuples, grands et petits, qui peuvent et doivent être le facteur de la paix et de la collaboration internationales. Elle reconnaît des droits et des priviléges rien qu'aux uns, dans le cas concret aux grandes nations, ce qui n'a aucun rapport avec les principes socialistes, ce qui signifie — être nationaliste et impérialiste.

Les dirigeants soviétiques veulent soumettre à cette politique tous les mouvements socialistes démocratiques des divers pays, ce qui a déjà causé d'immenses dommages à ces mouvements dans différents pays de même qu'au front de la démocratie et de la paix en général.

En Grèce cette politique a provoqué la liquidation du mouvement de libération national. Sous son influence dans certains pays de l'ouest (France, Italie) où l'homme moyen aspire à la libération de son pays de l'exploitation et lutte contre l'agression et l'exploitation sans scrupule de la classe dirigeante, il ne sait plus s'il doit sincèrement lutter pour la paix ou attendre la venue de l'armée soviétique. Ceci signifierait la guerre, car les dirigeants des partis communistes de ces pays déclarent que leurs peuples se joindront à l'armée soviétique lorsqu'elle parviendra à leurs frontières. En Allemagne orientale les forces progressistes démocratiques et en premier lieu le Parti socialiste qui sont totalement soumises aux forces d'occupation soviétiques, doivent souvent appliquer des mesures contraires aux intérêts de la transformation démocratique de l'Allemagne. La démocratisation de la Zone Orientale s'effectue d'en haut par des décrets des autorités d'occupation, sans l'appui des masses. C'est pour cette raison, par exemple, que les élections communales et départementales ont été ajournées de 1948 à 1949 et ensuite à l'automne 1950. Cet exemple comme beaucoup d'autres témoigne que, malgré certains succès remportés dans la transformation démocratique, la population allemande n'est pas rassemblée sur une base conséquemment antifasciste et démocratique, sans quoi il est impossible aux forces démocratiques allemandes de prendre en leurs mains le sort de leur pays, et ne peuvent réaliser une transformation démocratique fondamentale.

Leur politique de partage du monde en sphères d'influence entre les grandes puissances, de soumission totale des pays socialistes et des mouvements démocratiques de tous les pays, de droit de la direction exclusive et du monopole du mouvement démocratique mondial et du front de la paix, les dirigeants soviétiques nomment »intérêts majeurs« et se réservent le droit de juger si ces »intérêts majeurs« sont vraiment les intérêts de la victoire du socialisme dans le monde, les intérêts du maintien de la paix. Celui quel ose dire un seul mot est proclamé traître, espion et le peuple qui ne veut être le jouet de personne, comme c'est

le cas des peuples yougoslaves, est proclamé fasciste. Bien des communistes, bien des hommes progressistes dans le monde qui luttent pour une organisation juste de la société, pour le bonheur et le progrès de l'humanité, se sont heurtés à des procédés de dictature, au despotisme, à des procédés inhumains — mais de telles méthodes ne peuvent parvenir à un but progressif, à la liberté et à l'organisation juste de la société, au maintien de la paix dans le monde.

La paix du monde est indivisible. Personne ne peut aujourd'hui en accaparer le monopole dans la lutte pour sa sauvegarde. Tout peuple, grand et petit, peut et doit être un facteur dans la lutte pour la collaboration et la paix internationales. Partout, dans chaque pays, à chaque place où est menée la lutte contre l'exploitation, contre l'asservissement — est menée la lutte pour la paix. Mais elle ne vient pas uniquement du pays qui s'est le premier libéré du joug capitaliste, comme voudraient le faire croire aujourd'hui les dirigeants soviétiques. La lutte efficace pour la victoire du socialisme dans le monde, la lutte pour la paix, dépend de la force des mouvements démocratiques progressistes dans les différents pays. Les intentions des dirigeantes soviétiques de subordonner ces mouvements, de fabriquer une recette selon laquelle ils doivent se développer et agir, entrave leur développement et par cela même la seule lutte efficace pour la paix.

Les directions des partis communistes et des mouvements démocratiques qui se sont soumis à la dictature des dirigeants soviétiques, se séparent de leurs peuples, car ils sont obligés de se soumettre à la volonté d'une politique extérieure dénuée de tout principe, ne tenant aucun compte des intérêts de la lutte de leurs peuples pour sa libération, ne voyant pas les mesures de la lutte correspondantes aux conditions de leurs pays. Ils s'inclinent aveuglément aux ordres, ne se demandent pas s'ils sont justes, s'ils sont dans l'intérêt du progrès de l'humanité de la consolidation des forces de la paix, de la démocratie et du socialisme.

Bien des hommes progressistes dans le monde voient aujourd'hui que la politique des dirigeants soviétiques et de ceux qui s'y soumettent aveuglément — est fausse. L'intérêt pour l'essence du conflit surgi entre les dirigeants soviétiques et le PC de Yougoslavie augmente dans le monde entier. La vérité sur la Yougoslavie pénètre l'opinion publique démocratique internationale.

La lutte des peuples yougoslaves, comme lutte contre ceux qui entravent le progrès, la victoire du socialisme et de la démocratie dans le monde, a pris une importance internationale.

Les peuples de Yougoslavie avec le PC de Yougoslavie et le camarade Tito en tête, résistent efficacement déjà deux ans à toutes les attaques organisées contre eux par les dirigeants de l'URSS, car ils ont compris que dans le conflit avec l'Union Soviétique il ne s'agit pas de certaines soi-disant fautes du PC de Yougoslavie mais de la question des rapports de l'égalité ou de soumission de leur propre

pays par rapport à l'URSS. La question se pose de savoir si leur pays deviendra, au rythme le plus accéléré possible un pays industriel progressif ou s'il restera seulement une ressource de l'économie soviétique comme le lui ont voulu imposer les dirigeants soviétiques. Chaque jour les travailleurs de Yougoslavie ont l'occasion de comparer les mensonges kominformistes à la pratique efficace de l'édification socialiste et du développement de la démocratie socialiste dans leur pays. Dans la presse yougoslave, dans des centaines de milliers d'exemplaire de différents journaux la résolution de l'Informburo, de même qu'ont été publiées en entier ou en extraits les notes soviétique, les lettres du PC(b) et les citoyens de Yougoslavie ont eu la possibilité d'en juger par eux-mêmes. Au contraire, pas une réponse yougoslave à toutes ces résolutions et notes n'a été publiée ni en URSS ni dans les pays du Kominform, ni dans aucun journal communiste hors de ces pays.

Mais la principale cause de la résistance efficace à cette terrible pression exercée sur les peuples yougoslaves réside dans le fait qu'ils ont passé par une rude et précieuse école de combat lors de leur révolution populaire, qu'ils ont dans cette lutte fondé le pouvoir populaire, que le développement de la démocratie socialiste dans notre pays, son ampleur ou ses formes ainsi que la lutte contre les tendances bureaucratiques et l'étouffement de l'initiative des masses, permet à tout travailleur en Yougoslavie de développer aussi ses capacités individuelles. Le développement le plus large de l'initiative des masses, le développement et la manifestation des capacités de chaque individu libéré de l'exploitation de l'homme par l'homme permet un développement des forces productrices inouïes jusqu'à ce jour.

Parmi les millions de travailleurs qui dans les conditions du développement de la démocratie socialiste en Yougoslavie s'élèvent au niveau de l'homme socialiste, l'exemple de la femme yougoslave est le plus frappant, car dans l'ancienne Yougoslavie elle n'avait aucun droit, ni politique ni autre, car elle a été la plus opprimée des opprimés. C'est justement parce que la démocratie populaire socialiste en Yougoslavie, l'autonomie du peuple comme un de ces éléments essentiels, leur donne la possibilité de développer toutes leurs capacités personnelles, de contribuer largement à l'édification de leur pays socialiste, d'apprendre à diriger leur état populaire, que les femmes de Yougoslavie avec leur peuples suivent la direction de leur Parti et de leur Etat dans sa lutte pour le développement de la démocratie socialiste, pour les rapports de l'égalité entre les pays socialistes, pour le respect des droits égaux de tous les peuples en tant que condition fondamentale de la lutte pour la paix.

Le seul fait qu'elles suivent cette politique de leur direction fut la cause principale de l'exclusion des femmes de Yougoslavie et de leur organisation du sein de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes et ceci au nom de l'affermissement du front démocratique des femmes en vue de la lutte pour la paix.

Soumettant cette organisation démocratique à la politique hégémoniste des dirigeants soviétiques comme ce fut le cas avec d'autres organisations internationales, la direction de la FDIF a trahi le but en vue duquel les femmes progressistes ont fondé après la deuxième guerre mondiale cette organisation. Car des qu'une organisation sert aux tendances hégémonistes de qui que ce soit, elle cesse d'être démocratique, elle ne représente plus les intérêts des masses démocratique, elles se transforme en un groupe restreint dans lequel sont admis rien que ceux qui se soumettent sans discussion, acceptent d'être les exécuteurs fidèles de la politique hégémoniste d'une grande puissance et placent cette politique au dessus des intérêts de leurs propres peuples.

Les femmes de Yougoslavie, le Front antifasciste des femmes, restent fidèles aux principes de la FDIF, aux principes de la lutte pour la paix fondée sur les bases justes et solides, sur les principes du respect de la souveraineté et de l'indépendance de tous les pays, grands et petits, elles persévérent dans la lutte pour la réalisation de ces principes.

Une organisation internationale des femmes ne peut être basée sur des méthodes de dictature et de force, de subordination totale aux intérêts d'un Etat de direction exclusive, car de telle méthodes affaiblissent le mouvement démocratique des femmes en général, restreignant ses rangs, brisent l'unité des femmes dans la lutte pour la paix.

Par leurs méthodes non-démocratique, de dictature, qui se sont manifestées lors de l'exclusion du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie du sein de la FDIF, les dirigeants kominformistes de la FDIF ont mis dans l'impossibilité cette organisation internationale des femmes d'être une organisation des femmes démocrates dans la lutte pour la paix et la démocratie dans le monde.

Les procédés de certains dirigeants de la FDIF, les attaques contre le FAF de Yougoslavie ne peuvent effacer la contribution des femmes yougoslaves au mouvement démocratique des femmes, au front de la démocratie et de la paix. Personne ne peut séparer les femmes de Yougoslavie des forces progressives, des femmes progressistes démocratiques du monde.

Le Comité central du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie publie cette brochure en tant qu'apport à la vérité sur notre pays, sur la lutte et l'œuvre des femmes de Yougoslavie et sur leur contribution à l'unité et à la force du mouvement des femmes démocratique du monde.

Par cette brochure nous désirons faire connaître d'une manière plus détaillée aux femmes progressistes du monde, à l'opinion publique démocratique mondiale l'activité du FAF à la FDIF depuis le jour de sa constitution, ainsi que les divers procédés kominformistes introduits par certains dirigeants de la FDIF dans cette organisation

des femmes. Par elle nous désirons faire connaitre aux hommes progressistes du monde l'attitude des femmes de Yougoslavie à l'égard de l'attaque kominformiste contre leur pays socialiste, leur attitude à l'égard du procédé de la direction de la FDIF.

Au moment où notre pays, nos peuples, notre direction du Parti et de l'Etat sont exposés à des attaques effrénées de la part des pays du Kominform et des partis communistes, nous désirons démontrer à l'exemple du FAF de Yougoslavie qui est-ce qui lutte aujourd'hui pour le progrès de l'humanité, pour le socialisme et qui, au contraire, entrave sa victoire.

|

LE FRONT ANTIFASCISTE DES FEMMES DE YOUGOSLAVIE UN DES FONDATEURS DE LA FEDERATION DEMOCRATIQUE INTERNATIONALE DES FEMMES

Le Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie a été un des huit fondateurs¹⁾ de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, organisation formée au lendemain de la deuxième guerre mondiale dans le but de rassembler les larges masses féminines dans la lutte commune contre toute sorte d'agression, pour la paix durable édifiée sur les principes de la démocratie, pour l'égalité en droit des femmes dans tous les pays, pour une existence meilleure et un avenir sûr des enfants.

Le Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie a pris une part active aux travaux du Comité d'initiative pour la convocation d'un Congrès international des femmes.

A la deuxième séance de ce Comité, lors de la distribution des thèmes à élaborer, la Yougoslavie a été chargée de présenter au Premier Congrès Constitutif de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes un rapport sur l'un des quatre thèmes prévus.

»VOTRE ENTREMISE NOUS EST PRÉCIEUSE«

Par l'entremise du Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie, le Comité d'Initiative pour la convocation du Congrès International des Femmes a pu établir et maintenir contact avec les autres pays balkaniques: Albanie, Bulgarie, Hongrie, Roumanie.

Le 10 octobre 1945, le Comité d'Initiative a adressé une lettre à la camarade dr. Olga Milošević, représentante du FAF de Yougoslavie au dit Comité, dans laquelle il est dit:

¹⁾ Les organisations des femmes de France, de Grande Bretagne, de Belgique, de Chine, d'Espagne, d'Italie, d'Union Soviétique et de Yougoslavie faisaient partie du Comité d'Initiative pour la constitution de la Fédération démocratique. (Fac-s 1).

»Nous vous adressons différentes lettres pour les pays balkaniques...

Nous vous rememons de votre obligeance... Votre entremise nous est précieuse.«

*Pour le Comité
NICOLE DE BARRY
(Fac-s. 2).*

Le Comité central de l'Union démocratique des femmes hongroises écrit dans sa lettre du 18 octobre 1945 au Comité central du FAF de Yougoslavie:

»Nous vous remercions chaleureusement de votre effort de lier les femmes de la Hongrie au C. I. I. (Comité international d'initiative). Dans notre travail votre entremise est une grande aide.«

*Pour le Comité central
de l'Union démocratiques des femmes
hongroises
MAGDA ARANNOSI
(Fac-s. 3).*

AU PREMIER CONGRÈS CONSTITUTIF DE LA FDIF

Parmi les 42 pays du monde dont les représentantes des femmes démocrates étaient venues fonder la Fédération Démocratique Internationale des Femmes en vue de la lutte pour la paix et la démocratie, la nouvelle Yougoslavie a occupé une place éminente.

La Délégation yougoslave composée des femmes de toutes les nationalités de la Yougoslavie, des combattantes, ouvrières, paysannes, mères, était une expression du large mouvement démocratique et antifasciste en Yougoslavie, une manifestation de l'unité des femmes dans la lutte et l'édification d'une véritable démocratie populaire.

La Délégation était formée des camarades: Mitra Mitrović, Anka Berus, Kata Peinović, Olga Milošević, Ančka Hafner, Olga Humo, Milica Stanišić, Veselinka Malinska, Evgenija Selić, Nada Sremec, Krista Djordjević et Mileva Rodić.

La Délégation yougoslave fut accueillie au Congrès par des ovations chaleureuses. Une place avait été réservée à la Yougoslavie à la présidence du Congrès et la représentante du FAF de Yougoslavie a présidé la première séance de travail du Congrès. Il n'y eut pas une scule commission où la Yougoslavie ne fût représentée.

Les représentantes yougoslaves: Mitra Mitrović, Olga Milošević, Vida Tomšić et Nada Novosel-Brnčić ont été élues au Conseil de la Fédération: Mitra Mitrović a été élue membre titulaire du Comité exécutif de la Fédération et Olga Milošević membre suppléant.

L'un des quatre rapports soumis au Congrès fut celui de la représentante yougoslave Olga Milošević.

SALUTS ADRESSÉS PAR LE CONGRÈS À LA JEUNE RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE

Au moment où le Congrès constitutif de la FDIF avait lieu, fut proclamée le 29 novembre 1945 la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

Sur proposition de la Délégation italienne, le Congrès de la FDIF a adressé les salutations suivantes à la jeune République Yougoslave: »Le Fédération Démocratique Internationale des Femmes reunies à leur premier Congrès adresse ses saluts enthousiastes à la nouvelle

République Yougoslave et ses félicitations au peuple heroïque qui, par sa vaillance et ses sacrifices a réussi à réaliser dans son pays la véritable démocratie.

La Fédération Démocratique Internationale des Femmes salue l'Assemblée Constituante qui confirme par la Constitution tous les droits que les femmes yougoslaves ont acquis par la lutte». (Fac-s. 4 et 5).

La Yougoslavie était le seul pays auquel des salutations particulières ont été adressées par le Congrès.

LE FRONT ANTIFASCISTE DES FEMMES DE YUGOSLAVIE ADHERE AU FDIF EN TANT QU'UNE ORGANISATION GROUPANT PLUSIEURS MILIONS DE FEMMES CREE DANS LA LUTTE CONTRE LES OCCUPANTS FASCISTES

POUR UNE YUGOSLAVIE NOUVELLE ET POUR UNE VIE NOUVELLE

Les femmes de Yougoslavie ont répondu en masse à l'appel du Parti communiste pour la lutte armée contre l'occupant. Voilà seulement quelques chiffres qui ne peuvent même de loin donner un tableau d'ensemble de leur participation à cette lutte. Environ 100.000 femmes ont passé par les rangs de l'armée de libération nationale: comme combattants, infirmières, commandants et commissaires. Environ 25.000 femmes ont perdu la vie dans la lutte armée contre l'occupant, 40.000 femmes y ont été blessées. Au cours de la guerre 2.000 femmes ont reçu le grade d'officier. Plus de 282.000 femmes, bien des fois avec leurs petits enfants, ont été emmenées par les occupants dans des camps et des prisons, où elles furent exécutées en masse.

La participation en masse des femmes de Yougoslavie à la lutte de libération nationale, ainsi que la participation en général des peuples yougoslaves ne peuvent être expliquées que par le fait qu'elles savaient et voyaient que le peuple yougoslave ne lutaient pas seulement pour chasser l'occupant du pays, mais en même temps pour réaliser une vie nouvelle, pour mener à la victoire la révolution populaire ce qui signifie de prendre le pouvoir entre leurs mains. Elles savaient que l'égalité ne peut être obtenue que par la lutte commune du peuple tout entier pour sa libération nationale et sociale.

Traitant de cette question à la I-ère Conférence du FAF Yougoslavie en décembre 1942 le camarade Tito avait dit:

»Aujourd'hui les femmes luttent côté à côté avec les hommes pour la liberté des peuples de Yougoslavie, contre les occupants féroces, contre les envahisseurs et contre leurs laquais dans le pays. Elles luttent pour la liberté et l'indépendance de leur peuple, elles luttent contre le système fasciste, contre le système d'esclavage moyenâgeux tel qu'il existe en Allemagne. Elles luttent pour l'indépendance de leur peuple ce qui fait partie intégrante de la lutte pour

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310013-6



Partisane yougoslave



Groupe de partisans croates

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310013-6

leur égalité qui leur a été contestée dans l'ancienne Yougoslavie, ne leur donnant ni droit de vote ni droit de participer aux questions de la vie publique. Dans cette lutte elle combattent aujourd'hui pour l'égalité de la femme.«

CONTRE LA PRIVATION DES DROITS, CONTRE LA MISÈRE ET L'ARRIÉRISME

Que ces quelques exemples soient la preuve contre quelle condition de vie ancienne luttaient les femmes de Yougoslavie:

La femme de l'ancienne Yougoslavie était privée de tout droit politique, — de droit de vote, actif et passif. A travers toutes les constitutions et les lois, une discrimination envers la femme se faisait sentir.

Dans les rapports de travail, outre tous les empêchements possibles pour l'obtention des qualifications, outre les congés qui ont été donnés durant l'accouchement ou la maladie, les femmes recevaient 25—30% de salaire moins que les hommes qui avaient également des salaires misérables, tandis qu'aux femmes employées d'Etat, qui étaient mariées, le traitement diminuait de 30 à 50%.

L'analphabétisme qui dans l'ancienne Yougoslavie était élevé (44% d'habitants étaient illétrés), l'analphabétisme atteignait le plus la femme. 74% de femmes ont été illétrées et dans certaines régions même 94%. Le nombre des illétrés augmentait toujours, étant donné que le nombre des enfants qui ne fréquentaient pas les écoles s'élèvait à 32% de garçons et 65% de filles des campagnes.

On peut à peine parler de la protection de la mère ouvrière et de son enfant. En 1939, dans tout le pays il n'y avait que deux crèches d'enfants avec 120 places, tandis qu'en même temps il n'y avait que 195.000 d'ouvrières assurées.

La situation semi-coloniale de l'ancienne Yougoslavie, dont les impérialistes étrangers puisaient toutes les richesses, résulte notamment des données sur la mortalité enfantine.

Dans les années 1930 et 1934 la mortalité des enfants dans leur première année s'élevait en Yougoslavie à 15,5% tandis qu'en même temps, par exemple en France, elle était de 7,5% en Suède de 5,2%, en Norvège de 4,5%. La mortalité de nourrissons dans l'ancienne Yougoslavie atteignait presque la mortalité des enfants aux Indes, colonie britannique, où la mortalité s'élevait à 17,3%, tandis qu'en Europe seule la Roumanie avec 18,2% se trouvait après la Yougoslavie. Mais si nous regardons certaines régions de la Yougoslavie de cette époque, nous voyons que la mortalité des nourrissons dans l'ancienne banovine de Save¹⁾ s'élevait à 20,1% ce qui représentait une mortalité si élevée que tous les pays du monde sauf un se trouvaient

¹⁾ La banovine de Save comprenait la plus grande partie de la république populaire de Croatie d'aujourd'hui.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310013-6



A Kupers - R. P. de Bosnie-Herzégovine -- au cours de la quatrième offensive en 1943 les femmes portent les blessés.



Sous le feu de l'ennemi, on s'enfuit du bâ

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310013-6

devant elle. D'après les données internationales l'avant dernière place est occupée par Ceylon, avec 20% et la dernière par Chili avec 24,4%.

A cette époque, de 1930 à 1934, sur 100 cas mortels le pourcentage moyen des cas de mortalité des enfants jusqu'à 10 ans, s'élevait dans l'ancienne Yougoslavie à 44,6%, ce qui signifie que sur 1000 décès dans l'ancienne Yougoslavie 450 étaient des enfants, tandis qu'en Suède ce pourcentage s'élevait à 9,3%, en Tchécoslovaquie à 27,6%. L'arrièrisme extrême de certaines régions de Yougoslavie et plus particulièrement des régions opprimées au point de vue national, ce pourcentage frappant augmentait encore plus. Ainsi dans l'ancienne banovine de Vardar¹⁾ ce pourcentage s'élevait à 52,3% et dans l'ancienne banovine de Vrbas²⁾ à 54,8%. En même temps la mortalité des enfants aux Indes, colonie britannique, s'élevait «seulement» à 48,8%

La Yougoslavie d'avant-guerre se rangeait, d'après la mortalité totale des enfants jusqu'à l'âge de 10 ans, parmi les plus arriérés. Dans la période de 1930 à 1939, 1,098.637 enfants sont morts avant l'âge de 14 ans ce qui signifie que pendant les derniers dix ans l'ancienne Yougoslavie perdait annuellement en moyenne 110.000 enfants avant l'âge de 15 ans.³⁾

UN GRAND TOURNANT DANS LA VIE DES FEMMES DE YUGOSLAVIE

Luttant contre une telle situation de son peuple, contre la privation complète du droit, contre l'occupant qui voulait encore empirer cette situation en réduisant notre peuple aux esclaves qui devraient servir »à la race supérieur allemande», les femmes de Yougoslavie se libéraient des chaînes séculaires, devenaient des êtres nouveaux et libres. Déjà au cours de la lutte de libération nationale elles occupaient d'après leur capacité les même places que les hommes: dans l'armée elles étaient commandants et commissaires, sur le territoire libéré membres des comité populaires de libération, les organes du peuple que le peuple a créés au cours de la lutte, représentantes du peuple dans toutes les organisations politiques de masse.

»Des horreurs et de l'enfer de cette guerre, imposée par les fascistes, est apparu un nouveau visage humain — de la femme libérée« — est-il dit sur la Première conférence du FAF dans l'article du journal »Žena Danas« (»La femme d'aujourd'hui«), organe central du FAF de Yougoslavie, l'une des 36 revues féminines qui paraissaient au cours de la guerre sur le territoires yougoslave, libérés et occupés.

¹⁾ La banovine de Vardar comprenait la république populaire de Macédonie et une partie de la république populaire de Serbie d'aujourd'hui.

²⁾ La banovine de Vrbas comprenait une partie de la république populaire de Bosnie et Hérzégovine d'aujourd'hui.

³⁾ Les données sur la mortalité des enfants sont prises d'un exposé du prof. Dr. Matija Ambrožić au 1er congrès des médecins tenu à Belgrade en 1948.



L'occupant a incendié et détruit 504.160 maisons en Yougoslavie.

AU COURS DE LA GUERRE FUT CRÉÉE UNE ORGANISATION DE MASSE UNIFIÉE DES FEMMES DE YUGOSLAVIE

Au premier Congrès constitutif de la FDIF en 1945, dans le rapport »La participation des femmes dans la lutte pour la paix et la démocratie«, lorsqu'on parle de la lutte des femmes contre le fascisme et des organisations féminines pendant la guerre il est dit: »Dans l'illégalité ont pu être créés seulement de petits groupes et organisations de femmes.« — ce qui était en effet dans tous les pays asservis de l'Europe sauf en Yougoslavie, où fut créée une organisation de masse unifiée des femmes qui englobait des centaines et des centaines de milliers de femmes yougoslaves.

Déjà avant la guerre, dès la parution du fascisme, sous la direction du PC de Yougoslavie, dans le cadre du Front démocratique antifasciste qui était en train d'être créé en Yougoslavie, il a été formé également le mouvement antifasciste des femmes, qui rassemblait en masse les femmes de Yougoslavie sur les questions de la lutte contre les régimes profascistes de la Yougoslavie d'avant-guerre pour les droits nationaux des peuples yougoslaves et les droits sociaux des travailleurs, pour l'égalité en droit des femmes, pour la paix, contre la guerre et contre le fascisme.

Dès l'occupation de la Yougoslavie, dans toutes les régions, dans tous les villages et villes, les femmes créaient des comités d'aide à la lutte de libération nationale et aux détachements des partisans, formés déjà en 1941. En vue d'un travail plus effectif, les comités se liaient dans le cadre des villes et des arrondissements, et le 5 et 6 décembre 1942 a eu lieu, sur le territoire libéré sur lequel l'Autorité populaire a déjà été établie, à Bosanski Petrovac, une conférence à laquelle participaient des délégués des femmes de tout le pays, du territoire libéré et occupé, qui représentaient déjà une forte organisation des localités, arrondissements, des villes et des villages desquels elles vinrent. A la conférence fut élu le Comité central du Front Antifasciste des femmes de Yougoslavie.

La conférence a constaté que les tentatives des fascistes de faire de la femme un esclave obéissant ont échoué, que les femmes se sont activisées en masse dans la lutte armée contre l'occupant, avec tous les peuples, avec le Parti communiste de Yougoslavie en tête, et à la conférence sont prises des décisions du rassemblement encore plus large des femmes pour la lutte contre l'occupant et les traîtres du pays, pour une aide encore plus organisée à leur lutte, pour un travail politique et d'éducation renforcée parmi les femmes, pour une »marche de toute la nation contre l'analphabétisme«, pour un plus fort affer-



Un refuge (20% de la population totale en Yougoslavie est resté au cours de la guerre sans foyer).

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310013-6



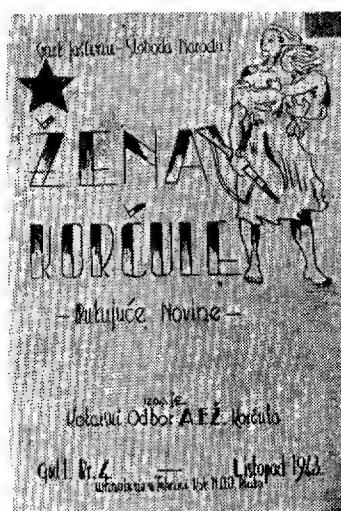
L'occupant tua femmes et enfants.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310013-6



Dans des conditions difficiles, on édait au cours de la guerre 28 journaux et revues féminins.

Première page de »Žena Korčule«, le journal qu'édait pendant la guerre le comité régional du Front antifasciste des femmes de Korčula (R.P. de Croatie).



missionnement de la fraternité et de l'unité de tous les peuples, de toutes les femmes de Yougoslavie.

Autour de ses devoirs le front Antifasciste des femmes a mobilisé, jusqu'à la fin de la guerre, des centaines de milliers de femmes.

Dans les villes occupées par exemple, les femmes formaient des organisations pour la collecte et l'envoie des vivres aux détachements des partisans, organisaient des formes politico-instructives de travail, des cours pour infirmières, des visites et d'aide aux familles des partisans et des prisonniers etc, et sur le territoire libre, le FAF a été un des plus importants soutien de l'Autorité populaire dans l'organisation des arrières-lignes, des brigades de travail des femmes pour la semence et la moisson, des équipes sanitaires, des cours contre l'analphabétisme, l'hébergement des réfugiés des pays que l'occupant a provisoirement occupés, des familles des incendiés etc, etc.

Le FAF est devenu une organisation de masse et une organisation unie parce qu'il rassemblait les femmes dans la lutte pour une vie meilleure, pour un nouvel ordre social du pays, parce qu'il a réussi à expliquer aux femmes les buts de la lutte et à les mobiliser à des formes concrètes de la lutte pour la réalisation de ces buts.

En tant que partie du Front de libération nationale de Yougoslavie, le FAF a joué un immense rôle dans la lutte de libération nationale, il rassemblait dans ses rangs des femmes de tous les peuples yougoslaves, des femmes de toutes les couches sociales, de différentes religions, qui ont activement lutté contre le fascisme, et pour la formation de la Yougoslavie nouvelle.

L'ACTIVITE DU FRONT ANTIFASCISTE DES FEMMES DE YOUGOSLAVIE AU SEIN DE LA FEDERATION DEMOCRATIQUE INTERNATIONALE DES FEMMES

»Vous êtes une aile marchante de notre grande Fédération et vous donnez un exemple magnifique à des millions et des millions de femmes. (Extrait d'une lettre de Mme Eugenie Cotton au Comité central du FAF de Yougoslavie, datée du 10 février 1948. (Fac-s. 6).

»Nous vous prions également de nous informer de vos réalisations sur le plan national, la Yougoslavie étant l'un des pays dont le travail éveille le plus d'intérêt parmi nos sections. (Extrait d'une lettre du Secrétariat de la FDIF adressée le 28 avril 1947 au Comité central du FAF de Yougoslavie). (Fac-s. 7).

Les bûts et les tâches adoptés au premier Congrès de la FDIF par les femmes yougoslaves de concert avec toutes les femmes progressistes du monde, soit la lutte pour la liquidation des vestiges du fascisme, pour la coopération étroite des peuples, pour l'établissement d'une paix durable et solide, pour prévenir l'agression, pour la protection des enfants, pour leur éducation dans l'esprit démocratique, pour l'unité des femmes démocrates du monde entier, auparavant déjà étaient l'objet des efforts des femmes yougoslaves qui les réalisaient aussi bien dans leur pays que sur le plan international.

L'activité du Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie au sein de la FDIF se trouvait toujours sur la ligne de la lutte que le Gouvernement de la RPF de Yougoslavie menait sur le plan des relations internationales, c'est-à-dire sur la ligne de la lutte pour la consolidation des forces démocratiques contre la menace de l'indépendance de tout peuple, contre l'agression et pour la victoire de la paix et de la démocratie dans le monde.

POUR LA PAIX MONDIALE FONDEES SUR DES ASSISES EQUITABLES ET SOLIDES

»Une tache importante de votre organisation consiste aussi dans la lutte opiniâtre pour la consolidation de la paix. En vue de la réalisation de cette tâche vous devez vous rallier à toutes les organisations progressistes des femmes hors des frontières de notre pays. Plus que tout autre, les femmes ont droit de se lever résolument contre tous

les instigateurs de guerre, tous les ennemis de la paix. Les femmes, les mères qui savent ce qu'est perdre à la guerre les êtres les plus chers, ce qu'est la dévastation d'un pays, sont celles qui doivent le plus haïr les fauteurs de guerre. Que cette haine contre les instigateurs de guerre soit une contribution puissante à la consolidation de la paix dans le monde. La haine contre les instigateurs de guerre doit être la force qui rendra possible le ralliement de tous les hommes progressistes du monde dans la lutte pour la paix, dans la lutte contre les auteurs de guerre impérialistes. Elevez votre voix, femmes yougoslaves, femmes antifascistes, de concert avec les femmes du monde entier contre ces fauteurs de guerre abhorrés, qui n'ont éprouvé ni misère ni malheur, qui n'ont pas passé par les champs de bataille sanglants sur lesquels sont tombés les fils et les filles de nos peuples. (Tito, au deuxième Congrès du FAF de Yougoslavie, les 27 et 28 janvier 1948).

Ce n'est pas la première fois que le camarade Tito a désigné aux femmes yougoslaves leur tâche de consolidation de la paix et de lutte contre l'agression et pour le progrès de l'humanité. C'est lui qui se trouvait à la tête de la lutte dans laquelle elles ont aussi combattu pour qu'il n'y ait plus de guerres. Au plus fort de cette lutte, à la première conférence du FAF de Yougoslavie, en décembre 1942, en parlant du fait que les femmes de Yougoslavie »sont conscientes de ce moment historique qui décide du sort de l'humanité, du sort des femmes«, en qualifiant d'efficace leur lutte au cours de ces »grands événements historiques«, il les a invitées à lutter encore plus opiniâtrement contre le fascisme, pour la liberté et l'avenir heureux de nos peuples, pour un meilleur sort de l'humanité.

Les femmes de Yougoslavie dans la lutte pour la paix ont choisi comme mot d'ordre fondamental: »En édifiant le socialisme dans notre pays nous donnons notre plus grand apport aux forces du progrès, de la paix et de la démocratie dans le monde«.

La Fédération Démocratique Internationale des Femmes concevait de la même façon la tâche des femmes dans les pays de démocratie populaire. Dans l'appel de la Fédération en faveur de la paix, adressé à l'occasion du huit mars 1948 il est dit: »Femmes de Yougoslavie, de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Bulgarie, d'Albanie, de Hongrie, de Roumanie, mobilisez toutes vos forces en vue de la consolidation de la démocratie et de la renaissance de vos pays«.

Parlant de la lutte pour la paix menée par les femmes des pays de démocratie populaire, à la séance du Comité exécutif de la FDIF à Moscou en 1946, Mme Jean Weltfish, membre du Comité exécutif de la Fédération, dans son rapport sur »La participation des femmes à la défense de la paix a dit à propos de ces femmes: »Elles sont profondément conscientes du fait qu'en défendant la démocratie de leur pays et en la consolidant, elles défendent leur égalité en droit — édifiant un monde nouveau.

»C'est pour faire triompher ce monde nouveau que les femmes yougoslaves élèvent sur les ruines où ont passé les hordes fascistes, de nouvelles villes, des centrales électriques, des usines et des écoles, donnant leurs efforts désintéressés en offrande à leur patrie, sachant que la consolidation de la puissance de la Yougoslavie constitue l'apport des femmes yougoslaves à l'oeuvre de la défense de la paix.«

A la cinquième session du Comité exécutif de la FDIF, le 15 mai 1948, à Rome, la présidente de la Fédération Mine Cotton, dans son rapport sur: »La participation des femmes à la lutte contre les instigateurs à une nouvelle guerre« a dit à propos des femmes yougoslaves: »Les héroïques femmes et jeunes filles de Yougoslavie se trouvent aux premiers rangs de la lutte pour l'exécution du Plan quinquennal. Au cours du troisième trimestre de l'année 1947 elles formaient les 26% de tous les travailleurs de choc. Dans les écoles professionnelles il y a 59% de jeunes filles et jeune femmes et dans les écoles techniques 39%.«

Le Maréchal Tito a dit dans son discours tenu au Premier Congrès du FAF de Yougoslavie: »Le FAF de Yougoslavie n'est pas seulement une puissante organisation féminine, mais aussi un des facteurs les plus importants du Front populaire et un de ses plus fermes soutiens.«

Les déléguées des différentes organisations féminines qui sont venues en Yougoslavie ont toutes été profondément impressionnées par l'activité des femmes yougoslaves à l'édification de leur pays et par là à la consolidation de la paix. Dans le numéro de mars 1948 du Bulletin de la FDIF, Yvonne Plaud, déléguée de la FDIF au deuxième congrès du FAF de Yougoslavie, tenu en janvier 1948, écrit:

»C'est que, si la République Populaire de Yougoslavie a donné aux femmes tous les droits politiques, civiques et sociaux, en revanche, les femmes lui donnent avec enthousiasme toute leur conscience, leur amour, leur intelligence créatrice.«

Ma première impression en Yougoslavie? L'étendue et la rapidité de la reconstruction.

En souhaitant de nouveaux et amples succès au FAF, nous voulons dire aussi notre reconnaissance aux femmes de Yougoslavie pour leur contribution au renforcement de la démocratie et de la paix, biens les plus précieux des peuples.«

»VOTRE CONGRÈS, DE MÊME QUE LE GRAND NOMBRE DE DÉLÉGATIONS VENUES DES SECTIONS NATIONALES DE LA FDIF SONT UNE MANIFESTATION VIVANTE ET INÉBRANLABLE DES FORCES DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA PAIX.«

Effectivement, le deuxième Congrès du FAF de Yougoslavie, tenu seulement quatre mois avant la publication de la Résolution du Kominform a été, conformément à son mot d'ordre fondamental: »Toutes nos forces pour l'exécution du Plan quinquennal — pour la paix mon-

diale», une puissante manifestation de démocratie et de paix. Les paroles du Maréchal Tito, dans lesquelles il met à cœur aux femmes yougoslaves la lutte pour la paix ont fait une impression profonde sur toutes les déléguées du Congrès qui représentaient les femmes de Yougoslavie, de Bulgarie, de Hongrie, de Pologne, de Tchécoslovaquie, d'Albanie, de Trieste, de Grèce, d'Italie et de France.

Au nom du Comité national de direction de l'Union des femmes d'Italie, Pina Palumbo, déléguée italienne au deuxième Congrès du FAF de Yougoslavie, écrit, de retour dans son pays: »*Les paroles, profondément humaines du Maréchal Tito qu'il nous a été donné d'entendre au Congrès, sont restées gravées dans nos esprits et dans nos coeurs et nous vous promettons que nous lutterons de toutes nos forces pour la paix dans le monde et pour le triomphe de la démocratie.*» (Fac-s. 9).

Rien que quelques mois plus tard, en octobre 1948, le Bulletin de la Fédération publie l'article de Jeannette Vermeersch, membre du Comité exécutif de la FDIF, dans lequel on avance que le camarade Tito, dans son discours prononcé au deuxième Congrès du FAF de Yougoslavie, n'a pas dit un seul mot au sujet des fommateurs de guerre et de la lutte à mener contre eux.

PLUS DE DEUX MILLIONS DE SIGNATURES EN FAVEUR DE LA PAIX

Dans sa lettre du 2 octobre 1948, le Secrétariat de la FDIF a invité toutes ses sections nationales à organiser une collecte de signatures pour la paix.

Le Comité central du FAF de Yougoslavie a adopté la décision de se joindre à cette action.

Au cours des réunions et des conférences pendant lesquelles on présentait des rapports sur la lutte pour la paix et sur les tâches des femmes yougoslaves dans cette lutte, elles apposaient leur signature en faveur de la paix. Et c'est justement une des caractéristiques des résolutions signées en faveur de la paix, que les femmes yougoslaves ont adressé en octobre et novembre 1948 à l'Assemblée générale des Nations Unies siégeant alors à Paris, que ces résolutions ont été signées après une discussion minutieuse sur le contenu de ces résolutions, et leur expédition à l'ONU. Les femmes yougoslaves ont donné ainsi plus de deux millions et demi de signatures en faveur de la paix. (Fac-s. 10).

POUR UN CHÂTIMENT SÉVÈRE ET JUSTE DES CRIMINELS DE GUERRE

»*Il ne peut y avoir ni tranquillité ni sécurité pour la vie de nos enfants tant qu'il y a au monde des hommes qui prennent la défense de tels criminels qui ont infligé tant de mal à notre peuple.*» Ces paroles extraites de l'appel adressé, le 15 mars 1948, par le Comité

central du FAF de Yougoslavie à la FDIF au sujet de la sentence injuste prononcée à Nuremberg contre les criminels de guerre, caractérisent l'attitude du FAF de Yougoslavie à l'égard de la question du châtiment des criminels de guerre.

Au cours de l'activité de notre organisation au sein de la FDIF, bon nombre de documents témoignant de cette attitude ont été assemblés. En voici seulement quelques uns:

A l'occasion de la sentence injuste prononcée à Nuremberg, le Comité central du FAF adresse un appel au Secrétariat de la Fédération dans lequel il est dit entre autre:

»Ces jours derniers, une grande injustice a été commise à l'égard des peuples éprouvés de liberté et en particuliers à l'égard des peuples qui ont activement pris part à la coalition antihitlérienne au cours de la dernière guerre...

... Nous nous adressons à la Fédération Démocratique Internationale des femmes et en particulier aux femmes des Etats-Unis, leur demandant d'élèver leur voix contre ceux qui défendent les criminels nazis, contre ceux, qui veulent aujourd'hui opprimer de nouveau les peuples et qui préparent à nos enfants et à l'humanité entière de nouveaux carnages...

... Les femmes yougoslaves proposent à la Fédération de bien vouloir, par l'intermédiaire de ses sections nationales, mettre les femmes du monde entier au courant de ce procès éhonteux mené en faveur des criminels nazis. Nous estimons que la Fédération devrait, de son côté, stigmatiser ce procédé éhonteux du tribunal de guerre américain...«

A l'occasion de la mise en liberté du criminel de guerre italien Mario Roatta, le Comité central du FAF de Yougoslavie a adressé, le 26 février 1949, une lettre de protestation au président du gouvernement italien. En même temps une lettre fut adressée à l'Union des femmes italiennes dans laquelle il est dit:

»La nouvelle de la mise en liberté du général Roatta a suscité la plus profonde indignation de tous les hommes de conviction démocratique et progressiste. Cette indignation est particulièrement vive chez notre peuple, chez les femmes de Yougoslavie, car c'est justement en Yougoslavie que ce criminel de guerre a commis des crimes les plus atroces.

La condamnation des criminels de guerre tels que Roatta est tout d'abord dans l'intérêt des travailleurs d'Italie, qui ont le plus grand intérêt à la liquidation des vestiges du fascisme dans leur pays. La politique du gouvernement italien maintient en liberté des criminels de guerre et confie de plus en plus les postes responsables dans l'administration à d'anciens fascistes, réserve au peuple italien un retour à la situation des temps des fascistes, se prépare à engager l'Italie dans de nouvelles aventures guerrières.

C'est pourquoi nous vous invitons en tant que représentantes des femmes démocrates d'Italie à éléver votre voix au nom d'une existence

meilleure et d'un avenir plus heureux de votre peuple, au nom des souffrances que le fascisme a provoqué à travers le monde, au nom du mal que le général Roatta a fait à nos mères et à nos peuples, à redoubler vos protestations contre une telle politique du gouvernement italien et à exiger l'annulation de la décision sur la mise en liberté du général Roatta, pour que ce criminel de guerre soit remis, selon l'accord commun des alliés sur le châtiment des criminels de guerre, au pays dont les peuples ont eu le plus à souffrir de ses méfaits, c'est-à-dire à notre pays, à notre peuple.

Nous vous invitons de nouveau à le faire, au nom du serment fait récemment au II-ème Congrès International des Femmes par les femmes démocrates du monde, les femmes de notre pays et du vôtre, de défendre la paix et la démocratie dans le monde».

Le Comité central du FAF de Yougoslavie n'a jamais reçu de réponse à cette lettre.

AIDE AU PEUPLE GREC DANS SA LUTTE

L'aide des femmes yougoslaves à la lutte du peuple grec fait partie de l'aide générale accordée par les peuples de Yougoslavie à cette lutte. C'est pour cela que cette action d'aide ne s'est pas déroulée seulement dans le cadre de la Fédération, mais a été beaucoup plus vaste et plus suivie que celle dirigée par la FDIF.

En réponse à la lettre adressée le 26 mars 1948 par la FDIF au Comité central du FAF, au sujet de l'Organisation de l'aide à la lutte du peuple grec, celui-ci a répondu par sa lettre du 2 mars 1948 dans laquelle il est dit entre autre:

»Nous avons le plaisir de vous informer que dans notre pays existent déjà partout des comités d'aide à la Grèce qui sont en plein fonctionnement...

Quant à notre organisation, comme vous le savez déjà, à son deuxième congrès elle s'est posé comme une des tâches principales celle de la lutte contre les instigateurs de guerre qui englobe et met au premier rang la condamnation des crimes que les monarchofascistes ont commis contre le peuple grec sous la direction des Américains.

En protestant contre la terreur, que les monarchofascistes exécutèrent contre le peuple grec épris de liberté, les femmes de Yougoslavie ont envoyé par milliers de lettres, de télégrammes et de résolutions en réclamant énergiquement le retour des troupes américaines de la Grèce, afin de donner la possibilité au peuple grec de résoudre seul les problèmes de son pays.

Le femmes de Yougoslavie, prêtant leur aide aux réfugiés grecs, privèrent leurs propres enfants des besoins élémentaires afin de sauver les enfants de Grèce. Vers la fin du mois de mars 1948 il fallait prendre soin de 900 enfants réfugiés de Grèce. A la suite d'un appel, de la Croix Rouge qui c'est engagé de s'occuper de ces enfants, les membres du Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie ont contribué beau-

coup à cet action. En une dizaine de jours des logis au Banat ont été improvisés pour accueillir des milliers d'enfants. Les femmes de la ville de Sabac dans la République de Serbie, qui souffrirent beaucoup pendant la guerre, ont quêté une somme de 480.000 dinars, ensuite 23.715 kilos de nourriture et une grande quantité de vêtements et de chaussures. Seulement en deux jours on amassa à Belgrade un million et demi de dinars. Les femmes de Beograd ont accueillis avec un amour maternel 11.000 enfants de Grèce en leur aidant de s'installer aussitôt en Yougoslavie. Elles ont aussi accueilli 12.000 enfants et les ont envoyées à destination des pays appartenant aux démocraties populaires.

Le Front Antifasciste des Femmes a de même activement pris part à l'action en vue de ramasser une aide matérielle destinée aux combattants grecs, organisée par l'Association des Syndicats de Yougoslavie.

C'est précisément de ce deuxième congrès que nous vous avons adressé une lettre au sujet de la Grèce, vous priant de la publier dans votre bulletin. Cette lettre a été publiée chez nous dans tous les quotidiens».

Voici quelques exemples concrets de l'aide fournie par les femmes yougoslaves au peuple grec.

Du deuxième congrès du FAF de Yougoslavie, en janvier 1948, à quelle occasion l'arrivée grecque s'est transformée en une manifestation de solidarité avec la lutte de libération du peuple grec, une lettre a été adressée à la Fédération, où il est dit notamment:

»Le deuxième congrès du FAF de Yougoslavie, tenu les 25, 26 et 27 janvier 1948, auquel prirent part 826 déléguées de toutes les régions de Yougoslavie —demande au nom de toutes les femmes yougoslaves que la Fédération Démocratique Internationale des Femmes adresse à toutes ses sections nationales et à toutes les organisations féminines dans le monde un appel en vue d'organiser une action d'aide au peuple grec et à sa lutte de libération.

La représentante des femmes de la Grèce démocratique a décrit au Congrès la terreur effroyable exercée par les impérialistes américains et par les monarchofasciste à l'égard du peuple grec.

Nous prions la Fédération d'organiser, par l'intermédiaire de ses sections nationales et de ses relations avec les diverses femmes et organisations, une action d'aide générale au peuple grec qui lutte aujourd'hui pour son indépendance nationale.

Le Secrétariat de la FDIF a accepté l'invitation du FAF et, dans sa réponse à l'appel lancé par cette organisation, il a souligné que cela constituera un nouveau stimulant à la lutte des femmes grecques et à l'aide que les femmes des autres pays accordent à cette lutte.

Le Secrétariat de la FDIF s'est adressé au FAF de Yougoslavie avant la session du Comité exécutif à Rome, lui demandant des données sur les réfugiés grecs, ce qui est bien compréhensible, étant donné

que la plupart des réfugiés grecs s'y trouvaient, y ayant rencontré un accueil et des secours fraternels.

Dans les propositions soumises par le FAF au Deuxième congrès de la FDIF à Budapest, on demande que cette question soit particulièrement mise en relief.

Ce ne sont là que quelquesunes de nombreuses preuves d'aide et de solidarité des femmes de Yougoslavie avec la lutte du peuple grec.

Tout comme dans l'attaque organisée par le Koninform contre la Yougoslavie socialiste, ici également les faits démentent ces affirmations mensongères. Elles entrent dans l'histoire comme preuve d'une politique internationaliste conséquente des peuples de Yougoslavie. L'histoire jugera certains des dirigeants du Mouvement démocratique en Grèce, qui l'ont entièrement mis au service de la politique extérieure soviétique qui s'en est servi comme d'un moyen d'entente avec les impérialistes. Et c'est pourquoi le peuple grec, dans une période de 8 ans, a été par deux fois désarmé et laissé sans défense à la merci des monarchofascistes.

NOTRE SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DU PEUPLE ESPAGNOL

Dès le moment lorsque pendant la guerre civile d'Espagne en 1936, les femmes yougoslaves envoyait leurs fils en Espagne pour soutenir par les armes la lutte du peuple espagnol et y faisaient parvenir en masse des objets qu'elles avaient collectés comme aide aux combattants yougoslaves de la guerre d'Espagne qui se trouvaient dans les camps de France, les femmes yougoslaves ont manifesté par de nombreux exemples concrets d'aide, leur solidarité avec la lutte antifasciste du peuple espagnol. Nous ne mentionnerons que quelques actions entreprises par le FAF en faveur de l'Espagne dans le cadre de la FDIF.

Les femmes de Yougoslavie ont condamné le plus énergiquement la terreur du fasciste Franco menée contre les patriotes espagnoles. Elle ont tenu rien qu'en 1948, en signe de protestation, 3818 conférences et meetings auxquels assistèrent un million et demi de femmes. Elles envoyèrent à l'Organisation des Nations Unies (ONU) 1350 lettres de protestation, télégrammes et résolutions. Au cours de la même année elles adressèrent aussi de leurs conférences 1458 télégrammes et résolutions contre le projet de faire entrer l'Espagne de Franco dans l'Organisation des Nations Unies.

À cours de ses séances et dans sa presse, la FDIF a toujours hautement apprécié l'aide que le FAF de Yougoslavie, les peuples yougoslaves et le gouvernement yougoslave ont fournie à la lutte du peuple espagnol.

Dans son Bulletin informatif du mois de juin 1940, la FDIF écrit:

»Mme Milošević nous informe d'un grand meeting de solidarité avec le peuple espagnol, meeting au cours duquel M. Edvard Kardelj,

vice-président du Conseil a souligné que le maintien du régime de Franco, *»ce fruit de l'agression fasciste germano-italienne, est une honte culturelle et politique qu'il faut effacer du continent européen»*. Il a ajouté:

»La nouvelle Yougoslavie a, dès le début, considéré comme une obligation qui s'imposait de rompre complètement toute relation diplomatique avec l'Espagne de Franco. Nous considérons que c'est le seul point de vue justifiable. S'il s'agit de la nécessité d'annéantir les restes fascistes, en tant que foyers permanents menaçant la paix parmi les peuples, le régime de Franco est alors le reste fasciste le plus évident.«

M. Kardelj exprime anfin le désir des dirigeants yougoslaves de voir l'ONU entreprendre des mesures efficaces pour renverser le régime de Franco.

Le Ministre des affaires étrangères de Yougoslavie a exprimé en même temps le désir que le blocus économique et politique de Franco soit appliqué par tout le monde.

A cette occasion, ont été tenus de nombreux meetings auxquels les femmes yougoslaves ont participé en masse. (Fac-s. 11).

Le Comité exécutif de la FDIF à Paris, à sa séance de juin 1946, a salué le Gouvernement yougoslave parmi les gouvernements qui n'entretenaient aucune relation avec Franco. A la lettre du 26 juin 1948, dans laquelle la Fédération demande au FAF de Yougoslavie d'intervenir directement auprès du Gouvernement espagnol au sujet des condamnations à mort, le Comité central du FAF a répondu que notre pays n'entretenait aucune relation avec l'Espagne, voire pas de relations postals, si bien qu'il a adressé ses lettres de protestation à la Fédération pour qu'elles les fasse parvenir à destination.

Dans sa lettre du 10 juillet 1947, le Secrétariat de la Fédération félicite le FAF de Yougoslavie des résultats de son action contre la terreur en Espagne.

A la session du Comité exécutif de la Fédération à Moscou, dans son rapport sur *»La campagne antifranquiste«* Nina Popova dit: Les femmes yougoslaves ont déclaré: *»Nous qui avons tant souffert pendant la guerre, nous avons fait l'expérience des désastres causés par la guerre et nous lutterons de toutes nos forces, de concert avec les forces du monde entier, contre le fascisme et pour une paix juste et durable. Les femmes yougoslaves ont aussi appuyé toutes les revendications de la Fédération Syndicale Mondiale et ont accueilli avec enthousiasme le refus du Gouvernement yougoslave d'entrer en relation avec Franco.«*

Dolorès Ibaruri a souvent rendu honneur aux peuples yougoslaves et au Marchal Tito pour l'aide que ceux-ci fournissent à la lutte du

peuple espagnol. Soit aux séances de la FDIF, soit en dehors d'elle, elle a reconnu la portée de l'aide que les femmes de Yougoslavie accordaient à cette lutte.

A la session du Comité exécutif de la FDIF à Stockholm, en septembre 1947, Dolorès Ibaruri a exprimé sa gratitude aux femmes yougoslaves pour l'aide qu'elles accordent à la lutte contre la terreur de Franco.

Au deuxième Congrès du FAF, tenu en janvier 1948, Dolorès Ibaruri a adressé le télégramme suivant: »*Je voudras vous dire à quel point j'aimerais suivre les travaux de votre Congrès, me trouver en compagnie de femmes aussi vaillantes et aussi capables que les femmes de votre pays libre, et surtout comme j'aimerais connaître la Yougoslavie du grand Tito que j'admire tant.*« (Fac-s. 12).

A l'Exposition Internationale de la femme, organisée à Paris en juin 1948 par la FDIF, Dolorès Ibaruri a écrit dans le cahier d'impression au sujet du pavillon yougoslave:

»*Le pavillon yougoslave est l'expression vivante des changements profonds qui ont eu lieu dans la Yougoslavie de Tito, de ce libérateur génial des peuples yougoslaves.*« (Fac-s. 13).

Telles sont les déclarations que Dolorès Ibaruri fait deux ans, un an, deux mois, un mois ou même seulement quelques jours avant la publication de la résolution du Kominform. Après cette publication, par exemple à la séance du Comité exécutif de la Fédération à Moscou, en novembre 1949, à l'occasion de l'exclusion du FAF, elle prétend que les dirigeantes du FAF et ses représentantes à la FDIF sont des espions impérialistes et des agents de la Gestapo.

Sur le camarade Tito qu'elle admirait tant elle dit dans une lettre adressée au deuxième Congrès du FAF et dans un article publié dans l'organe du Kominform »Pour une paix durable, pour une démocratie populaire«, qu'il est un espion de la Gestapo, et elle cite comme preuve de ses assertions les déclarations de la radio franquiste du temps que celle-ci attaquait la lutte antifasciste des peuples de Yougoslavie.

EN FAVEUR DE LA LUTTE DES PEUPLES COLONIAUX ET DES FEMMES DE CES PAYS

La lutte des peuples des pays coloniaux et dépendants a éveillé et éveille toujours chez les peuples et en particulier chez les femmes yougoslaves de grandes sympathies. Les femmes yougoslaves s'intéressent beaucoup à la vie et à la lutte des femmes dans les pays coloniaux. Se FAF de Yougoslavie a déployé et déploye une activité politique intense dans ce sens. A l'occasion de la convocation de la Conférence des femmes des pays d'Asie, toutes les femmes yougoslaves, non seulement celles du Comité central fédéral et des comités centraux républicains et les femmes des grandes villes telles que Kragujevac, Šibenik et Novi Sad, des arrondissement tels que Debar et Sokobanja, mais aussi les femmes des plus petits hameaux, envoyait de

leurs réunions et conférences des lettres de protestations au gouvernement de l'Inde qui avait interdit la tenue de la conférence à Calcutta. Les femmes de Beocine ont écrit à cette occasion: «Réunies en conférence, nous condamnons sévèrement l'attitude du Gouvernement de l'Inde et nous demandons énergiquement qu'il autorise la tenue de la Conférence».

Au sein de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, les représentantes yougoslaves avaient au sujet des problèmes coloniaux la même attitude que le Gouvernement yougoslave et le Parti communiste yougoslave, c'est-à-dire, elles défendaient le droit des peuples coloniaux à l'indépendance et à la liberté et le soutien de leur lutte. A la séance du Comité exécutif de la FDIF à Rome, en mai 1948, Olga Milošević, représentante de la Yougoslavie a dit entre autre: »Nous saluons les décisions de notre Fédération relatives à l'envoi d'une commission dans les pays coloniaux et nous estimons que cette commission a rempli sa mission avec succès ayant retracé devant toutes les femmes un tableau fidèle des conditions de vie dans les colonies et ayant donné un grand appui moral au mouvement de la libération des femmes dans les colonies. Mais ce rapport nous impose aussi un travail sérieux et suivi qui contribuera à liquider un tel état de choses dans les pays coloniaux...

Nous pouvons vous promettre aujourd'hui, au nom de toutes les femmes yougoslaves, que nous donnerons notre pleine contribution à toutes les actions entreprises par la FDIF à cet effet».

Ces déclarations sont soutenues par des exemples concrets d'assistance à la lutte des femmes des pays coloniaux fournie de la part du Front Antifasciste des Femmes, les révendications de la mise en liberté de Mariam Firuz, membre du Comité exécutif de la FDIF, qui avait été emprisonnée par le gouvernement iranien en 1949, etc.

Le FAF a versé 525.067 francs dans le fonds de préparation de la Conférence des femmes d'Asie. Le FAF de Yougoslavie, en collaboration avec l'Union des Syndicats yougoslaves, a organisé, à l'occasion de la tenue de cette conférence, dans toutes les villes, tous les villages, toutes les usines et toutes les coopératives de travail, des conférences sur la vie et la lutte des femmes des pays coloniaux.

Le Comité central du FAF de Yougoslavie a adressé le télégramme suivant à la Conférence des femmes des pays d'Asie, tenu à Pékin en 1949:

A l'occasion de la Conférence des femmes des pays d'Asie, le Front Antifasciste des femmes de Yougoslavie, qui englobe des millions de travailleuses yougoslaves, de constructrices du socialisme et de combattantes pour la paix dans le monde, vous envoie des salutations militantes.

Les femmes yougoslaves qui ont pris part à la lutte contre les régimes antipopulaires de l'ancienne Yougoslavie et à la guerre quadriennale contre le fascisme, pour la libération de leur pays et un meilleur ordre social dans son sein, suivent avec des sympathies sin-

cères les efforts et la lutte des peuples coloniaux et semicoloniaux d'Asie pour leur libération nationale et un meilleur ordre social. Nous suivons et saluons surtout la lutte héroïque et la révolution populaire victorieuse du peuple chinois, sachant bien que cette lutte est en même temps une partie constitutive de la lutte générale contre toute oppression, de la lutte pour la paix et la démocratie dans le monde.

Notre désir et notre intention de saluer personnellement votre lutte magnifique ont été mis en échec par l'attitude antidémocratique du Secrétariat de la FDIF et la décision injuste du Conseil de la FDIF, qui exclu nos camarades, les représentantes des femmes de Yougoslavie, du sein de la Fédération.

Nous nous efforcerons d'offrir à toutes les femmes du monde la possibilité d'apprendre la vérité sur notre pays, sur la politique juste de notre parti et du camarade Tito dans la lutte pour des relations véritablement égales entre les pays et les peuples, basées sur la doctrine de Marx et de Lénine.

Au nom des femmes de Yougoslavie nous souhaitons beaucoup de succès au mouvement démocratique des femmes d'Asie dans sa lutte ultérieure.

POUR LA CRÉATION D'UNE ALLEMAGNE DEMOCRATIQUE ET UNIFIÉE

A la séance du Conseil de la FDIF à Prague, en janvier 1947 on a posé la question de l'admission de l'Union démocratique des femmes allemandes au sein de la Fédération, cette Union ayant adressé sa demande d'admission au Secrétariat de la Fédération.

Certaines délégations, dont par exemple la délégation tchécoslovaque, quoiqu'elles ne le fissent pas ouvertement, prirent une attitude négative à l'égard de cette question, prétendant qu'il serait impossible de justifier cette admission devant le peuple tchécoslovaque.

Cependant, à la séance du Conseil où il fut décidé que la FDIF envoie une commission en Allemagne pour étudier les activités de l'Union démocratique des femmes allemandes, la représentante yougoslave Olga Milošević a pris une attitude positive à cet égard.

Dans la lettre adressée par Mitra Mitrović à la session du Comité exécutif de la FDIF à Stockholm, session qui avait étudié la question de l'admission de l'Union démocratique des femmes allemandes au sein de la FDIF, il est dit:

»En Yougoslavie comme dans tous les pays qui ont été sous l'occupation des nazis, nous n'oublierons jamais les atrocités commises dans notre pays, nous n'oublierons jamais les femmes et les enfants massacrés, les 1,700.000 victimes sacrifiées et les villes et villages incendiés.

Mais nous devons raidir nos coeurs et, pour que cela ne se répète plus jamais, nous devons comprendre qu'il est justement dans l'intérêt de la paix et de la démocratie dans le monde, dans l'intérêt

même des pays slaves d'aider le développement de l'Allemagne en un pays démocratique.

C'est pourquoi, s'il s'est formé et s'il subsiste parmi les femmes allemandes un foyer démocratique, si les femmes démocrates d'Allemagne se sont engagées, ne fut-ce qu'un petit nombre, dans la lutte pour la démocratisation de leur pays, notre devoir est de les aider dans leur lutte, dans l'intérêt de l'humanité entière, dans leur propre intérêt. Il va sans dire que les femmes allemandes d'opinions démocratiques doivent se défaire, sans réserve, de tout chauvinisme national, être profondément conscientes de la responsabilité de l'Allemagne de ces grandes souffrances de l'humanité et être prêtes à envisager les mesures nécessaires pour compenser, tant soit peu, les dommages faits aux pays occupés — quoique ces dommages ne puissent jamais être complètement compensés. Et ce n'est qu'alors qu'elles pourront être comptées dans le rangs des personnes vraiment démocratiques et humanitaires. Elles doivent être réellement prêtes à la lutte pour la démocratisation de l'Allemagne.«

„NOUS SOMMES HEUREUSES DE CONSTATER VOTRE TRAVAIL EFFICACE DANS LES LARGES MASSES DEMOCRATIQUES EN FAVEUR DE NOTRE FEDERATION“

Il est incontestable que l'activité du Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie au sein de la FDIF a contribué au renforcement de celle-ci. Ce fait a été souvent souligné au cours des séances officielles de la FDIF et dans ses lettres.

A la session du Conseil de la FDIF à Prague, en 1947, Madame Cotton a dit dans son rapport: »Le FAF de Yougoslavie fait un vaste travail de propagande en vue de faire connaître aux femmes les buts et l'activité de la Fédération«.

Après avoir reçu 189 résolutions que les comités du FAF de Yougoslavie ont adressées à la Fédération, en janvier 1947, au sujet des décisions de son Comité exécutif à Moscou, le Secrétariat de la Fédération écrit au Comité central du FAF: »Nous avons vraiment été touchées du dévouement et de l'enthousiasme de toutes ces femmes pour la Fédération et nous sommes heureuses de constater votre travail efficace dans les larges masses féminines en faveur de notre Fédération«.

Dans le rapport financier présenté par le Secrétariat de la FDIF à la séance du Comité exécutif de Stockholm il est dit que la situation financière difficile de la FDIF a été en partie résolue par la dotation de 752.900 francs, dont nous remercions en particulier l'Albanie, la Mongolie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.«

Constatant avec regret que »certaines sections n'ont pas fait tout ce qu'elles auraient dû faire en faveur de la loterie internationale«, il est souligné dans le rapport que seules la Pologne, l'Albanie, la Hongrie, la Tunisie, l'Espagne, la Bulgarie et la Yougoslavie ont répondu à l'appel et que l'envoi de cette dernière se monte à une valeur de 332.000 francs.«

Il n'existe pas un seul rapport des séances de la FDIF, antérieur à la résolution du Kominform et même après où le FAF de Yougoslavie n'ait été cité en exemple pour son activité intense et pour son instigation à propager les buts de la Fédération et mener à bien les actions concrètes entreprises par celle-ci.

C'est en se basant sur tout ceci que Madame Cotton écrivit dans sa lettre du 10 février 1948, adressée au Comité central du FAF de Yougoslavie: »Vous êtes une aile marchante de notre grande Fédération et vous donnez un magnifique exemple à des millions et des millions de femmes».

VOTRE LUTTE ET VOTRE TRAVAIL NOUS SERVENT D'EXEMPLE

Pour son expérience révolutionnaire acquise au cours de notre révolution populaire, pour ses vastes et multiples activités, menées sous la conduite lucide internationaliste du Parti communiste de Yougoslavie en vue de la construction du socialisme en Yougoslavie, le FAF de Yougoslavie a servi d'exemple aux organisations féminines au cours de leur formation et de leur travail, surtout dans les pays voisins. Les femmes albanaises et hongroises, par exemple, venaient voir sur place l'activité du FAF et profiter de ses expériences.

Le Secrétariat de la FDIF, dans sa lettre du 28 avril 1947, écrit au Comité central du FAF de Yougoslavie: »Nous vous prions également de nous informer de vos réalisations sur le plan national, la Yougoslavie étant un des pays dont le travail éveille le plus d'intérêt parmi nos sections.«

De nombreuses déclarations des dirigeantes des organisations féminines de différents pays adhérentes à la FDIF attestent cet intérêt des sections nationales.

Dans son télégramme du 28 novembre 1947 adressé au FAF de Yougoslavie à l'occasion de la Fête nationale des peuples yougoslaves, l'Union des femmes démocrates hongroises écrit:

»Au nom de 500.000 femmes hongroises envoyons salutations les plus chaleureuses aux femmes du grand peuple voisin Yougoslave. Votre fête est la notre. Nous n'oublierons jamais ce que vous avez fait, armes en main, pour notre liberté et liberté tous les peuples, et après, victoire pour reconstruction. Promettons suivre votre exemple, souhaitons beaucoup succès dans votre noble travail pour paix et démocratie.« (Fac-s. 14).

Union démocratique des femmes hongroises.

Le Comité central de l'Union démocratique des femmes hongroises pour la ville de Budapest écrit à la même occasion:

»Nous souhaitons au vaillant peuple yougoslave, dirigé par le grand Maréchal Tito, de continuer avec succès son travail enthousiaste et glorieux. En reconstruisant notre pays, édifiant la démocratie, nous sommes animées de votre exemple.« (Fac-s. 15).

Les femmes syndicalistes de Hongrie, dans une lettre du 4 février 1948, adressée à Zoltan Szánto, qui était alors Ambassadeur de Hongrie en Yougoslavie, lettre qu'il a communiquée au Comité central du FAF de Yougoslavie, demandent à ce dernier de recevoir une délégation des femmes hongroises, fonctionnaires syndicaux: »Pour qu'elles puissent sur place voir la manière dont travaillent les femmes

yougoslaves, ce qui nous profiterait beaucoup dans l'édification de notre pays.« (Fac-s. 16).

Après le retour de la Délégation italienne qui avait assisté au premier Congrès du FAF, en juin 1945, l'Union des femmes italiennes écrit dans une lettre, signée par Rita Montagnana et Maria Romita, au Comité central du FAF de Yougoslavie:

»... La possibilité de connaître de près l'oeuvre magnifique que vous avez réalisée, ainsi que l'ampleur de vos plans d'avenir nous a immensément profité. Nous avons senti que nous avons réellement pu assimiler vos expériences et que nous en tirerons une plus grande assurance dans notre travail, ce qui dans notre pays n'est pas une des moindres difficultés.

... Plus que toute autre chose nous avons pu nous convaincre de la haute conscience anti-fasciste et de la maturité politique que vous avez atteinte et de la grande contribution que vous avez donnée et que vous donnerez à l'avenir au développement et au triomphe de la démocratie dans notre pays.« (Fac-s. 17).

Au nom de l'Union des femmes italiennes, dans une lettre du 22 février 1947, adressée à la Secrétaire du Comité central du FAF de Yougoslavie, Vanda Novosel, Maria Michetti écrit:

»... J'espère ardemment que notre délégation en Yougoslavie représentera pour nous en Italie un succès au moins aussi grand que celui de notre récente délégation en Union Soviétique...

... Je n'ai pu me retenir de te décrire le souvenir ineffaçable que je rapporte de votre pays, de votre peuple et de vous tous, camarades yougoslaves. Peut-être qu'il t'est difficile de comprendre tout ce que j'ai apris grâce aux expériences que vous avez acquises, expériences si différentes en somme des nôtres, mais je suis certaine que le fait d'avoir tant appris de vous me lie profondément à vous, à votre oeuvre, à votre pays...« (Fac-s. 18).

Le 19 mai 1948 l'Union des femmes italiennes écrit dans une lettre au Comité central du FAF:

»... Comme nous l'avons déjà expliqué à vos déléguées dans le Comité exécutif de la FDIF, nous estimons qu'il serait fort utile à notre oeuvre de démocratisation des femmes italiennes d'arriver à organiser une visite de nos ouvrières, paysannes et intellectuelles à votre pays, pour qu'elles puissent apprendre à connaître la vie d'un peuple possédant un gouvernement populaire...« (Fac-s. 19).

Dans une lettre des femmes françaises, écrite le 2 mars 1949 il est dit:

»Nous savons avec quelle foi admirable les femmes de votre pays luttent pour la démocratie et la paix. Nous vous en exprimons notre gratitude profonde et nous vous assurons de faire tout notre possible pour gagner toutes nos femmes de chez nous à notre cause.« (Fac-s. 20).

Les déléguées étrangères ayant assisté au II-ème Congrès du FAF de Yougoslavie, en janvier 1948, y ont dit:

La déléguée albanaise Nehxmië Hoxa:

»... Nous sommes venues dans la conviction qu'à ce Congrès qui est une manifestation de la fraternité et de l'unité des femmes yougoslaves dans l'édification de leur pays et dans la consolidation de la démocratie, nous apprendrons beaucoup de choses qui pourront nous servir pour l'édification de notre pays et de notre démocratie populaire... Que ceci serve d'exemple à toutes les femmes démocrates et éprises de liberté, comment il faut lutter et travailler pour la création de la démocratie et de la paix durable, pour la construction d'une vie nouvelle et plus heureuse des masses populaires de tous les pays et pour l'avenir assuré des nouvelles générations.«

La déléguée hongroise Yolande Mayolthy:

»... Notre pays et tout notre peuple laborieux connaissent l'héroïque lutte de libération des peuples yougoslaves et leur travail enthousiaste de reconstruction, connaissent leur politique démocratique à l'égard des minorités nationales qui fait que les Hongrois qui vivent en Yougoslavie n'ont pas à expier de l'ancienne Hongrie fasciste, mais sont des citoyens égaux de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie. Le respect et l'amitié qu'ils ressentent à cause de cela pour les peuples yougoslaves ont été encore renforcés par la visite du grand chef des peuples yougoslaves, le Maréchal Tito, à Budapest et par le traité d'amitié conclu entre les deux pays. Dans notre travail et dans notre lutte les femmes yougoslaves nous seront toujours un exemple que nous suivrons avec enthousiasme.«

La représentante roumaine Estere Majaros:

»... Les femmes de Roumanie vous rendent hommage pour la grande part que vous avez prise à l'anéantissement du plus grand ennemi de l'humanité — du fascisme hitlérien et elles vous assurent que votre travail actuel pour la reconstruction de votre pays leur sert d'exemple vivant...«

La représentante tchécoslovaque Olga Hálova:

»... Au nom des femmes tchécoslovaques je vous salue, chères soeurs, je salue toutes les femmes yougoslaves, tout le peuple héroïque de Yougoslavie, que nous admirons non seulement pour sa lutte courageuse contre les Allemands et les fascistes, mais aussi pour ses efforts magnifiques dans la reconstruction de son pays, pour sa foi inébranlable et pour sa ferme volonté de créer dans son pays le paradis.«

La représentante du FDIF Yvonne Pland:

»... Aujourd'hui lors du recensement des forces réactionnaires, et du tumulte soulevé par les instigateurs de guerre, votre congrès et les nombreuses délégations des sections nationales de la FDIF

représentent une démonstration vivante et inébranlable des forces de la démocratie et de la paix, nous montrant qu'elles sont innombrables. Cela prouve que la victoire ne peut être obtenue que par l'union des forces de tous les pays et du monde entier, car unies elles sont invincibles.

Cette grande manifestation montre une fois de plus les grandes possibilités d'action de la FDIF. Cette manifestation est une image réelle des forces démocratiques parmi les femmes du monde entier . . . «

LE DEUXIÈME CONGRES DE LA FDIF A CHALEUREUSEMENT SALUE LE TRAVAIL ET LES SUCCES DES FEMMES DE YOUGOSLAVIE DANS L'EDIFICATION DU SOCIALISME

Quoique le II-ème Congrès de la FDIF ait eu lieu six mois après la publication de la Résolution du Kominform, quelques dirigeantes de la FDIF, bien qu'elles fissent de différentes tentatives d'isoler la délégation yougoslaves des autres délégations au Congrès, n'ont pas osé intervenir ouvertement contre le FAF de Yougoslavie à cause de sa renommée dont il jouit auprès des femmes démocrates du monde par suite de son activité à la FDIF, qui souvent fut soulignée aux séances de la FDIF et dans sa presse.

Les déléguées de la Yougoslavie ont participé dans la discussion au Congrès, elles ont parlé de la participation des femmes de Yougoslavie dans l'édification du socialisme, de leur contribution à la lutte pour la paix. Des déléguées du Congrès ont salué ces résultats des travaux des femmes de Yougoslavie et le droit d'égalité dont elles jouissent dans leur pays socialiste.

Voilà quelques extraits de l'intervention de la camarade Mitra Mitrović du rapport sur les travaux de la FDIF.

»*Nous apportons à ce Congrès les salutations ardentes des femmes de la Yougoslavie nouvelle qui luttent contre le fascisme et édifient une nouvelle société socialiste.*

Les femmes de Yougoslavie sentent qu'elles ont de grandes obligations envers les femmes du monde entier. Elles regardent tous leurs succès du point de vue de la contribution à l'affermissement du mouvement international et de la lutte des femmes. Profondément conscientes de toutes leurs obligations envers ce mouvement, elles redoublent leurs efforts en vue de l'accomplissement de leurs tâches.

En prenant aujourd'hui la parole devant le II-ème Congrès international des femmes, je parle au nom des femmes yougoslaves, au nom des femmes nouvelles qui appartiennent à la société socialiste en édification et c'est pourquoi je tiens à souligner que le résultat principal et essentiel de l'activité de notre organisation consiste dans le fait qu'un nouveau visage de la femme yougoslave naît, une nouvelle femme, membre actif de la société, édificateur actif de la société

socialiste avec toutes les qualités nécessaires au travail dans un domaine si important et compléxe de l'oeuvre historique qu'est la transformation sociale actuelle de notre pays.

Dans leur travail les femmes de Yougoslavie ont obtenu d'importants résultats: dans la reconstruction du pays elles ont obtenu d'importants résultats et chaque jour elles luttent contre les défauts et les difficultés qu'elles y rencontrent.

Mais, ce que ne peuvent exprimer les chiffres lorsqu'il est question ce nouveau visage de la femme yougoslave qui évolue du jour au jour, ce qui ne pourrait être exprimé par les chiffres des femmes travailleurs de choc dans les usines nouvellement construites et renovées, ni les paysans-brigadiers dans les coopératives de travail paysannes — c'est l'immense et conscient amour de nos femmes pour la prospérité de leur patrie, c'est leur conscience qu'uniquement dans la société socialiste la femme peut atteindre la vie digne d'un travailleur et que le but auquel aspirent tous les hommes progressistes de l'humanité entière n'est pas un songe lointain si l'homme combat pour lui de façon dévouée, appliquée et ardente.

Encore une nouvelle caractéristique de la nouvelle femme yougoslave qui ne saurait être exprimée ni par des millions des signatures sur les pétitions pour la paix, ni par des manifestations en faveur de notre Trst et notre Carinthie Slovène, en faveur du glorieux peuple grec, contre le régime de Franco et pour l'armée de libération de Chine, c'est la haine profonde et consciente contre l'impérialisme, contre l'oppression de toute espèce, contre les instigateurs de guerre et contre de nouveaux carnages ...

Cette haine envers tout ce qui est arriéré, réactionnaire, envers tout ce qui opprime et cet amour de liberté et de progrès, c'est cette haine et cet amour que ressentent les femmes combattantes qui ont tant sacrifié et qui sont fières que des sacrifices n'ont pas été donnés en vain parce que elles donnent et donneront encore aux travailleurs de notre pays des fruits riches, un bien-être économique et culturel. C'est pourquoi cet amour, cette haine et cette persévérance dans la lutte sont indétructibles.

Quelqu'un se demandera s'il n'est peut-être pas trop tôt de parler du nouveau visage de la femme yougoslave? Comment est-il possible de réaliser si rapidement une tâche si difficile que celle d'activisation des femmes dans tous les domaines de la vie économique et sociale, lorsque l'on sait dans quel état d'esclavage elles ont vécues auparavant et comment on les rendait ignorantes, dans l'ancienne Yougoslavie semicoloniale sous le régime des capitalistes et sous le régime de l'horrible dictature? Permettez-moi de rappeler seulement quelques faits élémentaires qui ont accéléré le processus de l'édification et de l'éducation de la femme.

Il est connu que dans notre pays le pouvoir se trouve entre les mains du peuple travailleur, des ouvriers, des paysans et des autres hommes laborieux, de même qu'il est connu le fait que toutes les

richesses et tous les moyens de production sont devenus propriété du peuple. Dans le pays où la société se construit sur le principe des rapports économico-sociaux qui suppriment l'exploitation, dans le pays dans lequel l'édification du socialisme a commencé, l'égalité de la femme est une chose naturelle et nécessaire, et donc en premier lieu à cause des rapports économiques et sociaux complètement changés qui rendront impossible tout genre d'oppression par suite de la base matérielle qui est en création, grâce à notre premier Plan quinquennal — nous pouvons déjà parler du nouveau visage de la femme yougoslave.

Au nom des femmes yougoslaves nous saluons ce deuxième Congrès avec nos résultats, avec nos obligations remplies, avec notre foi dans la victoire de la cause de l'humanité progressiste et des millions des femmes opprimées de par le monde, avec notre foi dans la victoire de la paix. Que ce Congrès nous donne de nouvelles impulsions et de nouvelles inspirations pour de nouvelles luttes et de nouveaux efforts pour la reconstruction d'une nouvelle vie dans les pays de démocratie populaire qui, après l'URSS, ont choisi la voie du socialisme. Que ce Congrès inspire des millions de femmes pour de nouvelles luttes contre l'impérialisme et les instigateurs de guerre américains, qu'il incite la foi à la lutte des femmes de Chine, de Grèce, d'Espagne, d'Indonésie et de tous ceux qui avec leur peuple luttent aujourd'hui pour l'indépendance de leur pays, contre des forces d'oppression. Que ce II-ème Congrès soit une preuve que les femmes, unies dans la lutte avec toutes les forces du bloc anti-impérialiste, ont encore plus serré leurs rangs.«

* * *

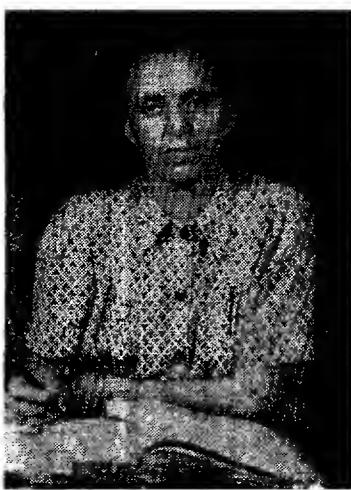
Dans le rapport présenté au II-ème Congrès de la FDIF, le Front Antifasciste des Femmes, outre le succès général dans l'édification socialiste du pays dans laquelle les femmes de Yougoslavie ont apporté beaucoup d'efforts et de travail créateur, a présenté les succès réalisés dans le domaine de l'égalité de la femme, de nombreux succès de son travail dans l'édification du socialisme.

Dans la période allant du II-ème Congrès de la FDIF, dans la Yougoslavie socialiste ont été réalisés de nouveau succès dans le domaine de l'égalité de la femme qui journalement participent de plus en plus à la vie politique, sociale et économique du pays.

Notre démocratie socialiste populaire et l'autonomie du peuple donnent la possibilité aux plus larges masses de femmes de fournir la plus grande contribution à l'édification socialiste de leur pays, en leur facilitant en même temps de développer leurs capacités, toutes leurs initiatives personnelles. Les formes à travers lesquelles les femmes de Yougoslavie apprennent à diriger leur Etat populaire, sont les plus diverses. Les élections pour tous les organes du pouvoir populaire auxquels participent les femmes représentent une grande école politique de masses. Immédiatement après la libération, aux élections pour l'Assemblée constituante, bien que pour la première fois dans son histoire,



Goja Đjurić, brigadir de la coopérative de travail paysanne, député à l'Assemblée nationale de la R. F. P. Y.



Hanka Huseinović, musulmane, présidente du comité populaire de Gornja Tuzla — R. P. de Bosnie-Herzégovine.



Senija Pičavdžić, vingt-deux fois ouvrière de choc, présidente du conseil ouvrier de la fabrique »Kijuc« à Sarajevo, et député à l'Assemblée nationale de la R. F. P. Y.



Sonja Erbežnik, ouvrière du textile — ouvrière de choc de Zagreb, fut la première femme à exécuter sa part du premier Plan quinquennal.

mais avec une grande expérience politique acquise dans la lutte de libération nationale, 80% des femmes ont voté. Aux dernières élections pour les comités populaires, organes du pouvoir populaire, en 1948 dans la République Populaire de Bosnie et Herzegovine, par exemple, 90% ont voté et dans la Province autonome de Vojvodina 95,6% (dans cette région 96,8% de Hongroises, 98,2% de Roumaine sorties aux élections, et 90,28% de femmes ont participé aux élections pour l'Assemblée Nationale du 26 mars 1950).

La participation de plus en plus grande et le rôle de la femme dans toute la vie de notre pays est démontré entre autre, par un nombre croissant de femmes dans les comités populaires. Dans la République Populaire de Croatie, par exemple, 1154 femmes ont été élues comme

membres des comités populaires aux élections de 1945, en 1947—2629 et en 1949—4588. Dans l'arrondissement de Ljutomer en Slovénie, aux dernières élections 35,77% des membres élus des comités populaires constituaient des femmes.

Mais on ne pourrait pas parler seulement de la participation directe des femmes au pouvoir populaire, à la direction de l'Etat, si elles ne participaient qu'aux élections, ne disaient leur mot sur les questions relatives à la direction du pays, si elles étaient seulement des membres du pouvoir populaire, si elles n'avaient pas la possibilité de contrôler le travail des organes du pouvoir populaire et de participer directement à l'exercice du pouvoir.

Aux réunions des électeurs, tous les électeurs qui prenaient part à l'élection d'un comité populaire donnent leurs observations sur son travail, leur conseils et propositions et les membres du comité rendent compte au peuple de leur travail, les femmes participent activement et en masse. Ensuite, au moyen de l'Inspection populaire elles ont la possibilité d'exposer leurs opinions sur le travail des représentants élus dans les organes du pouvoir, sur la travail des comités populaires, et de tout l'appareil d'Etat.

La participation des femmes avec les autres travailleurs dans la direction de l'Etat ne se ramène pas seulement à leurs participation au travail aux comités populaires, elles s'étendent à toutes les branches de la vie sociale. Un grand nombre de femmes travaille aux différentes commissions, formées auprès des comités populaires pour des questions différentes, par exemple le conseil pour la protection de la ma-



Les femmes d'un village en R.P. de Croatie à un cours d'analphabètes.

ternité et de l'enfance dans les comités des organisations de masse, dans l'inspection populaire. Dans le comité du Front populaire, par exemple, 40.285 femmes qui y travaillent ont été élues.

Par l'intermédiaire du Front Antifasciste des Femmes qui mobilise les femmes sur les questions de la protection de la maternité et de l'enfance, l'instruction des femmes etc., sont activisés des milliers et des milliers des femmes.

Il est notoire que pour l'égalité entière de la femme, son inclusion dans l'économie est la plus importante. Le développement socialiste du pays demande des centaines de milliers de nouveaux travailleurs des rangs des femmes qui s'occupaient auparavant seulement du ménage. L'intérêt de l'édification du socialisme correspond à l'intérêt des femmes travailleurs et les formes démocratiques de la direction de l'économie auxquelles ont tend dans notre pays et que nous créons conscientement en luttant contre le centralisme bureaucratique, ont rendu possible déjà jusqu'à présent de développer chez beaucoup de nos ouvrières dans les usines leur initiative et leur esprit créateur.

Les femmes de Yougoslavie sont fières du fait qu'à Zagreb 16.300 femmes se sont incluses dans l'économie à partir de 1947 jusqu'à 1949, mais elles sont encore plus fière de Sonja Erberžnik, ouvrière de Zagreb qui, la première des femmes, a rempli sa part du Plan quinquennal. Menka Trpkova, dont le nom était inconnu au moment de son entrée à l'usine en 1944, a complété celui des nombres qui nous parlaient que par leurs entrée dans la production la femme macédonienne, auparavant opprimée également en tant que membre de sa nation, elle a pris le chemin de sa nouvelle vie. Et aujourd'hui Menka Trpkova qui, il y a trois ans, a réalisé de grands records dans la production du tabac et a été l'initiateur de la compétition dans l'industrie du tabac de tout le pays et qui a, en décembre 1949, rempli sa part du Plan quinquennal avec Sonja Erbežnik, Bara Šćulac, Djuka Radišić et avec les autres qui ont déjà rempli leur part du Plan quinquennal, avec les treize mille de travailleurs de choc — nombre qui existait en août 1949 — avec les femmes laborieuses de Yougoslavie qui, toutes, travaillent avec dévouement et se font distinguer par leur travail, — sont des preuves évidentes dans quelles mesure le développement de la démocratie socialiste permet à la femme de développer ses capacités et de devenir une nouvelle femme, femme socialiste.

Les femmes de Yougoslavie ont la possibilité de se développer au point de vue culturel et d'instruction. Prenons seulement la lutte contre l'analphabétisme parmi les femmes. Depuis la libération du pays en 1945 jusqu'à la fin de 1949, 1.200.000 femmes ont appris à lire et à écrire.

La protection de la maternité et de l'enfance s'étend de plus en plus parallèlement avec le développement de l'économie du pays.

Les sommes prévues pour la protection de la maternité et de l'enfance dans le budget d'Etat augmentent d'une année à l'autre. Ainsi, par exemple, en 1947 il a été dépensé pour l'enfance dans notre pays 4.010.991.500 dinars et en 1948 6.697.121.747 dinars.



Crèche d'enfants du comité populaire de la ville de Puja — R. P. de Croatie.

En 1949 le décret relatif à la protection des femmes enceintes se trouvant en rapport de travail a été étendu, en vertu duquel ces femmes ont un congé payé de 90 jours. Un des avantages de ce décret consiste dans le fait que si la mère — ouvrière n'a pas de possibilité de confier son enfant à quelqu'un ou bien si elle est, à cause de la famille nombreuse, surchargée à la maison, elle a la possibilité de travailler quatre heures par jour jusqu'à l'âge de trois ans de l'enfant. Dans ce cas elle a droit à 50% de son salaire régulier et bénéficie de tous les droits résultant de rapport de travail — ravitaillement garanti, congé annuel etc.

Une nouvelle expression des soins des autorités populaires envers la famille, la mère et l'enfant représente le décret récemment pris sur l'aide matérielle aux enfants des ouvriers, des employés et des fonctionnaires. Par ce décret l'Etat garantit au nouveau-né la layette nécessaire et garantit à l'enfant et à la mère des allocations familiales permanentes et une aide pécuniaire forfaitaire aux parents ayant plusieurs enfants. Une aide de deux mille dinars est attribuée pour l'achat de la

layette du nouveau-né et pour chaque nouveau-né suivant est assurée la layette complète et le matériel sanitaire et à la mère pendant le congé de maternité et de l'accouchement une aide de 600 dinars par mois.

Outre cette aide, chaque ouvrier, employé ou fonctionnaire ayant deux ou plusieurs enfants reçoit en plus, à l'occasion de la naissance du 3ème ou de chaque enfant vivant suivant, une somme forfaitaire de 3 à 10.000 dinars ce qui dépend du nombre des enfants vivants.

Par cette prescription, et une série d'autres prescriptions légales, le décret sur les crèches et les jardins d'enfants, la Loi sur le rapports entre parents et enfants, la Loi sur la tutelle, — est appliquée conséquemment une protection spéciale de la maternité sans laquelle n'existe ni la participation égale des femmes dans la vie entière du pays ni les soins de l'Etat envers les enfants. Une telle protection juridique de la maternité, une telle prévoyance envers les enfants ne peut donner qu'un Etat socialiste.

Les résultats obtenus dans l'accomplissement du premier Plan quinquennal créent de plus en plus une base matérielle pour l'extension du réseau des institutions sanitaires en vue de la protection de la maternité et de l'enfance.

Ainsi, par exemple, en 1939 il n'y avait que 27 conseils pour les femmes enceintes, et en 1949 nous en avons 303, tandis que nous avons 2,76% de plus de lits d'accouchement dans les hôpitaux par rapport à l'état d'avant guerre, 79,5 fois de plus de crèches et de jardins d'enfants que dans l'ancienne Yougoslavie.

Le développement du réseau des cuisines scolaires représente une mesure efficace d'amélioration de l'alimentation des enfants scolaires. En 1948—1949, 2275 cuisines scolaires dans les villes et dans les villages nourrissaient 213.144 enfants scolaires. En 1949, 161.689 enfants et jeunes gens ont passé l'été au bord de la mer ou dans les montagnes.

Les résultats des efforts des autorités populaires en vue de la protection de la maternité et de l'enfance se font déjà grandement sentir, bien qu'elles ne satisfassent tous les besoins. Leur influence se reflète dans la diminution du pourcentage de la mortalité des accouchées, des nouveaux-nés et des enfants en général.

Voilà, comment la situation de la femme de Yougoslavie, son expérience de vie nous parle de nouvelles conditions qui créent pour la femme notre nouvel ordre social, notre démocratique socialiste. Et d'autre part, la situation d'égalité en droit de la femme, la nouvelle vie qui est en train d'être créée pour elle, vie qu'elles bâissent elles-mêmes, représentent un nouveau système social chez nous, le système socialiste.

Mais les femmes de Yougoslavie sont conscientes que, dans le sens de la création de toutes les conditions pour une égalité entière de la femme, de nombreuses tâches se trouvent encore devant elles qu'il faut lutter contre de nombreuses difficultés, en premier lieu contre les dif-

fficultés inévitables dans l'édification du socialisme dans un pays si arriéré comme ce fut le cas de la Yougoslavie d'avant guerre, ensuite contre des différentes conceptions séculaires enracinées et contre préjugés sur la femme, contre tout arriérisme.

Mais, elles sont sûres qu'elles surmonteront les difficultés et qu'elles sortiront devant les femmes démocrates du monde, devant l'opinion internationale démocratique chaque année avec de nouveaux succès dans l'édification du socialisme dans leurs pays, avec des succès dans le domaine de la réalisation de l'égalité de la femme.

LA RESOLUTION DU KOMINFORM ET LES TENTATIVES DE RENIER LE ROLE DES FEMMES YOUGOSLAVES ET DU FAF DE YOUGOSLAVIE DANS LE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE INTERNATIONAL DES FEMMES

La résolution du Kominform a transformé du jour au lendemain l'attitude des dirigeantes de la FDIF à l'égard du FAF de la Yougoslavie.

Il fallut tout à coup effacer le rôle joué par les femmes yougoslaves dans le mouvement démocratique des femmes, les isoler de ce mouvement et faire oublier l'activité du FAF au sein de la FDIF. Plus tard, lorsque les calomniateurs se rendirent de mieux en mieux compte que les femmes yougoslaves dans leur activité ne se laisseraient pas leurrer par la campagne calomniatrice et ne se plieraient pas sous la pression exercée contre elles, quoique cette pression et que cette campagne aient été renforcées — ses dirigeantes ne se gênent pas de proclamer la lutte des peuples de Yougoslavie comme œuvre de la Gestapo. Certaines dirigeantes de la FDIF, qui ont commencé par des intrigues derrière les coulisses, en sont venues ànier la lutte des femmes yougoslaves et à qualifier le FAF d'organisation fasciste dont elles ont organisé l'exclusion du sein de la FDIF.

INTRODUCTION DE MÉTHODES KOMINFORMISTES AU SEIN DE LA FDIF

Même avant la publication de la résolution du Kominform, dès l'envoi des fameuses lettres du comité central du PC-(b) de l'URSS au Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, dans la FDIF s'est fait sentir la ligne d'isolement du FAF de Yougoslavie du sein du Mouvement démocratique international des femmes.

A la session du Comité exécutif de la FDIF à Stockholm, en septembre 1947 il avait été décidé que le deuxième congrès de la FDIF se tiendrait à Belgrade. Cependant, à la séances du Comité exécutif de la FDIF à Roma, en mai 1948, sur l'initiative de la déléguée soviétique Nina Popova, le lieu du congrès fut changé. Il fut décidé que le congrès se tiendrait à Helsinki, en Finlande, soi-disant pour venir en aide au mouvement des femmes des pays nordiques. On put tout de suite se rendre compte que cela serait très difficile à réaliser, ne fut-ce qu'à

causse du climat, étant donné que la date prévue était fixée pour le mois de novembre. A ceux qui n'étaient pas au courant, les choses pouvaient sembler normales, mais elles étaient évidentes pour ceux qui connaissaient les lettres. Il fut décidé que le premier Plénum de la Fédération qui suivrait immédiatement le Congrès aurait lieu à Belgrade.

Les femmes de Yougoslavie ont pris dès la résolution du Kominform clairement position à l'égard de celle-ci. Le Comité exécutif du FAF, dans sa séance du 14 juillet 1948, a apporté une résolution dans laquelle il condamne les calomnies dirigées contre la direction du PCY et exprime sa pleine confiance au Parti communiste de Yougoslavie, à son comité central et au Maréchal Tito. Cette confiance des femmes yougoslaves, souligne-t-il dans sa résolution, est basé sur leur pratique personnelle de la lutte révolutionnaire.

En dépit d'une attitude aussi claire des femmes yougoslaves et du front antifasciste des femmes, les dirigeantes de la FDIF n'ont pas pu, toute de suite, prendre position contre l'un des fondateurs de cette organisation, contre le FAF de Yougoslavie, qui n'est pas seulement un de ses membres les plus actifs, mais aussi un de ceux qui comptent le plus grand nombre d'adhérentes, non seulement par rapport à son étendue mais aussi pris absolument.

C'est pour cette raison que, jusqu'au Congrès de Budapest et même après celui-ci, rien n'a été changé dans les rapports avec le FAF de Yougoslavie. Dans les rapports soumis au congrès, la Yougoslavie a été citée comme pays soi-disant démocratique. Dans le rapport de Nina Popova sur »Les tâches des femmes du monde entier dans la lutte pour la paix et la démocratie», il est dit:

»Les pays de démocratie populaire, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Hongrie, l'Albanie et la Yougoslavie luttent pour la paix et contre une nouvelle guerre.«

A l'exposition de la presse féminine, la presse du FAF de Yougoslavie figurait aussi. Au congrès même la déléguée yougoslave Mitra Mitrović a été applaudie. Dans son intervention elle a dit entre autre:

»Nous appartenons à un pays dont le Gouvernement, avec le Maréchal Tito en tête, lutte activement pour l'édification du socialisme et se tient fermement sur les positions de la lutte pour la paix et contre l'oppression impérialiste — les forces que nous engageons dans notre lutte commune en sont d'autant plus importantes et plus grandes.«

Le Congrès a élu les déléguées yougoslaves Mitra Mitrović, Vida Tomšić, Olga Milošević et Vanda Novosel au Conseil de la Fédération. Mitra Mitrović fut élue au Comité exécutif avec Olga Milošević comme membre suppléant. Les représentantes yougoslaves ont été élues dans toutes les commissions de la FDIF.

JEU DE COULISSES AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA FDIF

L'arrivée même des déléguées yougoslaves au Congrès a été entravée. Quoique d'après les statuts de la FDIF, la Yougoslavie ait le droit d'envoyer 13 déléguées au Congrès, et que cela fut souligné dans l'invitation du Secrétariat de la Fédération, la Légation hongroise ne voulut, pendant plusieurs jours, accorder les visas qu'à sept déléguées, prétendant que c'était le nombre de déléguées auquel la Yougoslavie avait droit. Ce n'est qu'après les interventions réitérées du Comité central que des visas ont été obtenus pour toutes les déléguées, mais non pas pour la rédactrice de la revue »Žena danas» (La femme aujourd'hui), organe du Comité central du FAF de Yougoslavie ni pour le personnel technique devant accompagner la délégation (interprètes etc.). On alléguait en excuse les difficultés d'installation. Ce n'est qu'après l'ouverture du Congrès que les visas ont pu être obtenus pour la rédactrice de »Žena danas» et pour deux interprètes.

A la séance d'ouverture du Congrès, la secrétaire de l'Union des femmes démocrates de Hongrie, Madame Magda Yabory a attaqué la direction d'Etat de la nouvelle Yougoslavie. Dans la salle du Congrès, pavée aux couleurs de tous les pays représentés au Congrès, il ne manquait qu'un seul drapeau, celui de la Yougoslavie. La délégation yougoslave intervint à ce sujet auprès de la vice-présidente de la FDIF, Madame Nina Popova, qui promit d'arranger l'affaire. Cependant le drapeau yougoslave n'a été arboré ni ce jour-là, ni le lendemain. Et ce n'est que sur l'intervention de la Délégation yougoslave auprès de la présidence du Congrès, à laquelle elle remit une réclamation écrite adressée directement à Madame Cotton, que le drapeau yougoslave a été enfin hissé dans la salle du Congrès.

Marie-Claude Vaillant-Couturier, secrétaire générale de la FDIF a remarqué à la camarade Mitra Mitrović que le Bulletin d'Information du FAF de Yougoslavie dont le Bulletin de la Fédération avait parlé avec éloges et dont Madame Cotton avait écrit, quelques mois plus tôt, qu'il était fort bon et qui depuis toujours traitait tous les événements de notre pays, ne pouvait pas être distribué aux déléguées du Congrès parce qu'il ne contenait pas que des nouvelles sur l'activité des femmes. A savoir, ce bulletin relatait du cinquième Congrès du Parti communiste de Yougoslavie, Congrès auquel fut adopté le programme du PCY, dans lequel il est notamment dit au sujet du FAF de Yougoslavie: »Le Parti communiste de Yougoslavie lutte en particulier pour renforcer et multiplier l'activité que le Front antifasciste des femmes déploie pour éduquer les femmes dans l'esprit du socialisme, dans la mobilisation croissante des femmes pour l'édification du socialisme, pour la consolidation de l'égalité en droits acquise par les femmes et pour la garantie de cette égalité par une préoccupation constante du réhaussement de leur niveau culturel et politique, par une sollicitude constante pour la mère et l'enfant comme par une participation toujours plus vaste des femmes à tous les domaines de la vie

sociale et économique. »Le cinquième congrès du PCY a souligné comme l'une des tâches du FAF, le développement de la solidarité et de la coopération avec les organisations démocratiques des femmes dans le monde qui luttent pour la paix et la démocratie. Ici nous ne pensons pas discuter des conceptions féministes suivant lesquelles le bulletin d'information d'une organisation féminine se permet d'écrire seulement sur la vie et l'activité des femmes, sans relation avec les événements qui se déroulent dans le pays où fonctionne cette organisation. Et même si l'on acceptait la thèse qu'il ne faut pas distribuer le bulletin du FAF de Yougoslavie parce qu'on y traite du Parti communiste yougoslave, comment les organisateurs du Congrès ont-ils permis ce même jour que l'on distribue dans la salle du Congrès à chaque déléguée un numéro de l'»Humanité» — organe du Parti communiste français, dans lequel se trouvait une caricature du maréchal Tito?

Il y eut encore d'autres intrigues semblables, tramées contre la Yougoslavie derrière le dos du Congrès.

La Délegation yougoslave a essayé de soumettre la situation survenue autour du FAF de Yougoslavie à l'étude de la première séance du Comité exécutif à Budapest, mais lorsque la déléguée yougoslave Mitra Mitrović, ayant obtenu la parole de la présidente, a voulu faire ses remarques sur les intrigues de coulisse tramées contre la délégation yougoslave, la déléguée soviétique Nina Popova, qui ne présidait pas à cette séance, l'interrompit brusquement, sans demander la parole à la présidente, sous prétexte qu'il était interdit de parler des sujets ne se trouvant pas sur l'ordre du jour, ce qui ne l'empêcha pas, ainsi que certaines autres déléguées, de lancer à profusion les pires calomnies contre la Yougoslavie et contre les dirigeants du Parti et de l'Etat yougoslave.

Il fut enfin décidé, à la séance du Comité exécutif, que le FAF de Yougoslavie envoi au Secrétariat un mémorandum écrit, qui sera soumis à la discussion lors de la première séance du Comité exécutif de la Fédération.

SUBTERIFGES EMPLOYÉS POUR ÉVITER TOUTE DISCUSSION LOYALE AU SUJET DU MÉMORANDUM DU FAF DE YUGOSLAVIE

Les déléguées yougoslaves au II-ème Congrès de la FDIF à la séance élargie de son Comité exécutif de décembre 1948, ont mis celui-ci au courant des travaux du Congrès. Elles y ont énoncé aussi les intrigues menées derrières les coulisses contre le FAF de Yougoslavie. Le Comité exécutif du Comité central du FAF a adressé le 16 décembre 1948, conformément à la décision du Comité exécutif de la FDIF, au Secrétariat de cette dernière un mémorandum dans lequel il est dit entre autre:

»... La délégation des femmes yougoslaves, par sa participation active aux travaux du Congrès, tout en défendant les intérêts des

femmes yougoslaves qu'elle représentait, a manifesté leur désir de contribuer au renforcement de l'unité des femmes dans la lutte pour la paix et la démocratie, dans la lutte contre les instigateurs impérialistes de la guerre.«

» . . . C'est dans l'intérêt de la consolidation de l'unité des femmes du monde entier, est-il dit plus loin dans le même mémorandum, que le Comité exécutif du FAF doit constater aussi les faits indésirables qui se sont produits au II-ème Congrès de la FDIF ayant trait à la République Populaire Fédérative de Yougoslavie et à ses peuples.«

On énonce ensuite dans le mémorandum les procédés employés envers la délégation yougoslave et on constate: *» . . . ces procédés représentent en tout cas un affaiblissement de l'unité des femmes démocrates dans leur lutte commune, mais aussi, dans ce cas particulier, une attitude injuste contre les femmes laborieuses de Yougoslavie et contre les peuples yougoslaves.«*

On demande enfin à la direction de la Fédération, dans l'intérêt de l'unité des femmes démocrates du monde, d'empêcher de telles tentatives d'affaiblissement.

Le Secrétariat de la Fédération a répondu au Mémorandum du Comité central du FAF de Yougoslavie par une lettre indécise dont le contenu principal était que l'on ajournait toute l'affaire. Ceci était complètement sur la ligne des procédés généraux employés contre la Yougoslavie dans toutes les organisations internationales. Il est clair que l'on tend d'empêcher le contact des représentantes yougoslaves avec les représentantes des autres pays, pour que celles-ci n'apprennent pas de leur bouche la vérité sur la Yougoslavie. La séance suivante du Comité exécutif de la FDIF a été tenue, sans que l'on y ait, conformément à la décision qui avait été prises à Budapest, mis à l'ordre du jour le mémorandum du FAF de Yougoslavie.

Cependant, dans l'intention d'empêcher la vérité sur la Yougoslavie et sur les femmes yougoslaves de se faire jour, certaines dirigeantes de la FDIF estimèrent nécessaire d'enlever aux représentantes yougoslaves à la FDIF la possibilité d'assister aux séances de la FDIF.

Aussi, certaines dirigeantes du Bureau de l'Union des Femmes Françaises ont-elles envoyé au Secrétariat de la Fédération une lettre dans laquelle elles demandaient que l'on interdise aux représentantes des femmes yougoslaves l'accès à la prochaine séance plénière de la FDIF, sous prétexte que les femmes françaises ne peuvent pas siéger à côté des femmes yougoslaves qui *»ne luttent pas contre Tito . . . mais le soutiennent au contraire.«*

Dans la lettre on dit plus loin que ces mêmes dirigeantes du Bureau de l'Union des Femmes Françaises sont persuadées que les dirigeantes actuelles du FAF ne parlent pas au nom de: *»ces paysannes, ces ouvrières, ces partisanes, ces héroïnes admirables que nous avons vues au Premier Congrès constitutif de la FDIF en novembre 1945 à Pris.«*

Il est clair que toute cette afaire était organisée par l'agence du Kominform au sein de la direction de la FDIF.

A cette lettre de l'Union des Femmes Françaises, publiée le 27 IX 1949 dans l'»Humanité« — organe du Parti communiste français, le Comité exécutif élargi du FAF de Yougoslavie a répondu entre autre:

»...Par un procédé pareil le Bureau de l'Union de Femmes Françaises a assumé le rôle infâme de destructeur de l'unité internationale des femmes démocrates.«

»Nous sommes profondément convaincues que les viles et odieux mensonges et calomnies, lancées contre les femmes de Yougoslavie, n'expriment pas l'opinion des femmes travailleuses de France qui connaissent fort bien la participation des femmes yougoslaves à la lutte armée des peuples de Yougoslavie contre le fascisme, qui savent bien que nos femmes édifient avec un grand amour et avec des efforts considérables le socialisme dans leur pays...«

Nous sommes persuadées que les femmes françaises qui doivent aujourd'hui faire face à la lutte pénible contre la réaction étrangère et celle du pays tiendront compte de ce procédé du Bureau de l'Union des Femmes Françaises qui affaiblit l'unité et la force de combat des femmes françaises affaiblit l'unité internationale des femmes démocrates du monde.

Que les femmes françaises demandent aux dirigeantes de l'Union des Femmes Françaises pourquoi elles leur dissimulent la mort de nos fils tués récemment par les monarchofascistes de Tsal'daris sur la frontière créco-yougoslave? Pourquoi sous la photographie parue dans leur revue illustrant la terreur exercée par les fascistes au cours de la dernière guerre elles n'écrivent pas que ces crimes ont été commis en Yougoslavie, à Célié, dans la R. P. de Slovénie?

C'est parce que ceci serait contraire aux mensonges sur le pré-tendu passage de la Yougoslavie dans le camp impérialiste, contraire aux calomnies les plus intâmes qui, ces derniers temps ont été lancées au procès de Budapest, et suivant lesquelles notre lutte a été menée pour le compte de la Gestapo, suivant lesquelles les 1,700.000 hommes, femmes et enfants yougoslaves ont sacrifié leurs vies pour le compte de la Gestapo.«

LE FRONT ANTIFASCISTE DES FEMMES DE YOUGOSLAVIE EST PRIVÉ DU DROIT D'ETRE REPRÉSENTÉ À LA FDIF ET CONDAMNÉ PAR CONTUMACE

Quelques jours plus tard il fut évident à tout le monde que les dirigeantes de la FDIF avaient organisé cette »action d'en bas« par l'intermédiaire du Bureau de l'Union des Femmes Françaises.

Quoique les représentantes du FAF, élues au Conseil et au Comité exécutif de la Fédération au Congrès de Budapest, aient reçu l'invitation de se rendre au Conseil, le Secrétariat leur a adressé une lettre indiquant que, suivant les exigances de certaines sections na-

tionales, elles ne pouvaient pas assister au Conseil. C'est ainsi que les représentantes du FAF de Yougoslavie se sont vues privées d'avance du droit de parole.

Etant donné que, à juger selon les procédés antérieurs envers le FAF de Yougoslavie, il n'a pu être sûr que le Secrétariat de la Fédération le ferait, le Comité exécutif du FAF de Yougoslavie, répondant à la décision du Secrétariat de la FDIF par laquelle on privait la Yougoslavie du droit de représentation au sein de la FDIF, a adressé au plénum de la FDIF et à tous les membres personnellement le suivant:

MEMORANDUM

»Le Secrétariat de la FDIF a informé ces jours derniers les représentantes du FAF au Conseil de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, les camarades Mitra Mitrović, Olga Miloševitch, Vida Tomchitch et Vanda Novosel, de sa décision de leur retirer le droit d'assister à la séance plénière du Conseil de la Fédération qui doit avoir lieu à Moscou en novembre de cette année.

Le Secrétariat de la Fédération donne comme motif d'une telle décision, apportée, soi-disant, sur la proposition des directions de certaines sections nationales, que ces camarades ne luttent pas contre la direction de l'Etat et celle du Parti communiste de leur pays, mais au contraire les soutiennent et, par conséquent, ne sauraient représenter les intérêts et les tendances des femmes démocrates de Yougoslavie.

Le Comité central du FAF de Yougoslavie estime que le Secrétariat de la FDIF n'a aucun droit de déterminer qui représente les femmes démocrates de Yougoslavie. Ce droit est détenu exclusivement par les masses des millions de femmes yougoslaves qui, à leur II-ème Congrès ont élu ces camarades à leur direction centrale, tandis que le Congrès de la FDIF à Budapest les a élues au Conseil de la FDIF. Par conséquent, le procédé du Secrétariat de la FDIF est arbitraire, anti-constitutionnel, et fait partie de la campagne menée par le Kominform, selon les ordres et sous la direction du Gouvernement de l'URSS contre notre pays et nos peuples.« Il est ensuite dit dans le mémorandum: »Les membres du FAF de Yougoslavie, plus de 3,800.000 femmes yougoslaves ont déjà montré en plusieurs occasions, décisives pour l'existence et le développement de leur pays, leur haute conscience politique et de ce fait »personne n'a le droit de leur imposer ce qu'elles ne veulent pas.

Le memorandum traite ensuite du travail et de la lutte des femmes de Yougoslavie et du Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie pour la paix et la démocratie et il y est dit que la cause réelle du procédé non-démocratique envers le FAF de Yougoslavie est le fait que les femmes de Yougoslavie, en suivant leur Partie et le camarade Tito, luttent contre la politique d'hégémonie des dirigeantes soviétiques.

»L'appui donné à de tels procédés du Gouvernement de l'URSS — est-il dit ensuite dans le Memorandum — contre les peuples yougo-

slaves de la part de certains dirigeants de la FDIF et de certaines sections nationales est en contradiction avec le Manifeste pour la défense de la paix, voté au IIème Congrès de la FDIF«, et plus loin, ...»C'est pourquoi ce procédé du Secrétariat de la FDIF qui n'est pas seulement kominformiste par son essence mais aussi par la méthode employée, porte préjudice à la propagation, au renforcement et à l'unité des forces démocratiques mondiales, des femmes démocrates du monde qui luttent pour le progrès de l'humanité et de la paix. Un tel procédé marque un commencement de la dislocation de l'unité de la Fédération et sa transformation en un instrument de la haute politique d'Etat de l'URSS.

La pratique kominformiste, de juger quelqu'un par contumace, s'introduit maintenant par le Secrétariat de la FDIF dans la FDIF elle-même, en transformant ainsi la Fédération en instrument au service des duperies et des mensonges lancés contre la nouvelle Yougoslavie.

Il y a plus d'une année et demie que notre Parti et notre Gouvernement invitent des commissions, des délégations, et des personnalités isolées à venir dans notre pays se convaincre sur place, au contact de notre peuple, que notre pays est ce qu'il était avant la résolution du Kominform. Tous ceux qui jusqu'à présent ont répondu à notre appel ont donné les déclarations les plus favorables sur notre pays. Mais, ni l'URSS ni ses prosélytes n'ont voulu dans cette campagne y répondre, pour la bonne raison qu'ils n'ont pas intérêt à ce que la vérité soit divulguée, par ce que toute leur action contre notre pays est basée et calculée sur le mensonge et la tromperie.

Ce n'est pas pour tromper nos hommes laborieux qu'ils se servent de ces mensonges, car ces hommes sont les témoins vivants et quotidiens de l'édition du socialisme dans leurs pays, car ils édifient de leurs propres mains, avec leur conscience et leur inébranlable volonté. Ces mensonges servent uniquement à tromper les personnes mal informées, à leurrer l'opinion publique démocratique mondiale. C'est pourquoi l'URSS et ses prosélytes tentent aujourd'hui d'isoler de cette opinion publique tous les témoins de l'édition socialiste en Yougoslavie, c'est pourquoi la direction de l'URSS empêche sans vergogne la présence de nos déléguées aux séances des Organisations internationales, même au prix de rompre leur unité, s'efforçant d'en exclure les organisations de masse de notre pays. La clique kominformiste au sein de la FDIF mène une politique semblable envers le FAF de Yougoslavie. Ce dernier procédé honteux représente donc un degré de plus dans la tromperie et l'outrage des femmes yougoslaves de la part des agents kominformistes au sein de la Fédération.«

Le Mémorandum parle ensuite des tricheries faites à la délégation yougoslave au Congrès de Budapest, et il continue:

»Le Secrétariat de la FDIF n'a pas le droit de priver une organisation telle que la FAF de Yougoslavie de ses représentants aux séances de la Fédération. L'application de pareils »principes« permettant à quelques femmes du Secrétariat de décider du sort d'une organisation

de 3,800.000 femmes, constitue un abandon des principes démocratiques qui sont à la base de la FDIF. L'interdiction de la venue des représentantes du FAF au Conseil de Moscou est un jeu double, mais cousu de fil blanc. Il nous est tout à fait clair que le Secrétariat de la Fédération veut de cette façon priver la masse des millions de femmes yougoslaves, du droit de participer aux travaux de la Fédération. Cela aurait dû constituer une punition pour les femmes de Yougoslavie qui ne veulent en aucune façon répondre aux invitations réitérées des kominformistes de lutter à main armée contre les directions de leur Parti et de leur Etat.

Les racontars sur la terreur en Yougoslavie sont naturellement ridicules et peu convaincants. Les femmes yougoslaves ont montré au monde entier leur courage et leur haute conscience politique dans la lutte armée contre l'occupant. L'assertion qu'elles supportent aujourd'hui la terreur qui, soi-disant, règne dans notre pays, est une insulte pour elles. Ne faudrait-il pas réfléchir en face du fait que le peuple de Yougoslavie a, durant l'anée et demie qui s'est écoulée depuis la résolution du Kominform, et en dépit des pressions et des menaces inouïes, serré encore davantage ses rangs autour de son Parti et de sa direction et a renforcé son élan, son activité et son dévouement à l'édition du socialisme.

Le comité central du FAF invite la FDIF à envoyer une délégation en Yougoslavie qui s'assurerait sur place de l'activité du Front antifasciste des femmes, de la lutte des femmes pour l'édition du socialisme, de la position égale des femmes et de la réalisation de leur vraie égalité. Cette délégation pourrait constater l'attitude conséquente des femmes yougoslaves dans leur lutte contre l'impérialisme et l'agression, ainsi que dans leur lutte pour la démocratie et la paix dans le monde.

Le FAF de Yougoslavie invite les membres du Conseil de la FDIF à ne pas permettre que la FDIF devienne une exposition du Kominform à ne pas permettre que se propagent les méthodes anti-démocratiques de juger par contumace, les méthodes inconnues dans les organisations démocratiques avant la campagne calomnieuse du Kominform.

Nous demandons que la possibilité de se rendre au Conseil de la Fédération à Moscou soit donnée aux représentantes des femmes de Yougoslavie et qu'en leur présence soit discutée et résolue la question de l'attitude à prendre envers notre organisation.» (Fac-s. 21).

LE FRONT ANTIFASCISTE DES FEMMES DE YOUGOSLAVIE EXCLU DE LA FDIF

Selon une décision préparée d'avance, dans l'absence des représentants du FAF de Yougoslavie, sur le retrait du droit de cette organisation de dire, ne fut-ce qu'un seul mot, par l'intermédiaire de ses représentants, sur les accusations jetées contre elle, le FAF de Yougo-

s'avie a été exclu de la FDIF au cours de la session du Conseil de la Fédération tenu à Moscou.

Les arguments de exclusion étaient »les faits généralement connus concernant le passage de la Yougoslavie au camp impérialiste« et comme argument principal fut avancé le fait que les femmes de Yougoslavie suivent leurs dirigeants du Parti et de l'Etat.

Sans doute que pour le Plénum de la Fédération et en particulier pour l'activité future de la FDIF au rassemblement des larges masses des femmes dans tous les pays, pour le développement du mouvement féminin démocratique international, il aurait été mieux si le Plénum avait fait l'analyse du fait que, malgré une pression inouïe, malgré les menaces même de »mesures efficaces«, en dépit des calomnies — les femmes yougoslaves n'ont fait que serrer leur rangs autour de leurs dirigeantes. Une telle analyse, à la base des faits réels sur la Yougoslavie, sur les femmes yougoslaves aurait abouti à la conclusion suivante: C'est parce que la voie sur laquelle elles marchent sûrement vers une vie meilleure, vers le socialisme qu'elles édifient elles-mêmes. — Et pour le mouvement féminin dans l'ensemble et dans tous les pays à part ceci aurait conduit à la conclusion que les masses des femmes dans les pays peuvent être mobilisées le plus largement par des slogans qui correspondent aux intérêts de la libération de leurs peuples sous l'exploitation de toute sorte et qui, par là, sont dans l'intérêt du renforcement du front démocratique commun, du front de la paix.

Pour preuve contre les dirigeantes du FAF, Dolorès Ibaruri, dans son intervention à la session du Conseil, a pris le procès de Rajk, auquel il aurait été prouvé que les dirigeantes du FAF étaient espionnes de la Gestapo et de la police italienne. Bien qu'à ce procès monté n'ont pas été mentionnés non plus les noms des représentantes yougoslaves à la FDIF, il a été prouvé pour elles selon la logique du Kominform qu'elles étaient des espionnes, puisque Dolorès Ibaruri adopte la thèse du Kominform selon laquelle la lutte de Libération nationale des peuples de Yougoslavie avait été menée pour le compte de la Gestapo et que, en conséquence, tous ceux qui y ont pris part sont des espions de la Gestapo.

Le Plénum de la Fédération prend également comme »argument« pour l'exclusion du FAF la déclaration de Nehxme Hoxha qui dit, que la Yougoslavie menace d'attaquer l'Albanie. Le Plénum de la Fédération ne pouvait-il pas se demander que penseront de ces »arguments« ces femmes qui demeurent le long de la frontière yougoslavo-albanaise et qui sont témoins des provocations effectuées à la frontière yougoslavo-albanaise par des kominformistes, ou bien qu'en penseront les mères de ces soldats yougoslaves qui, lors du passage de l'estafette de Tito sur le lac de Skadar (Skodre), furent emprisonnés par les kominformistes albanais et emmenés en Albanie, et dont le sort est resté inconnu jusqu'à ce jour.

Le Plénum de la Fédération se sert également des «arguments» de Rule Rukula, qui ne fait que répéter les calomnies bien connues sur l'attaque effectuée par l'Armée yougoslaves sur l'Armée démocratique grecque lors de la lutte de Vicie, calomnies démenties le mieux par les soldats grecs réfugiés en Yougoslavie pendant ces luttes.

Voilà ce qu'en disent quelquesunes des femmes-combattantes de l'Armée démocratique grecque qui actuellement se trouvent en Yougoslavie:

Pator Anastasia, sous-lieutenant de l'Armée démocratique grecque, dirigeante des femmes du 2ème bataillon de la 14ème brigade, déclare ce qui suit:

»Au moment où les opérations commencèrent à Vicie — le 11 août — notre bataillon se trouvait sur la position »Luncer«; du 11 au 13 août les monarchofascistes avaient attaqué à trois reprises, mais toutes les trois fois ils furent rejetés. Le 13 août, à 20 heures, tout le bataillon se replia vers Prespa, conformément à l'ordre reçu. Nous nous sommes retirés de »Luncer« sans aucune pression et nous n'avons pas accepté le combat en ce moment. Arrivés au village de Kornes — Prespa, nous fumes attaqués par les monarchofascistes et forcés de nous retirer vers la frontière yougoslave. Le 14 août, à 14 heures, nous parvinimes à proximité de la frontière yougoslave, y combatimes contre les monarchofascistes et par la suite nous passames la frontière et nous nous rendimes en Yougoslavie.

Quoique la radio »La Grèce libre« ait en effet annoncé que les unités de l'Armée démocratique grecque sur le secteur de German (region de Vicie) avait été attaquées par des soldats yougoslaves, je déclare en témoin que cela ne correspond pas à la vérité et que c'est une calomnie injuste contre les gardes-frontières yougoslaves.«

Sofa Nastova, combattante du 426-ème bataillon, et Ilija Markovski et Georgi Krokarski, qui ont passé la frontière avec elle, déclarent au nom de tous les trois:

»Au moment où nous arrivions à proximité du village de Vlebe nous fumes de nouveau attaqués par l'ennemi et nous combattimes pendant toute la journé. Le soir, les unités passèrent en Albanie. Ilija Markovski, Georgi Krakorski et moi, nous ne voulumes pas aller en Albanie. Nous avons erré pendant quatre jours et le 14 août nous avons passé la frontière yougoslave où nous fumes acueillis d'une façon fraternelle par les gardes-frontières yougoslaves.«

ON ÉVITE DE CONNAITRE LA VÉRITÉ SUR LA YUGOSLAVIE

La Fédération Démocratique Internationale des Femmes a adopté la pratique d'envoyer des commissions dans des pays pour y faire examiner et connaître les diverses questions, telles: l'activité de quelque organisation en vue de sa réception au sein de la FDIF, la situation dans les pays ainsi que la position des femmes et des enfants (la com-

mission de la FDIF dans les pays coloniaux, la visite aux pays de l'Amérique latine etc). Au Plénum même à Moscou, pendant lequel fut prise la décision sur l'exclusion du FAF de la FDIF, on a parlé de la commission de la Fédération qui avait visité l'Algérie et la Tunisie. Et lorsqu'il s'est agi de l'exclusion d'un des fondateurs de la FDIF, d'un de ses membres les plus actifs, la décision fut prise sans aucune vérification préalable.

Le Comité central du FAF de Yougoslavie a demandé à plusieurs reprises à la FDIF d'envoyer en Yougoslavie une délégation qui prendrait sur les lieux connaissance de la situation dans ce pays. Cette invitation a été répétée dans le Mémoarandum du Comité central du FAF de Yougoslavie adressé au Plénum de la Fédération à Moscou.

Et la meilleure preuve de l'injustesse de tous les »arguments« soulevés contre la Yougoslavie n'est ce pas justement cette crainte de connaître la vérité.

Il est facile d'envoyer des commissions dans des pays tels que l'Algérie et la Tunisie, leur situation étant claire et le fait étant évident que les résultats de l'enquête de la Commission constitueront une accusation de plus contre le système d'exploitation de la population et contre la misère qu'il provoque. Mais comment envoyer une commission en Yougoslavie, puisque l'état de choses réel dans ce pays est entièrement différent des mensonges des kominformistes dans lesquels se sont enfoncés les dirigeants de la FDIF eux-mêmes. Conscients de ce fait, les kominformistes de la direction de la FDIF non seulement n'ont pas osé même penser à l'envoi de la commission en Yougoslavie, mais ont organisé l'interdiction aux représentantes yougoslaves à la FDIF de l'accès au Plénum de la Fédération, pour empêcher ainsi la vérité sur la situation réelle en Yougoslavie de se faire jour.

Si pour un esprit normal humain paraît normal de poser la question: comment est-il possible que le pays dans lequel a été réalisée la révolution populaire, qui est connu dans le monde entier par sa lutte contre la fascisme, qui jusqu'hier a été loué pour son édification victorieuse du socialisme, en une nuit est devenu fasciste, a passé au camp impérialiste — pour les kominformistes est interdit de poser même la question à ce sujet, et encore moins de venir en Yougoslavie et d'y connaître l'état réel des choses. C'est pourquoi dans »Femmes Françaises« — organe des femmes françaises, l'on peut trouver l'article dans lequel on accuse l'organisation de l'Union des femmes françaises dans les départements de la Marne et de Reims, pour la raison que, tant que le Bureau de SFZ n'est pas intervenu elle n'a pas exclu de ses rangs une de ses membres qui était allée en Yougoslavie pour connaître la vérité. Il est normal pour les femmes françaises que quelqu'un qui veut connaître la vérité sur une chose s'en va sur les lieux pour se convaincre, mais ceci n'est pas normal pour les kominformistes du Bureau de l'Union des femmes françaises qui tendent à faire toutes les femmes françaises sur un même modèle, leur apprendre à ne pas penser, à ne pas raisonner mais à obéir aveuglément.

La direction de la Fédération était loin de là de conseiller aux dirigeants des sections nationales d'étudier le matériel du FAF de Yougoslavie, de connaître son attitude. Au contraire — on a tout fait pour que les membres de ses organisations ne reçoivent pas ce matériel. Par exemple: le Secrétariat de la Fédération, par sa lettre du mois d'août 1948 a informé le Comité central du FAF de Yougoslavie que tout le matériel que ce dernier a l'intention d'envoyer éventuellement aux sections nationales doit être transmis par l'intermédiaire du Secrétariat. Était-ce, peut-être, la pratique adoptée auparavant? Non. Lorsque le Comité central du FAF de Yougoslavie, par sa lettre du 31 août 1946 avait demandé au Secrétariat de la Fédération de transmettre, par l'intermédiaire de ce dernier, son matériel d'information à certaines sections nationales, il lui a été répondu de le transmettre directement. Mais, à présent c'est dangereux, vu que du matériel d'information de la section yougoslave l'on peut apprendre la vérité sur la Yougoslavie, et c'est pourquoi il est nécessaire que ce matériel passe par le Secrétariat d'où, à en juger d'après la pratique adoptée à l'égard du FAF, il ne pourrait poursuivre vers sa destination.

Par contre, le Comité central du FAF a fait connaître aux femmes de Yougoslavie le matériel calomnieux des dirigeantes de la FDIF. Mais ce n'était que très facile au FAF, étant donné que les mensonges figurant dans ce matériel sont trop évidents pour tout Yougoslave.

VIOLATION DU STATUT DE LA FÉDÉRATION

Par leur agissement à l'égard du FAF de Yougoslavie, les dirigeantes de la FDIF ont violé le Statut adopté au 1er Congrès, constitutif où il est dit, que seul le Congrès peut exclure une organisation, que tout membre de la Fédération a le droit de présenter ses propositions au Congrès et à tout autre forum de la Fédération et de prendre part aux sessions auxquelles il sera discuté de son affaire. Dans le cas du FAF de Yougoslavie, le statut a été brutalement violé, étant donné que les propositions du Comité central du FAF de discuter sur les questions de la conduite des dirigeantes de la FDIF envers la FAF de Yougoslavie ont été évitées. Les invitations de participation à la session pour laquelle, comme on a pu le voir plus tard, était préparée l'exclusion du FAF du sein de la FDIF, adressées aux représentantes du FAF de Yougoslavie furent annulées. Quoique le Statut garantisse l'autonomie à tout mouvement féminin dans les pays, — dans le cas de l'exclusion du FAF il n'a point été tenu compte de la volonté des femmes de Yougoslavie qui au cours de la guerre contre le fascisme avaient fait preuve de leur maturité politique, mais le Plénum a chargé le Secrétariat d'élire les »représentantes« des femmes de Yougoslavie qu'il proposera à la prochaine séance du Comité exécutif. Par son attitude envers le FAF de Yougoslavie, les dirigeantes de la FDIF ont introduit à la Fédération des principes antidémocratiques, selon lesquels chacun doit se soumettre à la dictature et obéir aveuglément.

ment; car poser, ne fut-ce qu'une seule question, serait encourir l'anathème. Aussi au sujet d'une question aussi grave, telle qu'est la question de l'exclusion d'une organisation, n'osa-t-on même pas essayer d'arriver à la vérité ni essayer de discuter d'une question aussi compliquée qu'est la question des rapports entre Etats socialistes, qui aujourd'hui est devenue une question d'importance internationale.

UNE ORGANISATION DÉMOCRATIQUE INTERNATIONALE DES FEMMES NE PEUT SE BASER SUR DES MÉTHODES DE FORCE ET DE DICTATURE

Les femmes progressistes du monde ont créé la Fédération Démocratique Internationale des Femmes avec pour tâche, dans le cadre du Front démocratique général, de rassembler et d'unir les messes féminines du monde entier en vue de la lutte pour la paix, la démocratie, l'égalité des peuples, l'égalité en droit de la femme, la protection et une meilleure vie des enfants.

Les dirigeantes de la Fédération, cependant, tendent à faire de cette organisation internationale féminine un moyen d'application de la politique d'hégémonie des dirigeants soviétiques, l'éloignant ainsi de son programme et réduisant son importance, car défendre l'hégémonie de quelque'un, c'est trahir la vrai lutte pour la paix.

Une fédération démocratique internationale ne peut se baser sur des méthodes de dictature, sur le déspotisme. Aucune des organisations dans son sein n'est sûre que demain, sans aucun désir de faire examiner le problème, sans avoir la possibilité de dire quelques mots sur son sujet, ne sera pas jugée comme ce fut le cas du Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie. De telles méthodes portent préjudice au renforcement du mouvement démocratique des femmes dans les autres pays et, par là même, à son renforcement en général.

Dans le bulletin de la FDIF de novembre—décembre 1949, dans l'article de J. Gurina intitulé »Avec audace pour la paix«, on parle de la nécessité de raffermir l'activité des femmes au sein des organisations nationales.

Mais, peut-on parler du développement du mouvement démocratique féminin dans les pays s'il doit se soumettre aux intérêts de la politique étrangère d'une grande puissance, si en vue du rassemblement des femmes dans la lutte pour la paix et la victoire de la démocratie dans tous les pays on lance des slogans qui correspondent au cours actuel de cette politique et non aux intérêts de la libération des peuples dans ces pays.

Combien dans cet article on pense à l'activité concrète dans l'application des tâches imposées aux organisations démocratique des femmes de certains pays par la politique de l'Union Soviétique, la meilleure preuve en est le fait qu'à la réunion du Conseil de la FDIF à laquelle est consacré le numéro du bulletin kominformiste de la FDIF dont il est question, le Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie

a été exclu uniquement pour avoir suivi la politique de ses dirigeants d'Etat et du Parti, politique qui est dans l'intérêt de la victoire du socialisme dans leur pays et qui, par là, constitue un apport à sa victoire dans le monde entier et qui est en contradiction avec les tendances hégémonistes des dirigeants soviétiques. Le FAF de Yougoslavie est exclu pour avoir déployé une activité concrète sur les tâches de l'édification du socialisme dans son pays.

Dans certains pays, comme en France par exemple, certains expriment l'opinion que, au fait, il n'est pas vrai tout ce qu'on dit de la Yougoslavie, mais qu'il est nécessaire de soutenir ces mensonges à cause de l'unité du front démocratique, du front de la paix dans lequel l'URSS représente la force essentielle.

Mais au contraire, en dissimulant des cas anormaux, plus concrètement l'inégalité en droit dans les rapports entre les pays socialistes que tendent à introduire les dirigeants de l'Union Soviétique, on ne peut que nuire à la puissance du front démocratique, à la cause de la paix.

Accépter des méthodes de mensonges et de tromperies et les introduire dans la pratique des organisations démocratiques internationales, dans le cas concret dans la FDIF, ce n'est pas contribuer au rassemblement des femmes, au renforcement de leur unité, mais bien désorienter les masses féminines dans les pays. L'unité des femmes peut être solide et efficace dans la lutte contre tous les fomentateurs de guerre, si elle est basée sur la conscience des masses des femmes groupées autour de la réalisation d'un programme progressiste, qui, par leur conscience même et non sur le dictat d'un petit groupe, sont prêtes à lutter pour sa réalisation. Mais empêcher la discussion sur diverses questions, exiger une soumission aveugle, diffuser des mensonges, comme l'a fait la direction de la Fédération au sujet du FAF de Yougoslavie, n'est pas relever la conscience des masses.

Les mensonges ne peuvent jamais être un moyen d'application d'un but progressif, la vérité n'est pas un obstacle au but, elle est, son arme principale. Seuls ceux qui défendent quelque chose qui est dégressif, quelque chose qui, dans la marche de la société en avant, est d'avance condamné à la défaite, se servent de mensonges et de tromperies. L'arme principale des forces progressives a toujours été la vérité au moyen de laquelle elles démasquaient toute la pourriture et l'arriérisme de ceux qui défendaient l'exploitation de toute sorte.

Les méthodes antidémocratiques de l'Informbüro adoptées et appliquées à l'égard du FAF de Yougoslavie par certaines dirigeantes de la FDIF, ne peuvent servir à la lutte pour la démocratie, qui est l'une des tâches fondamentales du programme de la FDIF.

PERSONNE NE PEUT IMPOSER AUX FEMMES DE YOUGOSLAVIE
DES REPRÉSENTENTES QU'ELLES N'ONT PAS CHOISIES ELLES-
MÊMES

La thèse préférée de l'Informburo est qu'on n'a rien contre les peuples de Yougoslavie mais uniquement contre quelques uns des dirigeants qui aurait été traîtres, agents impérialistes etc.

Dans la pratique appliquée déjà deux ans, depuis la Résolution de l'Informburo, les peuples de Yougoslavie ont appris contre qui est dirigée au fait la huée kominformiste. C'est devenu clair aux travailleurs yougoslaves auxquels le blocus économique et l'oppression appliqués par les pays de l'Inforburo ont ajouté de nouvelles difficultés à celles qui sont invéitables dans la lutte pour le socialisme, pour la transformation d'un pays arriéré en un pays progressif. C'est devenu clair aux mineurs auxquels sont destinées les capsules qui exploseront dans la mine avant le temps voulu et causeront par là l'explosion dans toute la mine, ou aux ouvriers qui, pour des machines soi-disant neuves en recevaient des vieilles, peintes en neuf, souvent sans de nombreuses pièces. C'est devenu clair aux mères yougoslaves qui avec confiance avaient envoyé leur enfants mineurs aux écoles militaires soviétiques qui aujourd'hui, en dépit de leurs demandes de rentrer, sont retenus par force, dénationalisés, auxquels on apprend à devenir traîtres de leur patrie socialiste.

Deux années qui se sont écoulées depuis la Résolution de l'Informburo illustrent clairement devant le monde entier combien les peup'les de Yougoslavie sont attachés à leurs dirigeants, car il est tout-à-fait insensé d'affirmer qu'un peuple trempé au cours de la révolution populaire et qui a si gravement ressenti ce qu'est le capitalisme et l'exploitation étrangères, pourrait aujourd'hui se laisser tromper par qui que ce soit, se laisser ramené vers le capitalisme et remis aux impérialistes.

Dans l'article »II-ème Congrès du FAF de Yougoslavie« publié dans le Bulletin de la Fédération en mars 1948, après l'exposé des succès remportés dans leur travail par les femmes yougoslaves, il est dit: »Ces succès apparaissent comme le résultat d'une seule volonté, chez tous les peuples de Yougoslavie, d'une volonté, d'un enthousiasme unanime, de la confiance inébranlable dans le gouvernement du Maréchal Tito.«

Depuis le mois de mars 1948 rien n'a chargé en Yougoslavie dans l'attitude du peuple envers ses dirigeants. Au contraire, les mensonges et les calomnies que les travailleurs yougoslaves ont chaque jour l'occasion de comparer avec la pratique de l'édition prospère du socialisme les ont poussés à serrer davantage leurs rangs autour de leurs dirigeants.

L'amour et la confiance des peuples de Yougoslavie en leurs dirigeants du Parti et le camarade Tito proviennent du fait qu'ils ont, pour la première fois dans leur histoire, reconnu dans ces dirigeants les véritables dirigeants du peuple qui les ont conduits dans la lutte pour se libérer du joug capitaliste, qui ont mené cette lutte jusqu'à sa fin victo-

rieuse et qui les conduisent encore dans la lutte pour l'édification du socialisme.

La thèse que le peuple est une chose et ses dirigeants une autre a été également appliquée par les cominformistes de la direction de la FDIF lors de l'exclusion du FAF du sein de la FDIF. Ils affirment notamment qu'ils ont exclu seulement quatre représentantes et non les femmes de Yougoslavie, pour la raison que ces quatre représentantes, »comme il a été prouvé au procès de Rajk« sont des espionnes de la Gestapo et de la police italienne.

Les dirigeantes de la Fédération n'ont pas un seul instant réfléchi pour comprendre combien grave est cette offense pour les femmes de Yougoslavie, que calomnier ces quatre camarades signifie calomnier toutes les femmes yougoslaves.

A la Première conférence du FAF en 1942, en pleine campagne contre le fascisme, en élisant pour leurs dirigeantes les meilleures et les plus progressives combattantes, les femmes de Yougoslavie ont élu au Comité exécutif du FAF les camarades Mitra Mitrović et Vanda Novosel. Toutes deux, en tant que communistes, étaient déjà avant la guerre dirigeantes du mouvement progressiste des femme en Yougoslavie.

Et lorsqu'en 1945 elles ont de nouveau été élues comme dirigeantes les meilleures combattantes, éprouvées dans la Révolution populaire, les femmes de Yougoslavie ont élu au Comité exécutif les camarades Mitra Mitrović, Vida Tomšić, Vanda Novosel et Olga Milošević. Elles ont élu les mêmes camarades lors du II-ème Congrès en Janvier 1948. Ces mêmes camarades ont été désignées en septembre 1949 par le Plénum du FAF comme déléguées au II-ème Congrès de la FDIF, où elles furent élues par le Congrès au Conseil et au Comité exécutif de la Fédération.

Et aujourd'hui on inflige aux femmes de Yougoslavie cette brutale offense et on les humilie, disant qu'elles ont toujours été élues pour leurs dirigeantes des espionnes.

Mais, il est clair pour les femmes de Yougoslavie que même si à la place de ces quatre camarades avaient été élues n'importe quelles autres quatre parmi les centaines de mille des femmes de Yougoslavie, des combattantes contre le fascisme et des édificatrices du socialisme, qu'elles seraient également exclues, car les femmes de Yougoslavie sont aujourd'hui exclues de la Fédération pour la seule raison d'avoir combattu si héroïquement contre le fascisme, pour un nouvel ordre social, pour le socialisme, pour avoir au cours de cette lutte acquis une immense expérience révolutionnaire, une haute conscience politique et pour n'avoir pas cédé devant les dictats et la force mais y avoir vaillamment résisté avec les peuples et sous la direction du PC de Yougoslavie.

Le Plénum de la Fédération à Moscou a pris la décision que le Secrétariat prenne contact avec les émigrées de Yougoslavie et qu'à la prochaine réunion du Comité exécutif propose pour »représentantes« des femmes de Yougoslavie à la FDIF quelques-unes des ces lâches, de

ces transfuges du front de l'édification du socialisme, de ces pusillanimes qui ont délaissé leur peuple à un des moments les plus difficiles de son histoire.

Ceci représente une violation brutale du Statut de la Fédération, selon lequel toute organisation membre de la Fédération nomme ses membres et leurs suppléants, dont la candidature est soumise au Congrès. C'était la voie par laquelle les représentantes yougoslaves ont été élues au Conseil et au Comité exécutif de la Fédération. Et maintenant, en dépit de la décision du Congrès, le Secrétariat de la Fédération s'approprie le »droit« d'élire lui-même les représentante des femmes yougoslaves.

Parmi les 1260 télégrammes de protestation que les femmes de Yougoslavie ont envoyés contre cette manière d'agir de la Fédération, rares sont ceux dans lesquels elles ne disent pas que personne n'a le droit de leur imposer des représentantes qu'elles n'ont pas élues elles-mêmes; elles ont élu les camarades suivantes: Mitra Mitrović, Vanda Novosel, Vida Tomšić et Olga Milošević. Dans le télégrammes des femmes d'un rayon du centre industriel de Jesenice il est dit:

»Les camarades Vida Tomšić, Mitra Mitrović, Olga Milošević, et Vanda Novosel, représentantes du FAF de Yougoslavie, sont des femmes qui, dès le premier jour où le fascisme a envahi notre patrie, se sont mises au rempart de leur pays, qui déjà dans l'ancienne Yougoslavie luttaient pour le droit des pauvres et des opprimés dans la lutte contre les exploitateurs capitalistes, qui aujourd'hui luttent partout et conséquemment pour la paix véritablement démocratique et pour l'édification du socialisme.«

Les femmes membres de l'organisation du FAF de Godočelje au district de Ivangrad disent dans leur lettre de protestation à la FDIF:

»N'oubliez pas que rien ne peut nous séparer des dirigeants de notre pays, car nous sommes certaines qu'ils nous conduisent au socialisme.« (Fac-s. 22).

Dans la lettre de protestation rédigée à la réunion plénière du FAF de la ville de Zagreb, il est dit:

»Nous demandons au nom des femmes qui ne connaissent pas de limites dans leur travail dévoué, qui chaque jour se distinguent comme ouvrières de choc, qui dès cette année terminent leurs engagements pris pour le Plan quinquennal, qui portent l'aide aux femmes ouvrières et à leurs enfants, qui luttent toujours conséquemment pour la paix dans le monde entier, qu'au nom de ces femmes parlent nos représentantes auxquelles nous avons donné notre pleine confiance.« (Fac-s. 23).

Les femmes de Bileće, réunies à la conférence, envoient le télégramme suivant:

»La décision du Secrétariat de la FDIF de retirer les invitations à nos représentantes Vida Tomšić, Mitra Mitrović, Olga Milošević et Vanda Novosel pour assister au Plénum à Moscou, a provoqué en nous une profonde amertume.

Nous sommes convaincues que notre organisation est exclue de la Fédération démocratique Internationale uniquement pour s'être rangée fermement aux côtés de ses dirigeants du Parti avec le camarade Tito à la tête, dans la lutte pour la vérité, pour la victoire de la théorie du marxisme-léninisme.«

Les femmes membres de la coopérative de travail »Petar Kočić« écrivent dans le télégramme adressé au Comité central du FAF:

»Nous qui luttons à la campagne avec nos forces unies pour la transformation économique et culturel de notre patrie, nous avons envoyé aujourd'hui une lettre de protestation au Secrétariat de la FDIF et avons demandé qu'il vous soit facilité de participer à la séance plénière à Moscou. Nous vous accordons notre pleine confiance car vous êtes les seules et les vraies représentantes des femmes de Yougoslavie, car vous avez, conduites par notre glorieux Parti, lutté comme premiers combattants contre le fascisme pour la démocratie et la paix dans le monde.« (Fac-s. 25).

Les ouvrières de choc et les ouvrières de la manufacture de bas à Bosanski Brod protestent:

»Nous ouvrières, réunies à la conférence, protestons énergiquement contre toute tentation d'empêcher nos femmes-déléguées à la FDIF — combattantes et les meilleures représentantes des femmes de Yougoslavie — de se rendre à la session plénière à Moscou.

Nous désirons qu'à la réunion plénière à Moscou se fasse entendre la voix des femmes yougoslaves qui prouveront aux autres femmes de tous les pays du monde la vérité sur la Yougoslavie et la profonde et ferme solidarité de nos peuples avec leur Parti et son Comité central avec le Camarade Tito en tête.« (Fac-s. 26).

Les femmes membres de la coopérative de travail »Mladen Stojanović« de Čirkin Polje écrivent:

»Nous exprimons notre unanimité avec le point de vue de notre Comité central et nous exigeons que soit facilité aux représentantes de notre organisation de se rendre à la séance plénière de la FDIF à Moscou, aux représentantes de notre organisation que nous avons élues de notre gré et qui exprimeront les sentiments et les pensées de toutes les femmes de notre coopérative.

Nous le demandons car ce sont les mêmes camarades qui ont dirigé toutes nos femmes aux jours les plus durs de notre guerre de libération et qui nous mènent aujourd'hui dans la construction d'une meilleure vie pour nos enfants.« (Fac-s. 27).

Toutes les femmes de Yougoslavie ont résolument rejeté les mensonges prétendant que les représentantes des femmes de Yougoslavie à la FDIF sont des espionnes italiennes et de la Gestapo, car elles connaissent leur vie, leur lutte et leur travail pour le bien-être des peuples de Yougoslavie.

Voilà quelques notices biographiques des représentantes des femmes de Yougoslavie à la FDIF.

MITRA MITROVIĆ

Née en 1912 en Serbie dans une famille pauvre. Après avoir terminé les études secondaires, elle est venue à l'Université de Belgrade où elle s'attache aussitôt au mouvement progressiste des étudiants et se signale par son hardiesse et ses activités. Pour ces activités elle a été plusieurs fois arrêtée par la police belgradoise.

Devenue membre du Parti communiste de Yougoslavie en 1933, elle travaille parmi les ouvrières de textile à Belgrade, les organise et les aide dans leur lutte.



Quoique toujours préoccupée par cette activité sociale et politique constante, elle a réussi à terminer en même temps ses études de philologie et de littérature slave à la Faculté de philosophie à Belgrade. Les études terminées, elle a cherché un emploi mais peu après elle fut congédiée comme communiste.

Son travail parmi les femmes constitue un chapitre particulier de son activité politique. Dans la lutte pour les droits des femmes, elle a travaillé à la réalisation de l'unité des femmes dans la lutte contre le fascisme. Elle a été présidente de la section des jeunes du mouvement féminin, qui en 1939 était interdit par la police de Belgrade pour son activité progressive. Elle a été rédacteur du journal antifasciste féminin »Žena danas« qui a commencé à paraître en 1936 à Belgrade et qui mobilisait les femmes dans la lutte contre le fascisme, pour les droits de la femme, et dont la publication a également été interdite en 1940.

En 1941 elle a été arrêtée par la Police spéciale de Belgrade et la Gestapo et emmenée au fameux camp à Banjica. Mais elle a réussi avec quelques camarades, à s'échapper de l'hôpital des internées. La fuite avait été organisée par l'organisation du Parti de Belgrade. En octobre 1941 elle s'est engagée aux unités militaires partisanes où elle a passé tout le temps jusqu'à la libération de Belgrade, en octobre 1944. Dans l'Armée de libération nationale elle a travaillé dans des unités militaires et politiques. Elle a fait partie du comité de rédaction du journal »Borba« (Combat), organe du PC de Yougoslavie, a été rédacteur de »Žena danas« (Femme aujourd'hui), organe du Front Antifasciste des femmes, qui paraissait déjà pendant la guerre. Elle a participé à la préparation et à l'organisation de la Première conférence du Front Antifasciste des femmes en 1942, à laquelle elle a été élue au Comité exécutif du Comité central.

Dans la Yougoslavie nouvelle libérée, le peuple lui a exprimé sa reconnaissance et l'a élue député à l'Assemblée populaire de la République

que Populaire Fédérative de Yougoslavie, et aux élections au scrutin secret en 1945 elle a été élue député à l'Assemblée populaire de Serbie; aux élections de 26 mars 1950 elle a de nouveau été élue à l'Assemblée populaire de la RPFY. Elle est porteur de l'Insigne des partisans de 1941 et décorée de l'Ordre de la fraternité et de l'unité de 1er degré, de l'Ordre des Mérites pour le peuples de 1er et du 11ème degré et de l'Ordre de la bravoure. Au I-er Congrès de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes elle a de nouveau été élue membre du Comité exécutif de la FDIF où elle fut de nouveau élue au II-ème Congrès à Budapest. Mitra Mitrović est ministre dans le Gouvernement de la République Populaire de Serbie, membre du Comité central du FAF de Yougoslavie et membre du Politburo du Comité central du Parti communiste de Serbie.

VIDA TOMŠIĆ

Déjà comme étudiante de la Faculté de droit à l'Université de Ljubljana, Vida Tomšić a choisi la voie de la lutte pour la classe ouvrière contre l'exploitation de l'homme par l'homme. En 1934 elle est devenue membre du Parti communiste de Yougoslavie.

Au cours de 1933 et 1934 Vida Tomšić participe activement aux démonstrations des étudiants contre les régimes de dictature de l'ancienne Yougoslavie ainsi qu'à la direction des grèves ouvrières dans les mines de Trbovlje.

Elle est également dès le début de son activité révolutionnaire un des participants et des organisateurs du mouvement féminin progressif en Yougoslavie: elle porte son aide à l'organisation des sentinelles des femmes à l'occasion des grèves en Slovénie, rassemble les femmes autour de l'Aide rouge pour les victimes de la terreur blanche.

Dès l'automne 1935 jusqu'en 1937 Vida Tomšić a été plusieurs fois arrêtée tant pour son activité révolutionnaire en général qu'à cause de son activité dans l'organisation du Front populaire pour la lutte contre le fascisme et le mouvement antifasciste des femmes dont l'activité en ce moment là allait toujours croissant.

En 1940, à cause des poursuites faites par la police qui l'a cherchée pour la jeter au camp de concentration, Vida Tomšić passe à l'illégalité. La même année, à la conférence du Parti de Slovénie, elle a été élue membre du Comité central du Parti communiste de Slovénie, et déléguée à la V-ème conférence régionale du Parti



communiste de Yougoslavie à laquelle elle fut élue membre du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie. Jusqu'à l'occupation elle a mené une vie partiellement illégale et a poursuivi son activité même pendant l'occupation.

Mais dès le mois de décembre 1941 elle a été arrêtée, torturée par l'occupant et condamnée à la peine de 25 années de prison qu'elle a purgées dans les prisons en Italie. Les occupants ont tué de la manière la plus cruelle son mari, le héros populaire connu Tona Tomšič. Après la capitulation de l'Italie, elle est rentrée en Slovénie où elle a été rédacteur de »Ljudsa pravica«, organe du Parti communiste de Slovénie et a travaillé dans des unités politiques et militaires du Littoral Slovène.

Après la libération elle est devenue Ministre de la prévoyance sociale dans le Gouvernement de la République Populaire de Slovénie, et plus tard président de la Commission du contrôle. Pendant ce temps elle a consacré beaucoup d'attention et d'efforts à l'activité du Front Antifasciste des femmes.

Vida Tomšič est député de l'Assemblée populaire de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie et de l'Assemblée Populaire de la République Populaire de Slovénie. Après le IIème Congrès du FAF de Yougoslavie elle est devenue présidente du FAF. Au Vème Congrès du Parti communiste de Yougoslavie elle est de nouveau élue membre du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie. Au Ier et au IIème Congrès de la FDIF, Vida Tomšič, en tant que représentante des femmes yougoslaves a été élue membre du Conseil de la FDIF.

A quel point Vida Tomšič est connue par les femmes de Yougoslavie, combien elle leur est attachée, quel est l'amour de ces femmes envers elle témoignent également les lettres qui lui ont été adressées de leurs réunions de masse à l'occasion de l'interdiction prononcée par le Secrétariat de FDIF contre elle de représenter les femmes de Yougoslavie à la séance du Conseil de la FDIF.

»*Lorsque nous avons appris qu'on ne vous laisse pas vous rendre à la réunion de la FDIF à Moscou, nous étions très révoltées — écrivent dans leur lettre à Vida Tomšič les femmes de la localité industrielle de Jesenice. — En vous, nous avons une confiance illimitée, tout comme nous l'avions au cours de la lutte de libération nationale, lorsque parmi les premiers vous avez répondu à l'appel du Parti et de notre pays.*«. (Fac-s. 28).

Les femmes du district de Grosuplje dans la République Populaire de Slovénie écrivent: »*Aujourd'hui nous avons examiné en détail toutes les calomnies proférées contre vous, chère camarade, vous qui, par votre travail, nous avez montré comment il faut lutter pour les droits de l'homme laborieux.*«.

»*Votre travail nous est connu . . . Nous sommes encore plus décidées à doubler nos forces et à montrer par notre travail que des calomnies aussi basses ne sauraient nous séparer de nos dirigeants.*«. (Fac-s. 29).

Dr OLGA MILOŠEVIC

Olga Milošević est une de ces femmes yougoslaves qui, par son travail sérieux en sa qualité de médecin, comme combattante contre le fascisme et pour les droits des femmes, a acquis une réputation dans son pays. Elle a terminé la faculté de médecine et s'est spécialisée en gynécologie. Dans le désir de développer encore ses connaissances, elle a continué en Suisse de travailler sérieusement à se perfectionner dans la science médicale, s'occupant des recherches scientifiques. Avant la deuxième guerre mondiale elle a été médecin à Belgrade. Comme un bon spécialiste et philanthrope, elle comprend les misères de l'homme et en les aidants très volontiers si cela est nécessaire elle a conquis les sympathies de ses clients et de tous les autres qui l'ont approchée. Dans l'ancienne Yougoslavie, elle a participé aux travaux de l'association des médecins et de l'association des femmes intellectuelles, elle était également le travailleur actif dans le syndicat des médecins. Et lorsque les fascistes allemands ont occupé la Yougoslavie, elle avec son mari, professeur de la Faculté de médecine à Belgrade, s'est engagée en 1941 dans la lutte de libération nationale. Inspirée par un patriotisme sincère, propre aux femmes yougoslaves, elle a participé à la lutte et n'a pas failli même alors que les ennemis ont tué son mari et qu'elle a perdu son enfant unique.



La guerre terminée, elle participe avec le même élan à la reconstruction du pays. Elle a dirigé la protection sanitaire de la maternité et de l'enfance en Yougoslavie. Actuellement elle est secrétaire de la Croix rouge de Yougoslavie, membre du Comité central du Front Anti-fasciste des Femmes de Yougoslavie, et au Ier et IIème Congrès de la FDIF elle a été élue membre suppléant du Comité exécutif de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes. Dr Olga Milošević est porteur de l'insigne des partisans de 1941 et, pour sa conduite dans la lutte, elle est décorée de l'Ordre de la fraternité et de l'Unité de Ier degré et de l'Ordre des mérites pour le peuple de IIème degré.

VANDA NOVOSEL

Née en 1915 à Zagreb. De bonne heure elle est restée sans parents et sa vie pleine de difficultés lui fait comprendre que sa place est parmi les sans-droits dans la lutte à travers le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Comme bachelier en 1933 elle adhère au mouvement ouvrier des jeunes. Comme étudiante elle participe aux luttes de la jeunesse étudiante contre les régimes impopulaires de l'ancienne Yougoslavie,



contre la marche toujours plus ouverte du fascisme. De 1934 elle travaille à la mobilisation de la jeunesse féminine en Croatie dans le Mouvement antifasciste féminin. Elle est secrétaire de section du mouvement féminin jusqu'à son interdiction. Elle participe à la publication de »Ženski svijet« (Monde féminin), revue des femmes antifascistes croates.

Au moment de l'occupation, elle est membre du Parti communiste et vit illégalement à Zagreb. Elle travaille à l'organisation conspirative du FAF de Croatie. A cause de son activité elle est arrêtée en 1941 par la police oustachie et est envoyée au camp de Stara Gradiška connu par ses cruautés. De là elle est sauvée par les partisans qui la demandent en échange pour des prisonniers allemands. Arrivée sur le territoire libéré, elle reprend son travail parmi les femmes. A la 1ère Conférence nationale du FAF à Bosanski Petrovac en 1942, elle a été élue secrétaire du Comité central du FAF de Yougoslavie. Pendant la Lutte de libération nationale elle a travaillé dans des unités militaires en tant que travailleur politique.

Après la libération du pays elle a repris son activité permis les femmes et, au 1er et 2ème Congrès des femmes de Yougoslavie, a de nouveau été élue secrétaire du Comité central du FAF de Yougoslavie. Actuellement elle est directeur du département des écoles artistiques au Ministère des sciences et de la culture.

Pour avoir dès le début constamment et activement participé à la Lutte de libération nationale elle est porteur de l'Insigne des partisans de 1941. Pour la bravoure et le dévouement dans la lutte elle a été décorée de l'Ordre de la fraternité et de l'unité de 1er degré et des Mérités pour le peuple de 2ème degré.

LES FEMMES DE YOUGOSLAVIE CONDAMNENT LES PROCÉDÉS DE LA DIRECTION DE LA FDIF ET PERSONNE NE PEUT LES SÉPARER DU MOUVEMENT INTERNATIONAL FÉMININ

Au sujet de la lettre du Sécrétariat de la FDIF par laquelle on prive les représentantes du FAF du droit de participer au Plénum de la FDIF, dans toute la Yougoslavie eurent lieu des meetings, des conférences, des réunions des Comités du FAF, pendant lesquels les femmes de Yougoslavie ont examiné la lettre du Sécrétariat et ont condamné le procédé antidémocratique envers les femmes de Yougoslavie.

De ces meetings et réunions tenus dans toutes les villes, villages et usines, étant au nombre de 27.400, les femmes de Yougoslavie ont adressé 1260 télégrammes de protestation dont voici quelques exemples:

»Les femmes du IIIème arrondissement de la ville de Zagreb, réunies en séance plénière condamnent le plus résolument le procédé de la Fédération Internationale Démocratique des Femmes sur l'interdiction pour notre Délégation de se rendre au Conseil de la FDIF de Moscou.

Une telle attitude est nuisible à l'unité des femmes dans le monde et elle représente un grand coup à la lutte pour la sauvegarde de la paix dans le monde.«

(De la lettre des femmes du IIIème arrondissement de Zagreb).

»Nous, femmes du village de Gornja Plavnica, à notre réunion de masse du FAF, protestons énergiquement contre une campagne d'instigation à la guerre menée contre notre pays, le camarade Tito et le Comité Central, et surtout nous protestons contre l'exclusion de la FDIF des déléguées-représentantes des organisations du FAF de Yougoslavie et contre la proposition d'empêcher nos déléguées de se rendre à Moscou.«

(De la lettre des femmes de Gornja Plavnica). (Fac-s. 30).

»En suivant les mensonges et les calomnies dont on se sert dans la lutte contre notre pays, nous voyons que notre organisation des femmes n'est pas laissée en tranquillité. Nous travailleurs de choc et toutes les autres femmes ouvrières de l'usine de jus de fruits et de conserves »Vitaminka« à Banja Luka, protestons énergiquement contre le procédé antidémocratique de la FDIF contre la décision arbitraire tendant à interdire aux véritables représentantes et dirigeantes, membres du Plénum de la FDIF, élus de la manière démocratique, de prendre part aux travaux du Conseil de Moscou.«

(De la lettre des ouvrières de choc et des ouvrières de l'usine de »Vitaminka« Banja Luka). (Fac-s. 31).

»A notre réunion plénière s'est manifestée le consentement des ouvrières des villes et des villages, à mener une lutte commune pour l'édification du socialisme dans notre pays, ainsi que pour la sauvegarde et la défense du pays contre divers mensonges et calomnies — le Plénum a manifesté la grande amertume de toutes nos femmes à l'égard de l'appréciation injuste de notre organisation de la part de la FDIF et exprime une plus grande résolution de nos femmes, décidées à suivre la voie tracée par notre glorieux Parti et le camarade Tito.«

(Extrait de la lettre de la session plénière régionale du FAF de la région de Bitolj). (Fac-s. 32).

»En jetant un coup d'oeil critique sur le travail de l'année passée et en se préparant pour un travail qui sera couronné de succès dans cette année scolaire, nous sommes conscientes dans quelle situation difficile se trouve notre pays aujourd'hui. C'est pourquoi nous sommes résolument décidées de vaincre dans cette lutte. C'est pourquoi nous protestons contre le Secrétariat de la Fédération Démocratique Internationale des femmes qui a empêché la participation de nos représentantes au Conseil de Moscou. Nous savons toutes, quelle était la contribution de nos femmes à la lutte de libération nationale et combien elles contribuent aujourd'hui à l'édification du socialisme dans notre pays. C'est pourquoi nous sommes révoltées par de tels procédés et nous engagerons toutes nos forces à aider nos dirigeants et notre peuple laborieux d'édifier le plus tôt le socialisme dans notre pays.«.

(Extrait de la lettre des étudiantes de la Faculté des lettres de Ljubljana). (Fac-s. 33).

»Quelques peines que les calomniateurs de l'Informburo se donnent de cacher la vérité sur la Yougoslavie devant l'opinion publique internationale, ils n'y réussiront pas, car la vérité pénètre chaque jour de plus en plus hors des frontières de notre pays.

Au nom de la vérité pour laquelle nous luttons, au nom de la lutte contre l'impérialisme, au nom de toutes les femmes du monde dans la lutte pour la paix, nous demandons à nouveau que l'on facilite à notre délégation le départ au Conseil à Moscou. Nous demandons que la vérité sur la Yougoslavie soit entendue au Plénum à Moscou.«.

(Extrait de la lettre des femmes du district de Valjevo). (Fac-s. 34).

»Une telle exclusion ne nous étonne pas, nous savons toutes que c'est le résultat d'attaque menée par les démocraties populaires avec l'Union Soviétique en tête, il y a déjà un an et demi, contre notre Comité central et la direction de l'Etat avec notre bien-aimé chef et maître, le camarade Tito en tête.

Toutes les calomnies que l'on dirige tous les jours contre nous ne nous ébranleront pas. Ni l'exclusion de notre organisation de la FDIF ne nous séparera pas de nos dirigeants qui nous ont illuminé la voie que nous suivons aujourd'hui en édifiant une vie plus heureuse pour nous tous et pour nos enfants.«.

(Extrait de la lettre des femmes de Kičev). (Fac-s. 35).

»Les femmes, membres du FAF continuent sous la direction du Parti et du Gouvernement avec le camarade Tito en tête, à donner par leur travail une contribution efficace dans la lutte pour l'édifica-

tion du socialisme dans leur pays et, par là, leur contribution au renforcement des forces démocratiques dans le monde».

(Extrait de la lettre des femmes du quartier № 20, IV arrondissement de Ljubljana). (Fac-s. 36).

AU NOM DE NOS ENFANTS-COMBATTANTS MORTS, NOUS CONDAMNONS LE PROCÉDÉ DE LA DIRECTION DE LA FDIF

La camarade Čoralić Fatima, de Cazin, mère d'un combattant tombé, écrit:

»Je proteste énergiquement contre cette offense non-démocratique. Je demande de plein droit avec les autres femmes et mères des fils morts de mon village à ce qu'aux représentantes des femmes de Yougoslavie soit permis l'accès à la réunion du Plenum de la FDIF, étant donné que nos femmes ne craignent pas de faire connaître au monde entier les sacrifices des mères qui ont déployé des efforts et ne cessent pas de le faire dans l'édification du socialisme et pour la souveraineté de la paix dans le monde.« (Fac-s. 37).

»Nous qui avons perdu nos enfants dans la grande lutte de libération nationale pour une vie meilleure de nos peuples, nous ne pouvons pas nous empêcher d'élever la voix contre l'acte hostile tendant à s'opposer à la participation de nos camarades, auxquelles nous avons une pleine confiance, à la réunion plénière de la FDIF à Moscou en vue de contribuer, au nom de nous toutes, à la lutte pour la paix et une vie meilleure dans le monde entier.«

(Extrait de la lettre des mères des combattants morts dans la lutte du mouvement de libération nationale de Kragujevac). (Fac-s. 38).

DANS LA LUTTE NOUS PUISSONS NOS FORCES DU SANG DE NOS ENFANTS, DE LA JUSTE ET GRANDE CAUSE POUR LAQUELLE NOUS COMBATTONS

En conclusion au premier Congrès de la FDIF à Paris Jeanette Vermeersch, membre du comité exécutif a dit: *»Je salue parmi la Délégation yougoslave une déléguée du Monténégro qui a donné trois fils et son mari pour la libération de Yougoslavie et qui elle-même était combattante. Quelle grande force elle puise aujourd'hui du sang de ses fils tombés dans la lutte pour une heureuse Yougoslavie...«*

Evgénija Selić, mère de trois fils morts, la déléguée yougoslave au Premier congrès à laquelle se rapportaient ces paroles, répond aujourd'hui à l'attaque calomnieuse contre notre pays, répond à l'article calomnieux de Jeanette Vermeersch elle-même, paru dans le bulletin de la FDIF, répond à sa question où sont les femmes admirables de Yougoslavie que nous avons connues au Premier Congrès de la FDIF à Paris:

»J'avais quatre fils qui vivaient dans les mêmes conditions que la majorité du peuple en Yougoslavie d'avant guerre. Pour les éléver j'ai dû fournir beaucoup d'efforts, beaucoup de peines et beaucoup de soins.

Mes enfants grandissaient et sont devenus grands, de mes petits poussins sont devenus des hommes conscients, des communistes; c'est eux qui m'ont aidé à comprendre que c'est seulement par la lutte active que l'on peut rendre la vie plus belle.

Déjà avant la guerre j'ai commencé à travailler dans le mouvement féminin, et lorsque au mois de juillet 1941 le PC de Yougoslavie conduisit ses peuples dans la lutte de Libération nationale, tous mes quatre fils, mon mari et moi nous sommes rangés dans les détachements des partisans yougoslaves. Le peuple tout entier entra dans cette lutte au moment où l'Armée Rouge sous le coup difficile de la machine de guerre hitlérienne battait en retraite, au moment où semblait triompher le fascisme, et nous avons mené une lutte sanglante durant presque quatre année, donnant de grands sacrifices.

Mes trois fils sont morts. Ce sont trois profondes blessures dans le cœur de la mère, blessures qui ne peuvent jamais être guérries. Mais la douleur est soulagée par la conscience de la grande cause pour laquelle ils sont morts, elle est adoucie par le fait que devant les yeux de la mère croît aujourd'hui une telle vie dont ils ont ardemment rêvé, vie pour laquelle ils sont entrés en lutte et pour laquelle ils ont donné leur vie.

A aucune mère au monde je ne dois dire combien sont profondes les blessures après la perte de l'enfant.

Mais, à chaque mère au monde, à chaque femme au monde, à chaque homme progressiste, en tant que mère qui a perdu trois fils, et femme qui a perdu son mari, je voudrais dire que de toutes les blessures la plus difficile est de supporter celle causée par le fait de cracher sur le sang de ses enfants, de fouler sous les pieds la douleur de la mère.

Moi, en tant que femme yougoslave, une des milliers de nos mères qui ont perdu les enfants dans la lutte contre le fascisme, je pose la question à tous les hommes progressistes du monde: au nom de quels principes »progressistes« la lutte de libération et la révolution d'un peuple sont-elles proclamées une oeuvre de la Gestapo? Au nom de quels principes »progressistes« crache-t-on sur le sang de nos enfants, revivant nos douleurs? Au nom de quels principes »progressistes« répandent-ils les mensonges sur notre pays? Cela ne peut servir à rien les progressiste, ceci est au service des buts ténébreux des dirigeants soviétiques qui de notre pays, trempé de sang, pays libre socialiste, veulent créer une gouvernance obéissante.

Dans le cœur de nos mères, les calomnies et les mensonges n'ont pas trouvé de place. Personne dans nos yeux ne saurait salir le grand nom et la figure respectissante du camarade Tito.

J'ai vu le camarade Tito plusieurs fois pendant la guerre. Je l'ai vu pendant la 4ème et 5ème offensive ennemie lorsqu'il fut quotidiennement exposé aux balles ennemis, comme tout autre combattant. Comment pourrai-je croire aux mensonges répandus sur lui?

Nos œuvres continuent de parler aujourd'hui clairement au monde entier. Aucun mensonge ne saurait les cacher.

Nos travailleurs en suivant le camarade Tito, luttent pour l'éducation du socialisme. Toute notre force, nous la puisons de la conscience de la juste et grande cause pour laquelle nous luttons.

LES DÉLÉGUÉES YOUGOSLAVES AU PREMIER CONGRÈS DE LA FDIF CONDAMNENT LE PROCÉDÉ ENVERS LE FAF

Au premier Congrès constitutif de la FDIF, les femmes yougoslaves ont été représentées par des camarades: Mitra Mitrović, Anka Berus, Kata Pejnović, dr. Olga Milošević, Ančka Hafner, Olga Humo, Milica Stanišić, Veselinka Malinska, Evgenija Selić, Nada Sremec, Krista Djordjević et Mileva Rodić.

Les kominformistes de la FDIF, »regrettent« ces femmes. Dans le bulletin de la Fédération de septembre—octobre 1948 elles rendent hommage à ces femmes »qui ont tout le droit aux sympathies, sentiments fraternels de toutes les femmes démocrates et dans la lettre du Bureau de l'Union des Femmes Françaises, adressée au Secrétariat de la FDIF, dans laquelle ont demandé l'exclusion du FAF de Yougoslavie de la FDIF, les dirigeantes kominformistes de la FDIF disent que les dirigeantes du FAF »ne parlent plus au nom de celles des paysannes, de celles des travailleuses, de ceux des partisanes, de ceux des héroïnes admirables que nous avons vus au premier Congrès constitutif de la FDIF, en novembre 1945 à Paris.«

A la question où sont ces femmes admirables que nous avons connues au premier Congrès constitutif de la FDIF, dans sa lettre par laquelle elles répondent aux attaques lâches des kominformistes du bureau de l'Union des Femmes Françaises, les femmes yougoslaves déléguées au Premier Congrès disent entre autre:

Nous avons appris par l'intermédiaire de l'organe du Parti communiste Français, l'»Humanité», que le Bureau de l'Union des Femmes Françaises a adressé une lettre à la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, dans laquelle il déclare ne pas désirer participer au prochain Conseil de la Fédération aux côtés des représentantes des femmes yougoslaves ...

Le Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie saura, cette fois aussi, condamner et repousser cette nouvelle provocation des dirigeantes du Bureau de l'Union des Femmes Françaises qui se sont enlisées dans toute la crasse de la campagne kominformiste contre notre pays socialiste et qui essayent maintenant d'entraîner dans leur complot l'Union des Femmes Françaises.

Nous ne voulons ici, en tant que participantes du Congrès constitutif de la FDIF, tenu en novembre 1945 à Paris, que mentionner la partie de la lettre dans laquelle le Bureau de l'Union des Femmes Françaises nous prodigue si étourdiment ses éloges, c'est à dire la partie dans laquelle il est dit qu'elles — ces quelques dirigeantes du Bureau — sont persuadées que les dirigeantes actuelles du Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie ne parlent pas au nom des millions des femmes yougoslaves, ne parlent pas au nom de ces paysannes, ouvrières, de ces héroïnes admirables qu'elles ont rencontrées au premier Congrès Constitutif de la FDIF en novembre 1945 à Paris.

Nous répondons aux auteurs de cette lettre qu'elles se sont encore une fois trompées, qu'elles ce sont compromises devant les femmes progressistes du monde entier et que leurs espoirs, conçus dans leur fantaisie kominformiste, ont échoué.

C'est tout à fait étourdiement en vain que le Bureau de l'Union des Femmes Françaises regrette les admirables femmes yougoslaves rencontrées en 1945 au Congrès de Paris. Nous toutes, jus'qu'à la dernière, qui avons participé au Congrès constitutif de Paris en 1945, ensemble avec les millions de femmes yougoslaves courageuses que nous représentions à ce Congrès, éditions aujourd'hui, aussi en commun, notre pays dévasté par les occupants fascistes allemands, hongrois, italiens et bulgares, et sous la conduite du Parti communiste, avec le camarade Tito en tête, nous le transformons en patrie prospère et socialiste, dans laquelle les femmes et les mères jouiront tout le fruit de leur travail. Et c'est un tel pays, de tels peuples et de telles femmes courageuses que les dirigeantes de l'URSS et des pays de démocratie populaire accablent aujourd'hui de difficultés nouvelles, tandis que les calomniateurs tels que les membres du Bureau de l'Union des Femmes Françaises qui ont écrit cette lettre suivent leur trace en trottinant. Mais, en dépit de ceci, ensemble avec les millions de femmes yougoslaves, héroïnes admirables, nous luttons aujourd'hui, avec la même ardeur, le même enthousiasme, le même consentement à tous les sacrifices, admirés par tout le Congrès de 1945 et les masses féminines françaises, contre les nouvelles attaques contre notre pays et nous défendons son indépendance en vue d'édifier le socialisme le plus rapidement possible.

Nous, les participantes à ce Congrès constitutif à Paris nous avons continué après 1945 à participer activement dans la lutte de ces peuples pour l'édification du socialisme, dans la lutte pour la paix, dans toutes les campagnes entreprises par notre Front Antifasciste des Femmes, et quelques unes d'entre nous ont été réélues au Congrès de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes à Budapest, en décembre 1948, comme membres du Comité Exécutif et du Conseil de la FDIF.

Et, comme nous avons parlé alors au nom des millions de femmes yougoslaves, nous déclarons aujourd'hui que nul mensonge, calomnie et menace quelconque, nul bavardage hypocrite sur un prétendu

amour pour les peuples et les femmes yougoslaves dont seuls les dirigeants, paraît-il, ne valent rien, nulles tentatives hostiles contre notre pays, ne sauront, un seul instant, faire flétrir les millions des femmes yougoslaves dans leur amour et leur confiance en leurs dirigeants, avec le camarade Tito en tête, et dans leur lutte pour la cause juste de leur pays socialiste, pour lequel elles ont consenti tant de sacrifices. Aussi, les dirigeantes du Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie, notre délégation au Congrès de Budapest et les représentantes des femmes yougoslaves à la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, expriment-elles avec conséquence cette attitude et cette opinion des millions des femmes yougoslaves, membres du Front Antifasciste des Femmes de Yougoslavie.

(Les participantes au Congrès constitutif de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes à Partis en novembre 1945: Mitra Mitrović, Kata Pejnović, Dr Olga Milošević, Anka Berus, Ančka Hafner, Olga Huno, Milica Stanišić, Veselinka Malinska, Evgenija Selić, Nada Sremec, Krista Djordjević, Mileva Rodić»).

Nous ferons tout pour que la vérité sur notre pays, sur la lutte que mènent nos peuples se montre en pleine lumière à tout démocrate progressiste au monde

A la IVème séance plénière du Comité central du FAF de Yougoslavie, tenue à Belgrade le 6 et le 7 février 1950, entre autres questions a été examinée la question d'exclusion du FAF de Yougoslavie du sein de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes. Sur base des rapports sur les tâches du FAF dans le mouvement démocratique international des femmes et à la base de la discussion générale, le Plénum a pris la suivante.

RESOLUTION

Le Plénum du Comité central du FAF de Yougoslavie constate que l'exclusion du FAF de Yougoslavie du sein de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, prononcée au Conseil de la FDIF tenu à Moscou du 17—22 novembre 1949, est une conséquence de la subordination de cette organisation internationale aux buts de l'Informbüro, conséquence de la transformation des organisations internationales en instruments de lutte en vue d'établir dans le monde des rapports non basés sur l'égalité, d'imposer la politique hégémoniste de l'URSS aux autres pays. De ce fait la FDIF s'est ralliée à la campagne hostile que les dirigeants du Parti et de l'Etat soviétiques, de même que les dirigeants des autres pays kominformistes, mènent contre l'indépendance et l'édification socialiste de notre pays.

La décision du Conseil de la FDIF à Moscou d'exclure le FAF de Yougoslavie, constitue un acte arbitraire et hostile à l'égard des femmes de Yougoslavie et a été adoptée d'une façon illicite et non-démo-

cratique, étant donné que le droit d'exclure les organisations nationales du sein de la FDIF appartient exclusivement au Congrès.

Le procédé employé pour exclure le FAF de la FDIF montre le vrai visage de la clique kominformiste qui s'est ancrée au sein de la direction de la FDIF et il révèle les méthodes non-démocratiques qu'elle pratique dans les coulisses. Au IIe Congrès à Budapest, les dirigeantes de la FDIF n'ont même pas osé soulever en public la discussion à notre sujet, bien qu'elles aient, par ailleurs, accordé leur appui à tout acte hostile et à toute intrigue tramée contre les représentantes des femmes de Yougoslavie. Elles ont encore moins osé poser au Congrès la question de l'exclusion du FAF du sein de la FDIF par crainte de se heurter à la désapprobation des femmes progressistes du monde qui connaissent fort bien la lutte héroïque menée par les femmes yougoslaves contre le fascisme au cours de la guerre de la Libération nationale, de même que leur rôle actuel dans la lutte pour la paix mondiale et pour l'éducation du socialisme dans leur pays. Les dirigeantes de la FDIF ont esquivé toute discussion nous concernant jusqu'au Conseil de Moscou où, en l'absence des déléguées du FAF, elles ont prononcé la décision d'exclure le Front antifasciste des Femmes de Yougoslavie du sein de la Fédération.

Afin de dissimuler la vérité sur la Yougoslavie nouvelle et assurer l'adoption d'une décision arbitraire et irrégulière sur l'exclusion du FAF, la direction de la FDIF a intentionnellement empêché la venue des représentantes des femmes yougoslaves au Conseil de Moscou, quoiqu'elles fussent élues membres du Comité exécutif et du Conseil de la FDIF au Deuxième Congrès de Budapest. Ceci démontre que les dirigeantes de la FDIF ont introduit dans cette Fédération des méthodes non-démocratiques, étrangères à une organisation internationale progressiste.

En prononçant l'exclusion du FAF du sein de la FDIF, les dirigeantes de cette dernière se sont placées dans la ligne des briseurs du mouvement progressiste des femmes en lutte pour la paix dans le monde, dans la ligne de ceux qui sèment la confusion et le trouble dans les masses des femmes démocratiques et qui affaiblissent la lutte en faveur de la réalisation du programme de la FDIF, voté en 1945 par le Ier Congrès de la Fédération à Paris.

Le 4e Plénum constate que le Comité central du FAF a fait toutes les démarches nécessaires en vue de faire connaître à ses membres, à toutes les femmes démocratiques du monde et à toutes les sections nationales de la FDIF, le fond même de cette question et l'attitude des dirigeantes de la FDIF à l'égard de notre organisation, de même que l'attitude du FAF de Yougoslavie à ce sujet.

A la suite de la décision du Secrétariat de la FDIF de retirer aux représentantes des femmes yougoslaves leurs invitations à la session du Conseil de la FDIF à Moscou, le Comité exécutif du Comité central du FAF de Yougoslavie a adressé un mémorandum au Conseil de la FDIF à Moscou. Le Comité exécutif de la FDIF n'a pas mis à l'ordre

du jour des séances du Conseil nos justes revendications énoncées dans ce mémorandum, demandant au Conseil d'entendre notre point de vue en présence de nos représentantes et d'envoyer en Yougoslavie une commission chargée de vérifier les activités du FAF. De ce fait une grave infraction a été faite aux statuts de la FDIF qui spécifient que chaque organisation adhérente à la FDIF a le droit de soumettre ses propositions à la discussion du Congrès et des autres organismes dirigeants de la FDIF et d'assister aux séances au cours desquelles ces propositions seront discutées. Les membres du Conseil qui ont assisté à cette séance, ayant permis un tel procédé, la responsabilité de la FDIF et du Conseil devant tout le mouvement progressiste des femmes n'en est que plus lourde.

Les femmes de Yougoslavie ont toujours soutenu et ne cessent de soutenir fermement la lutte que mènent les dirigeants de notre Parti et de notre Etat pour le triomphe des rapports équitables entre pays socialistes, pour le triomphe de la vérité dans le monde. Quant aux procédés de la FDIF à l'égard de notre FAF, à l'égard des femmes yougoslaves, celles-ci ont repoussé au cours de leurs grands meetings et par de nombreuses résolutions et protestations adressées au Conseil de la FDIF à Moscou, les calomnies et les viles attaques lancées contre les dirigeants de notre Parti et de notre Etat et contre les représentantes et les membres du FAF.

Les femmes des peuples de Yougoslavie qui au cours de la dernière guerre ont eu plus de 1.700.000 victimes, qui ont lutté avec conscience pendant quatre années entières, sans un instant de répit, aux côtés des forces progressistes et antifascistes du monde, sous la conduite du PCY, avec son Comité central, le Maréchal Tito en tête, savent fort bien où résident les véritables intérêts de la lutte pour la paix, les intérêts du progrès et de la liberté, auxquelles tant de leurs soeurs sacrifièrent leur vie. Par les infâmes calomnies, que les dirigeantes de la FDIF ressassent à la suite de l'URSS, sont profanés les sentiments les plus sacrés, non seulement de nos combattants, mais aussi de tous les véritables militants à travers le monde, de tous ceux qui luttent aujourd'hui contre le fascisme, pour la liberté, la démocratie et la paix.

Par leur lutte héroïque contre le fascisme, par leur participation à l'édification du socialisme de leur pays et par la lutte qu'elles soutiennent pour la paix et la démocratie, les femmes de Yougoslavie occupent une place d'honneur parmi les larges masses des femmes démocratiques dans le monde et nulle décision de la direction de la FDIF, adoptée sous le diktat de l'URSS, ne peut les isoler du Mouvement progressiste international des femmes.

En luttant, de concert avec toutes les organisations de masse, pour des rapports équitables dans le monde, contre la politique de subordination et d'hégémonie, contre les plans agressifs gros de menaces de guerre, contre la production et l'emploi de l'arme atomique, en luttant pour les principes fondamentaux de l'ONU et pour les droits des petits

peuples, le FAF de Yougoslavie est devenu un participant actif de la lutte pour la paix. S'inspirant de ces buts sublimes qui répondent aux tendances de tous les hommes et de toutes les femmes progressistes et pacifistes du monde, le FAF continuera à développer ses activités, tout en luttant pour le triomphe de la vérité dans le monde en s'en tenant à la ligne du développement et du renforcement de l'unité des femmes démocrates du monde qui combattent pour la paix et la démocratie.

Le 4e Plénum du FAF de Yougoslavie recommande à tous les organismes dirigeants du FAF, et en particulier au Comité central et aux Comités républicains, d'élargir leurs activités et d'offrir aux plus larges masses des femmes dans le monde la possibilité d'apprendre la vérité sur notre lutte pour l'édification du socialisme et la sauvegarde de l'indépendance de notre pays. En ce sens, le FAF s'efforcera surtout de permettre à tous les membres des sections nationales de la FDIF de se mettre au courant des procédés employés par leurs dirigeantes afin d'éliminer ainsi de la Fédération les méthodes non-démocratiques de diktat et d'obéissance aveugle que les dirigeantes de la Fédération y ont introduites suivant les directives de l'Informburo.

Nous établirons le contact le plus étroit avec les femmes progressistes du monde qui manifestent un intérêt grandissant à l'égard de notre pays et de la lutte que mènent aujourd'hui nos peuples pour son progrès continu et son indépendance. Nous leur donnerons la possibilité de venir personnellement s'assurer de la vérité à notre sujet, afin qu'elles puissent ensuite informer de la situation effective régnant dans notre pays les larges masses de femmes démocrates du monde, ce qui constituera une contribution substantielle à la cause de la paix, de l'indépendance et de l'égalité en droit des peuples.

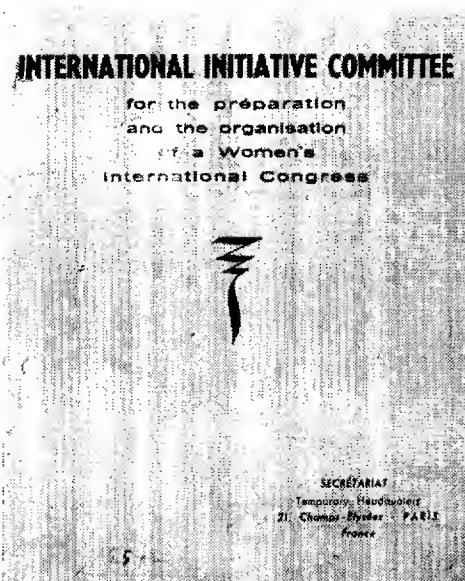
IVe Plenum du Comité Central du FAF de Yougoslavie.

(Fac-s. 38).

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310013-6

LES FAC-SIMILÈS

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310013-6



SECRETARIAT

Temporary Headquarters
21, Champs Elysées - PARIS
France

At the recommendation of the first congress of the UNION DES FEMMES FRANÇAISES — Union of French Women — an organization with membership of nearly a million — the delegations of the following countries

GREAT BRITAIN
BELGIUM
CHINA
SPAIN
ITALY
U. S. S. R.
YUGOSLAVIA

agreed to set up an INTERNATIONAL INITIATIVE COMMITTEE, its purpose will be the preparation and organization of an International Congress of women with the object of working towards a coordination of the activities of women throughout the world on the following essential programme:

To destroy fascism and to ensure democracy in all countries
To work for a better life for future generations

To give to women, "the rights" that are set out in the International Women's Charter

AS MOTHERS, the right to bring up their children in a world free from the fear of want and free from the fear of poverty, the right of decent health care and a decent life for all their children

AS WORKERS, the right to enter all occupations and professions, to receive equal pay for equal work, and the same opportunities as men for finding employment, equal pay to all responsible positions, the ending of exploitation of women in their labour, and the encouragement of world-wide conditions

AS CITIZENS, the right to equal status with full and full democratic expression, the opportunity to vote and to serve on committed juries and public bodies, whether national or international

And above all to work for the establishment of a lasting peace with the vast majority

A provisional International Initiative Committee was formed immediately and has its headquarters in Paris at

21, CHAMPS ELYSEES — PARIS 8^e

Signatures

BRITAIN

Mrs. Elizabeth ALLEN

FRANCE

Mrs. COTTON

FRANCE

Mrs. DUBREU

ITALY

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

FRANCE

Mrs. HSSEN MIN

U. S. S. R.

Mrs. POPORA

YUGOSLAVIA

Mrs. Victoria XANT

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

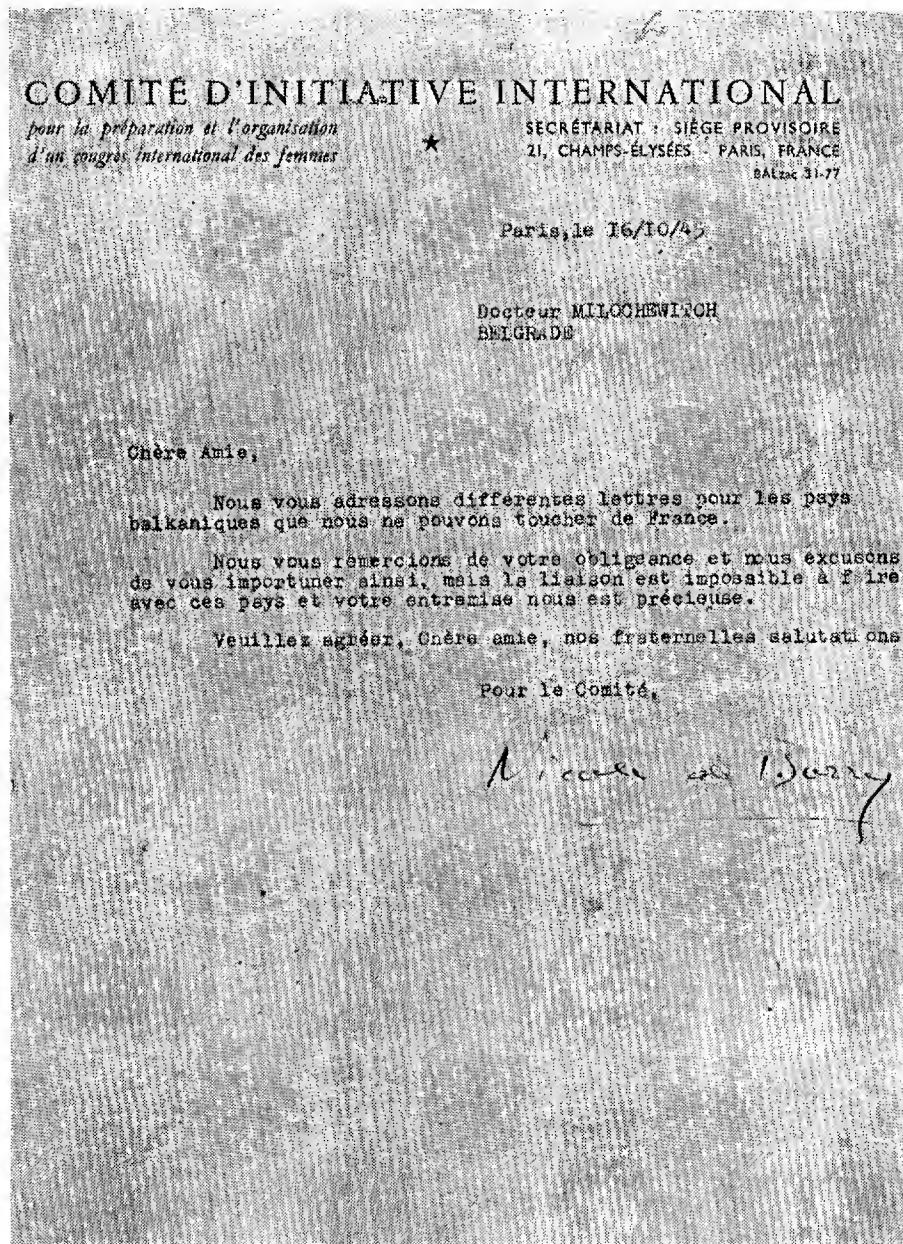
YUGOSLAVIA

Mrs. V. V. V. V.

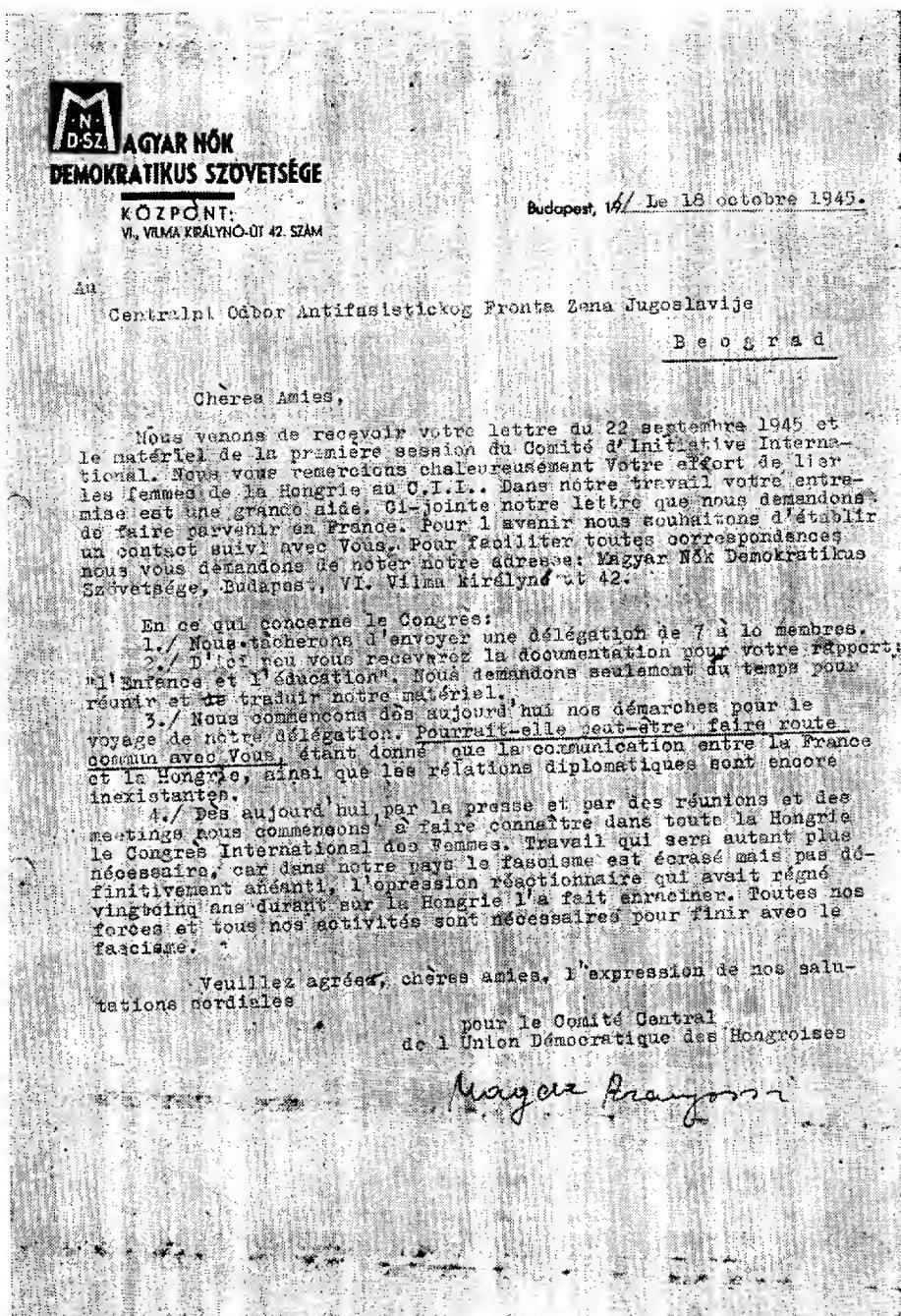
YUGOSLAVIA

Mrs. MARCHESINI GÖTTSCHE

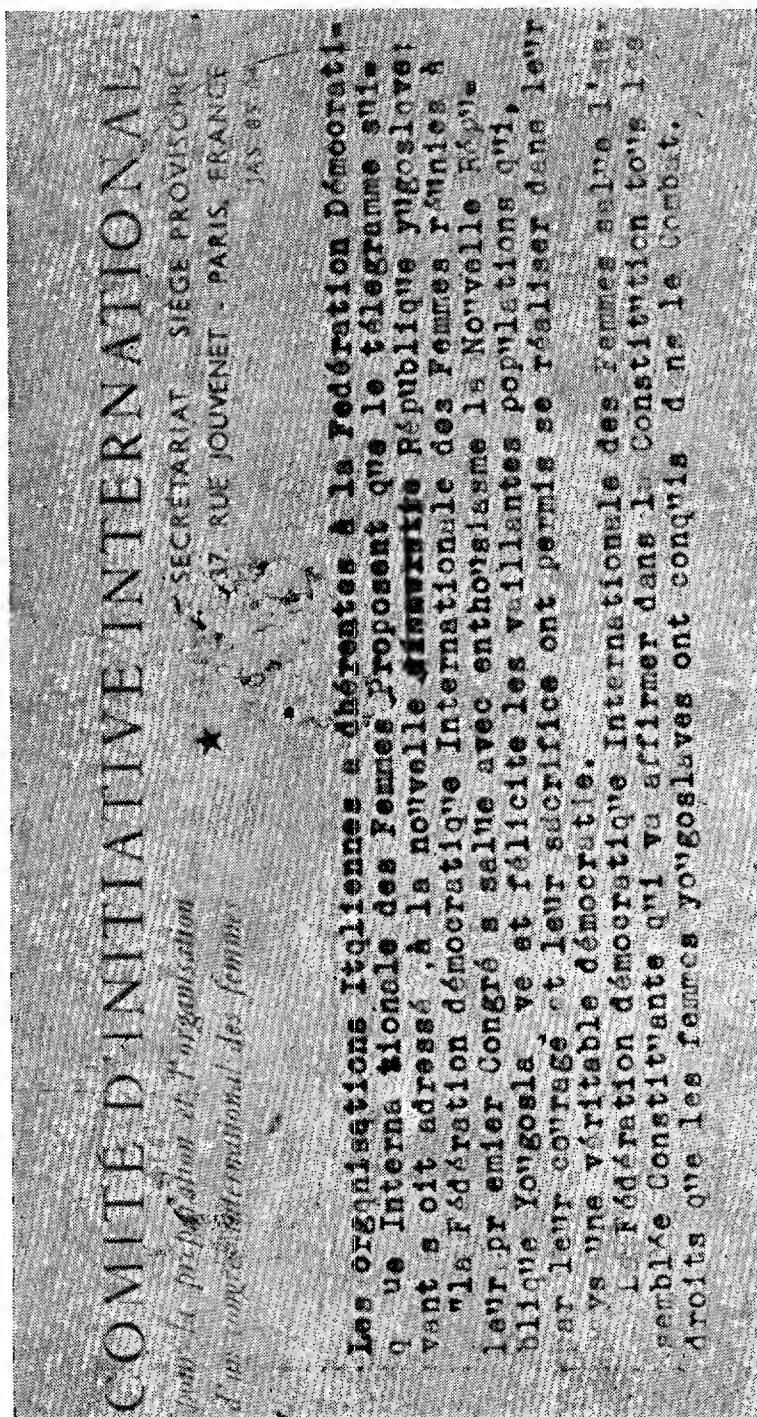
YUGOSLAVIA



Fac-similé 2. Lettre du comité d'initiative pour la convocation du congrès constitutif de la Fédération internationale des Femmes démocratiques adressée à Olga Milošević, représentante du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie au comité d'initiative.



Fac-similé 3. Lettre du comité central de l'Union démocratique des femmes hongroises au comité central du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie.



Fac-similé 4. Lettre de salutations du congrès constitutif de la Fédération internationale des femmes démocratiques 1945, adressée au comité central du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie.

COMITATO D'INIZIATIVA INTERNAZIONALE
PER LA PREPARAZIONE E L'ORGANIZZAZIONE
D'UN CONGRESSO INTERNAZIONALE DELLE DONNE
SEZIONE ITALIANA

Jan 29 mon

la déléguée, tels que un Comité
comité international des Femmes a-
mené son salut à la République yougoslave
qui vient d'être proclamé en tant que
que la Yougoslavie démocratique de la
ville de Belgrade. Que la Yougoslavie soit
garantis au bien être du peuple et au
succès de la Paix. La déléguée salutera.

Une telle 5. Lettre de salutations de la délégation des Femmes italiennes adressée au comité central du Front antifasciste des Femmes Yougoslavie du congrès consultatif de la Fédération internationale des Femmes démocratiques, 1945

44 - Misses' Blouse. Perfume

10 February 1948

Very Cheres Amus

A Chiriac et Mr Plant m'ont donné la
ségnificative trousse de dentelle que vous le
avez faite pour moi lors de votre Congrès
de Paris.

the only favorable one for the
new proposed legislation. That has been
determined. This has been fully considered
in both grades. Therefore it was decided
in this particular example a few millions of
dollars will be furnished. The Bullitt will be
the only one to receive any money.

Je pourrais continuer dans habiles
détilets qui sont tournés à une mappe de
en regardant leur véritable objet ?'art qui elles
sont en usage, j'y trouve le symbole de
l'art officiel de l'artiste qui a fait faire
faire les peintures, cette façon d'en faire les
domaines, pour réaliser partout, la condition
des conditions de ces œuvres de l'art, la
seconde partie.

Charles Rivers, son of the late Dr. Rivers
Composing the Tables for the Corporation of
a Building Committee

500 G. M.

FÉDÉRATION DÉMOCRATIQUE INTERNATIONALE DES FEMMES
WOMEN'S INTERNATIONAL DEMOCRATIC FEDERATION
FEDERACIÓN DEMOCRÁTICA INTERNACIONAL DE MUJERES
Международная Демократическая Федерация Женщин

Adresser la correspondance à
Address all correspondence to
Toda comunicación ha de ser dirigida a
Парисоматъ ико корреспонденции
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
37, RUE JOUVENET, PARIS-XVI
TEL. JAS 8-04
C.C.P. 320-31
BANQUE NATIONALE LAZPE
45, BOULEVARD HAUTBOIS

Paris, le 28 Avril 1947

Madame Varvara NOVOSEL
Antifascisticki Front Zens
Resavska 24/Vi
ESKORAD

Chère amie,

Nous avons reçu vos lettres des 27 mars et 12 avril, ainsi que les résolutions des femmes yougoslaves à l'occasion du 8 Mars.

Nous avons été vraiment touchées du dévouement et de l'enthousiasme de toutes les femmes pour la Fédération et nous sommes heureuses de constater votre bon travail auprès des larges masses féminines de votre pays, en faveur de notre Fédération.

Nous vous demandons seulement, chère amie, de nous tenir au courant, en détail, de vos campagnes de diffusion des Résolutions et d'accomplissement des tâches découlant du Conseil. Nous vous prions également de nous informer de vos réalisations sur le plan national, la Yougoslavie étant l'un des pays dont le travail éveille le plus d'intérêt parmi nos sections.

Vous recevrez bientôt des précisions concernant la mise en marche des Commissions. Nous espérons que le Bulletin consacré au Conseil vous est bien parvenu.

Recevez, chère amie, nos salutations les plus amicales.



Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER

Fac-similé 7. Lettre du secrétariat de la Fédération internationale des Femmes démocratiques, adressée le 28 avril 1947 au Front antifasciste des femmes de Yougoslavie.



3
UNIONE DONNE ITALIANE

VIA GIUSTINIANI, 5 - Tel. 51628

ROMA

Protocollo N. 05/1 YY.

Roma 5 Febbraio 1946

ANTIFASISTICKI FRONT ZERA JUGOSLAVIJE
GENERALA ZDANOVA 3-4/V BEOGRAĐ

Care compagni,

noi delegate italiane, ritornando in sede sentiamo il bisogno di esprimere tutto il nostro entusiasmo e la nostra ammirazione per la magnifica riuscita del Vostro interessissimo Congresso.

La perfezione con cui lo avete organizzato, tutte le cure e le squisite premure che avete avuto per le delegate e per la nostra Associazione, unite al vivo interesse e ai profondi insegnamenti che uscivano dal Congresso, ci hanno reso il nostro soggiorno a Belgrado oltremodo piacevole ed indimenticabile.

Noi donne italiane abbiamo molto da imparare da Voi, perché malgrado i grandi sacrifici della nostra gloriosa lotta partigiana, il fascismo, il capitalismo interno e l'imperialismo americano, rimangono ancora nel nostro Paese, perciò noi dobbiamo col vostro esempio lavorare e lottare strenuamente perché tutto ciò finisca per sempre.

Le umane parole pronunciate al Congresso dal Maresciallo Tito, ci sono rimaste impresse nella mente e nel cuore e vi promettiamo di lottare con tutte le nostre forze per la pace nel mondo e per il trionfo della democrazia.

Di questo vi assicuriamo, mentre con parole inadeguate al sentimento che proviamo, vi ringraziamo di tutto quanto avete fatto per noi e per la nostra associazione, durante il nostro soggiorno a Belgrado.

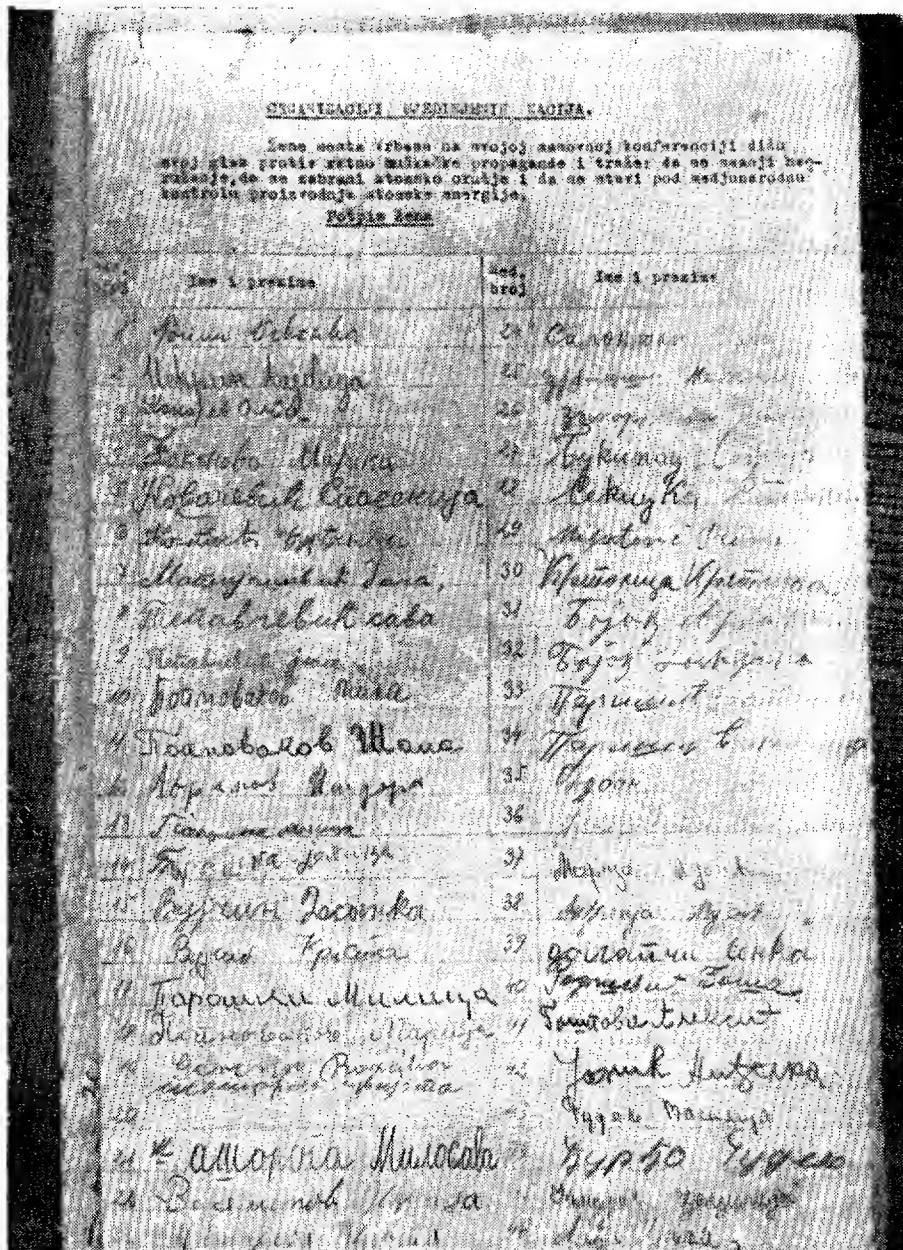
Augurandovi sempre buon lavoro, affettuosamente Vi salutiamo.

P. IL COMITATO DIRETTIVO NAZIONALE

(Pina Palumbo)

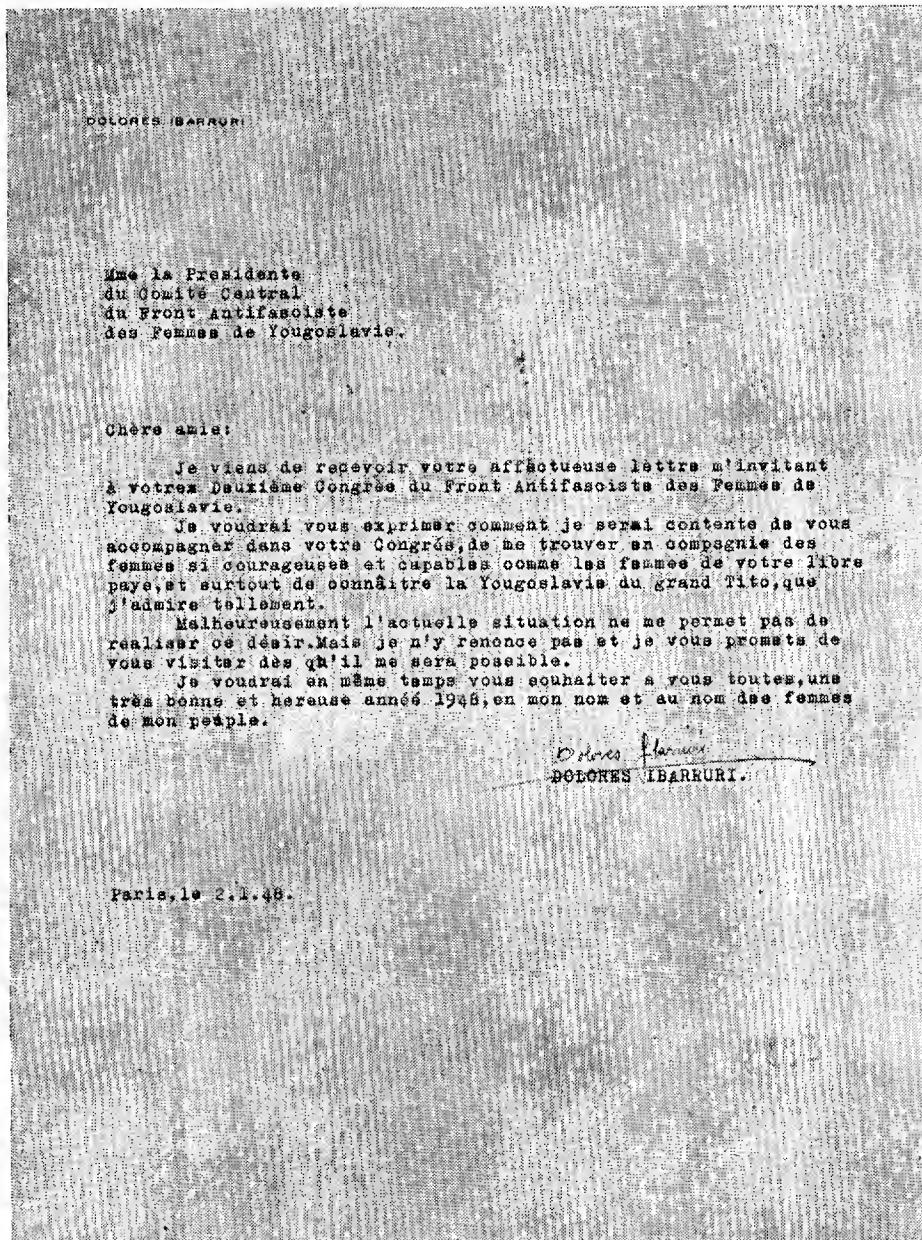
Pina Palumbo

Fac-similé 9. Lettre de Pina Palumbo, adressée au nom du comité directeur de l'Union des femmes italiennes au comité central du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie.



Fac-similé 10. Lettre adressée par les femmes de la ville de Vrbas (Voïvodine) à l'ONU et dans laquelle elles demandent l'interdiction de l'emploi de l'énergie atomique dans des buts de guerre.





Fac-similé 12. Lettre de Dolores Ibarruri adressée au Front antifasciste des femmes de Yougoslavie à l'occasion du II congrès du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie.

El pueblo yugoslavo, es la expresión nata
de profundos sentimientos operados en la Yugoslavia
de Tito, el general liberador del pueblo yugoslavo.
Con gran emoción saludo a las mujeres
yugoslavas, actrices participantes en la lucha
por la libertad y la independencia de su patria.

Yolanda Ibarri

Yugoslave

Fac-similé 13. Texte écrit par Dolores Ibarruri au Livre d'Or yougoslave à l'exposition internationale des femmes, organisée par la Fédération internationale des Femmes démocratiques, 1948, à Paris.

À ma profonde sympathie pour les femmes
yugoslaves et toute mon admiration pour leur
grand rôle constructif actuel

E. Cotton

Texte écrit par Mme Eugénie Cotton dans le Livre d'Or yougoslave à l'Exposition internationale des femmes, organisée par la Fédération internationale des Femmes démocratiques, 1948, à Paris.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310013-6



Fac-similé 14. Télégramme de l'Union démocratiques des femmes hongroises adressé au Front antifasciste des femmes de Yougoslavie à l'occasion de la célébration de la fête nationale du peuple yougoslave «Le Jour de la République» 1947.



Fac-similé no 6. Télégramme de l'Union démocratique des femmes hongroises de la ville de Budapest au comité central du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie à l'occasion de la célébration de la fête nationale du peuple yougoslave «le Jour de la République» 1947.

UNIONE DELLE DONNE ITALIANE

COMITATO D' INIZIATIVA

ROMA - Via IV Novembre, 144 - Tel. 681-251 - ROMA

Roma, 18 Luglio 1945

Antifascistički Front Žena

Glavni Odbor za Jugoslaviju
Beograd

Resavska 34 v

Amiche e sorelle Jugoslave,

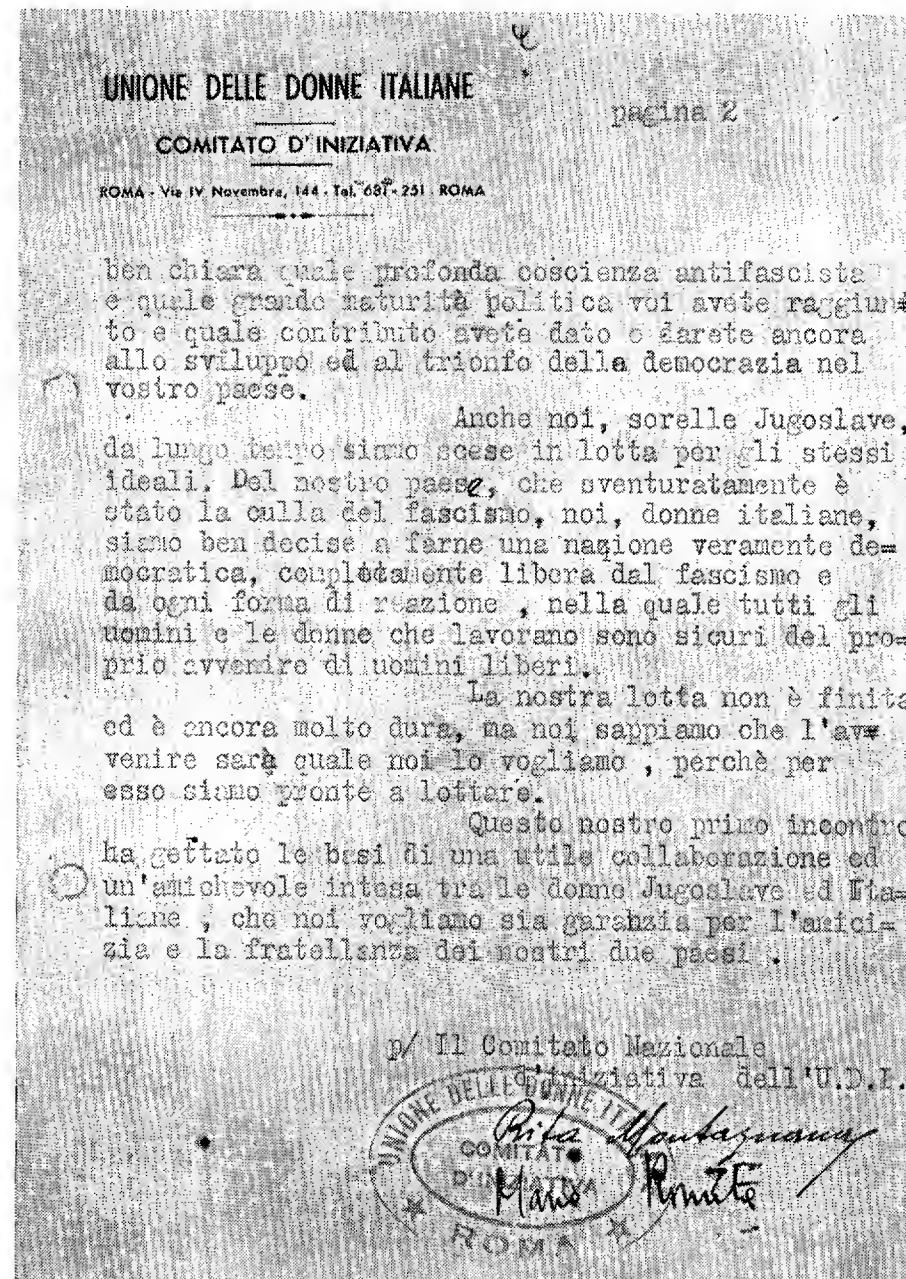
al ritorno a Roma della delegazione da noi inviata al Congresso Nazionale del Fronte Antifascista delle Donne di Jugoslavia ci è grato esprimere nuovamente il nostro ringraziamento per l'invito che ci avete rivolto e per le affettuose accoglianze riserbate alle nostre inviate.

Molto utile è stato per noi l'aver potuto conoscere da vicino il magnifico lavoro che avete svolto e l'ampiezza dei vostri programmi per il futuro: abbiamo sentito che veramente le vostre esperienze si sono comunicate anche a noi e questo ci renderà più sicure nel lavoro, che nel nostro paese presenta non lievi difficoltà.

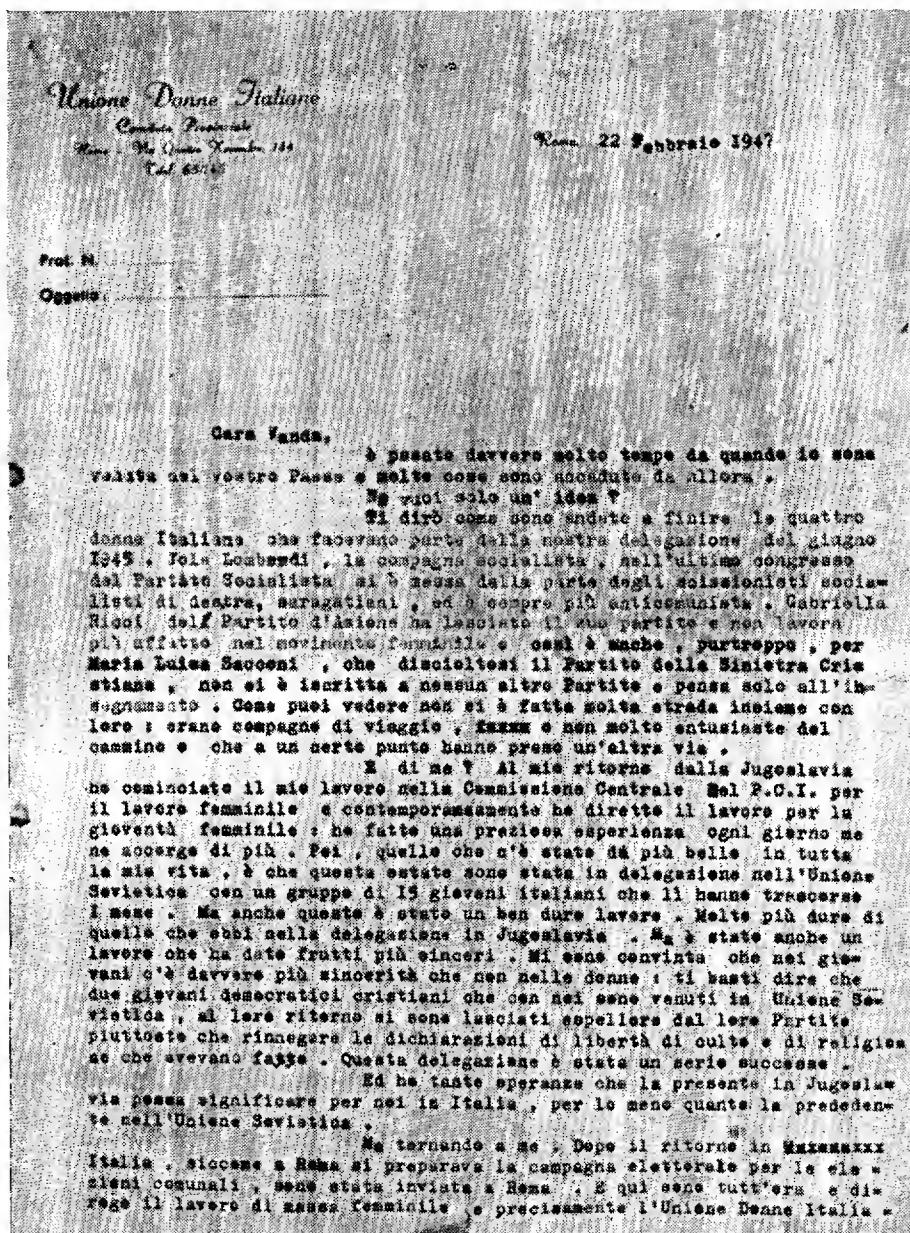
La storia delle donne Jugoslave di questi ultimi anni, le vostre gloriose eroine cadute per la libertà, le coraggiose partigiane dell'Armata Jugoslava, ci sono oggi più vicine; più vicine ci sono le contadine, operaie, massaietxx che in tutte le regioni danno la loro opera al magnifico lavoro della ricostruzione.

Ma soprattutto in noi è

Fac-similé 17. Première page de la lettre de l'Union des femmes italiennes adressée au comité central du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie après le retour de leur délégation au premier congrès du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie, 1945.



Fac-similé 17. Deuxième page de la même lettre de l'Union des femmes italiennes.



Fac-similé 18. Première page de la lettre de Maria Michetti adressée au nom de l'Union des femmes italiennes le 22 février 1947 au secrétaire du comité central du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie.

Unione Donne Italiane

Comitato Provinciale
Roma - Via D'Urso, Numero 164
7345 63115

Roma

Prot. N.

Oggetto:

... e' un ben dure lavoro. Quella di Roma e' la provincia piu numerose e per tante ragioni e cosi importante. Si tratta di dirigenti, in una cittadina dove c'è il Governo, la lave della rottura e il Vaticano una massa di donne, tali che alle elezioni di piu di 1 milione di donne votanti tra città e provincia.

Ma ho anche molte soddisfazioni dal mio lavoro: anche a Roma, il nostro Partito va avanti.

Caro Fonda, non ho saputo fare a mente di scriverti tante prefazioe e il ricordo che ho del vostro Paese, del vostro popolo e di tutti voi compagni e compagnie Jugoslave. Forse, tu non puoi comprendere quanto cose io abbia imparato dalla vostra esperienza, che pure e tante diverse dalla nostra, ma io sono sicura che e queste il fatto di aver imparato tante da voi, che mi tieni cosi legata a voi, al vostro lavoro ed al vostro Paese.

Penso di farti cosa gradita inviandoti con questa mia lettera un po' di materiali piu recenti del nostro lavoro, sempre per quanto riguarda il lavoro femminile.

E ti chiede troppo se ti prego di salutare per me tutte le compagnie che ho conosciuto? E in particolare tra i compagni Umberto e Milio?

Saluti cari e tanti auguri anche a te per un lavoro sempre piu buone.

Maria Michetti
Maria Michetti

Fac-similé 18. Deuxième page de cette même lettre de Maria Michetti.

UNIONE DONNE ITALIANE

VIA GIUSTINIANI, 5 - TEL. 5202
ROMA

Roma 19 Maggio 1948

Al Comitato Nazionale delle
Donne Antifasciste di Jugoslavia
B E L G R A D O

Caro amico,

Come già spiegato alle vostre delegate al Comitato Esecutivo della P.I.D.F., riteniamo possa essere molto importante, per il nostro lavoro di liberazione delle donne italiane, di riuscire ad organizzare dei viaggi delle nostre operaie, contadine ed intellettuali nel vostro paese e concedere così la vita dei popoli che hanno un governo popolare.

Una delle difficoltà più grosse da superare per l'organizzazione di questi viaggi è quella della spesa, poiché le nostre donne lavoratrici dispongono di pochissimi mezzi, anzi molte donne meridionali non hanno possibilità finanziaria alcuna di pagarsi dei viaggi. Noi pensiamo quindi di svolgere tutta un'azione di solidarietà tra Nord e Sud, tra operaie, contadine, tra donne della città e della campagna, per riuscire a superare alcune difficoltà, tuttavia riteniamo che la somma massima di cui riusciremo a disporre per ogni donna è di L. 10.000 (diecimila lire italiane) per viaggio e permanenza, in totale 10 giorni.

Pensiamo inoltre di organizzare dei gruppi di 15 persone di cui facciano parte sia donne contadine, che operaie, casalinghe, intellettuali, ecc. scelte con molta accuratezza e tra le migliori della loro categoria, di modo che al loro ritorno in Italia ciascuna possa svolgere un utile e largo lavoro di propaganda.

Se voi lo riterrete possibile potremmo organizzare 6 gruppi di 15 donne ciascuno, cioè 90 donne in totale (la cifra globale dipende da voi). I viaggi dovrebbero farsi entro i mesi di luglio e agosto, cioè il periodo delle ferie.

Naturalmente il programma del loro soggiorno in Jugoslavia sarà scelto da voi; tutto è interessante, tutto è nuovo e utile per le nostre donne.

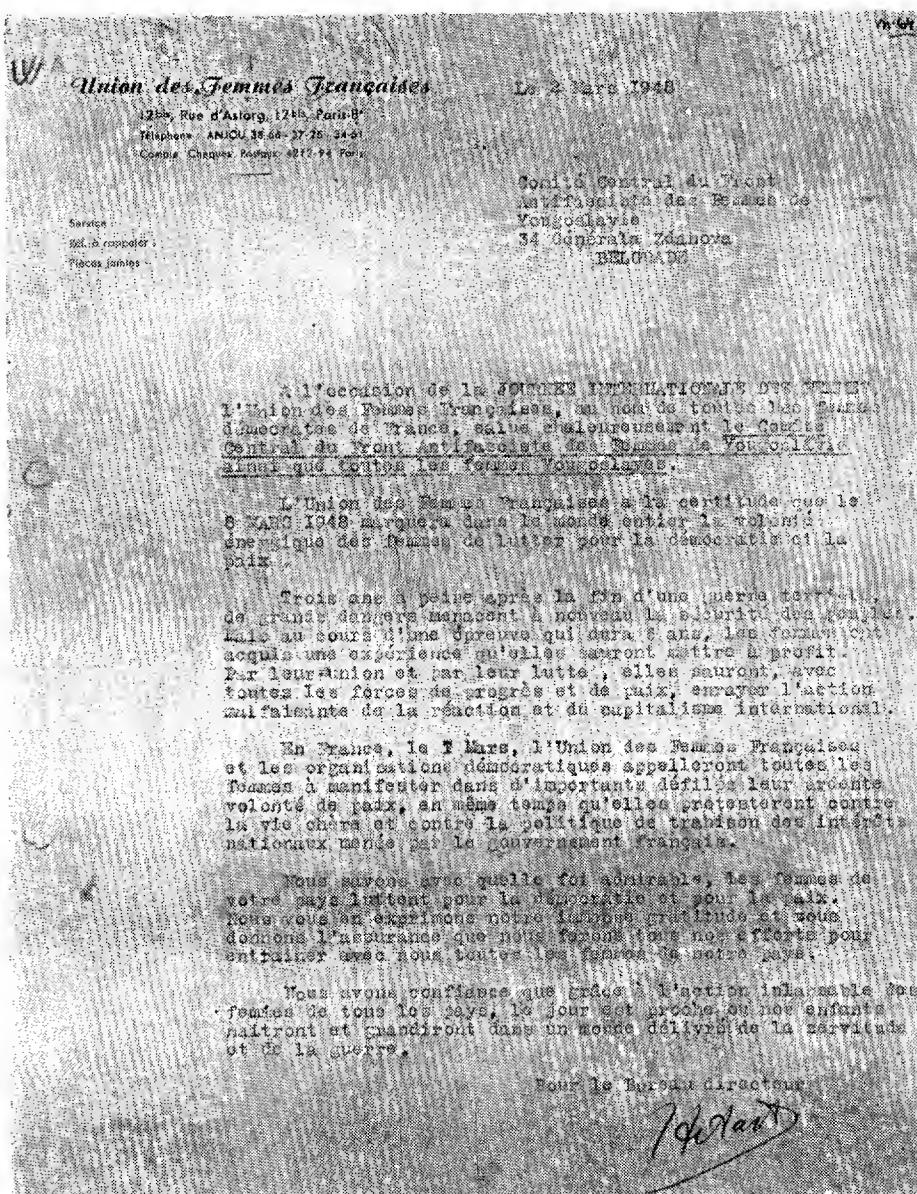
Attendiamo al più presto una vostra risposta sui punti seguenti:

- 1.- come pensate di possa superare la difficoltà finanziaria
- 2.- quante donne ritenete possano venire per quest'estate
- 3.- se vanno bene gruppi di 15 persone di varie categorie
- 4.- se ritenete che un pericolo di 10 giorni in totale - viaggio e permanenza - possa bastare.

Ringraziamoci in anticipo, vi salutiamo molto cordialmente.

P.I. COMITATO NAZIONALE

Fac-similé 19. Lettre de l'Union des femmes italiennes adressée le 15 mai 1948 au comité central du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie.



Fac-similé 20. Lettre de l'Union des femmes françaises adressée le 2 mars 1948
au comité central du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie.

MEMORANDUM DU COMITE CENTRAL DU FAF DE YOUGOSLAVIE

ADRESSE AU CONSEIL DE LA FDIF (Moscou 15-20 novembre 1949) AU SUJET DE LA DECISION DU SECRÉTARIAT DE LA FDIF INTERDISANT AUX REPRESENTANTES DU FAF DE YOUGOSLAVIE L'ACCÈS A LA SÉANCE PLÉNIÈRE DU CONSEIL A MOSCOU

Le Secrétariat de la FDIF a informé ces jours derniers les représentantes du FAF au Conseil de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, les camarades Milta Mitrovitch, Olga Milochévitche, Vida Tomachitch et Vanda Novosel, de sa décision de leur retirer le droit d'assister à la séance plénière du Conseil de la Fédération qui doit avoir lieu à Moscou, en novembre de cette année.

Le Secrétariat de la Fédération donne comme motif d'une telle décision, apportée, soi-disant, sur la proposition des directions de certaines sections nationales, que ces camarades ne luttent pas contre la direction de l'Etat et celle du Parti communiste de leur pays, mais au contraire les soutiennent, et par conséquent, ne sauraient représenter les intérêts et les tendances des femmes démocrates de Yougoslavie.

Le Comité central du FAF de Yougoslavie estime que le Secrétariat de la FDIF n'a aucun droit de déterminer qui représente les femmes démocrates de Yougoslavie. Ce droit est détenu exclusivement par les masses des millions de femme yougoslaves qui, à leur Deuxième Congrès ont élu ces camarades à leur direction centrale, tandis que le Congrès de la FDIF à Budapest, les a élues au Conseil de la FDIF. Par conséquent le procédé du Secrétariat de la FDIF est arbitraire, anticonstitutionnel, et fait partie de la campagne menée par le Kominform, selon les ordres et sous la direction du Gouvernement de l'URSS, contre notre pays et nos peuples.

Les membres du FAF de Yougoslavie, plus de 3.800.000 femmes yougoslaves, ont déjà montré en plusieurs occasions, décisives pour l'existence et le développement de leur pays, leur haute conscience politique. Ce sont des femmes qui ont lutté, fusil en mains, contre le fascisme, pour la liberté, l'indépendance de leur pays, pour la nouvelle Yougoslavie démocratique; pour le redressement du pays dévasté par la guerre, et qui luttent aujourd'hui pour l'édification du socialisme, la transformation de la vieille Yougoslavie arriérée et semi-coloniale, en un pays socialiste et prospère. Personne n'a le droit d'imputer ni d'imposer ce qu'elles ne veulent pas aux femmes qui ont montré à l'oeuvre, par leur sang, leurs efforts et leur dévouement la plus haute conscience politique. La masse des millions de femmes yougoslaves s'est prononcée et se prononce encore quotidiennement au sujet de l'attaque du Kominform contre notre pays. L'organisation du FAF est aujourd'hui plus unie et les femmes yougoslaves plus fermement rattachées que jamais à la direction de notre Etat, à la direction de notre Parti et au camarade Tito. Il est vrai que des

femmes yougoslaves, sous la conduite de notre Parti et du Gouvernement, avec le camarade Tito en tête, luttent pour l'édification du socialisme dans leur pays. Elles contribuent par là au raffermissement des forces de la démocratie et de la paix dans le monde et répondent ainsi au message adressé aux femmes dea pays de démocraties nouvelles, contenu dans le manifeste pour la défense de la paix adopté au II^e Congrès de la FDIF à Budapest: «Poursuivez activement la lutte pour le développement économique de vos pays pour le renforcement de la démocratie.»

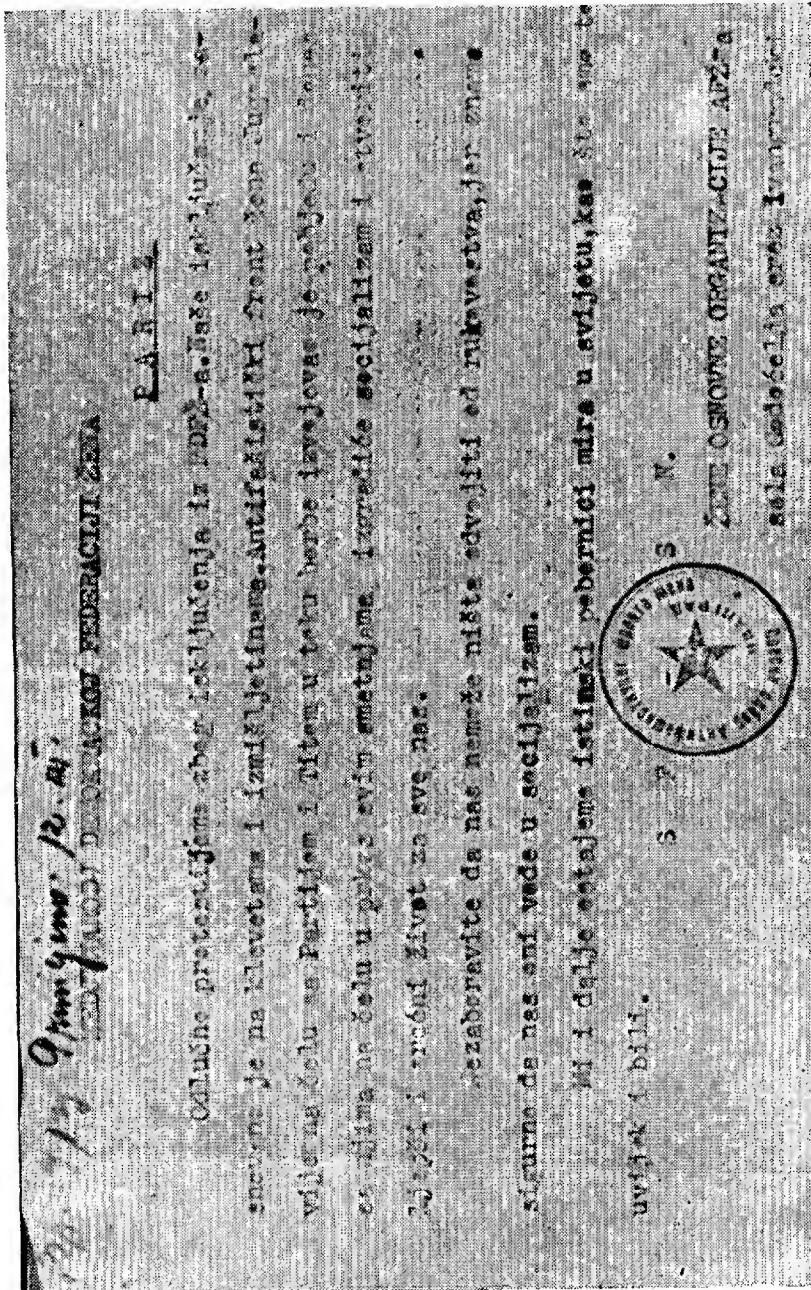
Les femmes yougoslaves, avec leurs enfants, ont vécu toutes les horreurs de la deuxième guerre mondiale, récemment terminée. Le souvenir de la dévastation, des incendies, massacres, pendaisons et meurtres commis par l'occupant fasciste sur la population de leur pays est encore vivant devant leurs yeux. Elles ont lutté, fusil en mains, contre les crimes de l'occupant et de ses laquais du pays. Rien n'est plus sacré et plus nécessaire aujourd'hui aux femmes yougoslaves que la paix, afin de pouvoir, le plus rapidement possible, conjointement avec le peuple entier, édifier le socialisme, ainsi que le bien-être pour leurs enfants. C'est pourquoi elles luttent activement pour la paix et contre toute agression, n'importe de quel côté qu'elle vienne. La clique Kominformiste au sein de la FDIF n'a ni le droit ni le pouvoir de contester cette lutte des femmes yougoslaves.

Personne ne peut enlever aux femmes yougoslaves la place qu'elles occupent dans les rangs des forces démocratiques du monde. L'exclusion arbitraire des séances de la FDIF des représentantes de l'organisation du FAF comptant plusieurs millions de femmes ne fait que nuire à l'autorité de la Fédération, rompt son unité et réduit ses rangs.

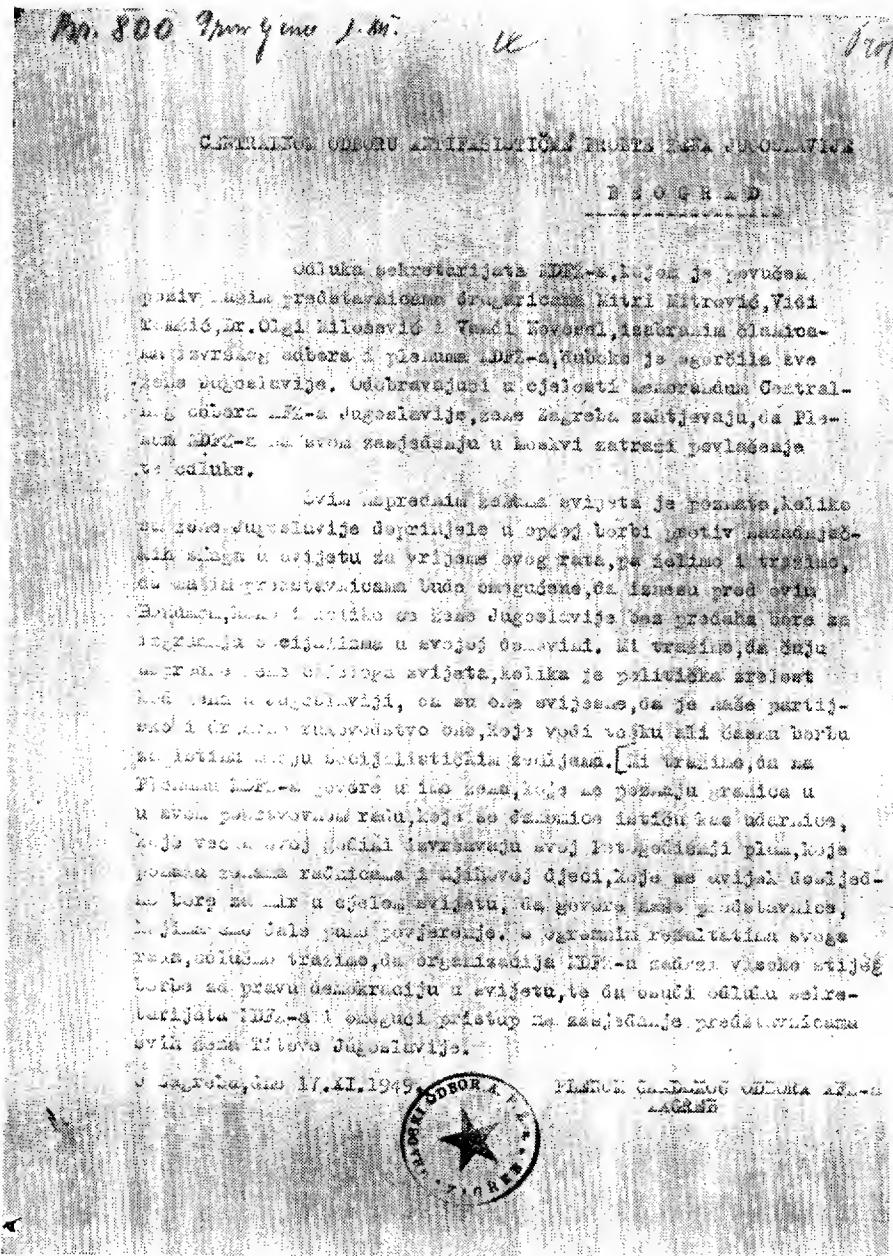
Quoique les masses féminines du monde entier n'ignorent rien de la lutte héroïque des femmes yougoslaves contre le fascisme, quoique le Front antifasciste des femmes de Yougoslavie et ses traditions soient bien connus des membres du Conseil de la FDIF, cette situation nous impose le devoir de dire encore quelques mots à ce sujet:

Il faut se rappeler que le FAF a commencé à se former déjà en 1935, dans l'ancienne Yougoslavie, à travers la lutte des peuples yougoslaves contre le fascisme grandissant et la menace de la guerre, et sous la direction du PC de Yougoslavie qui a éduqué nos peuples et nos femmes dans l'esprit du marxisme-léninisme, qui a, entre autres, fait l'éducation de nos femmes sur l'exemple de la vie et de l'oeuvre des

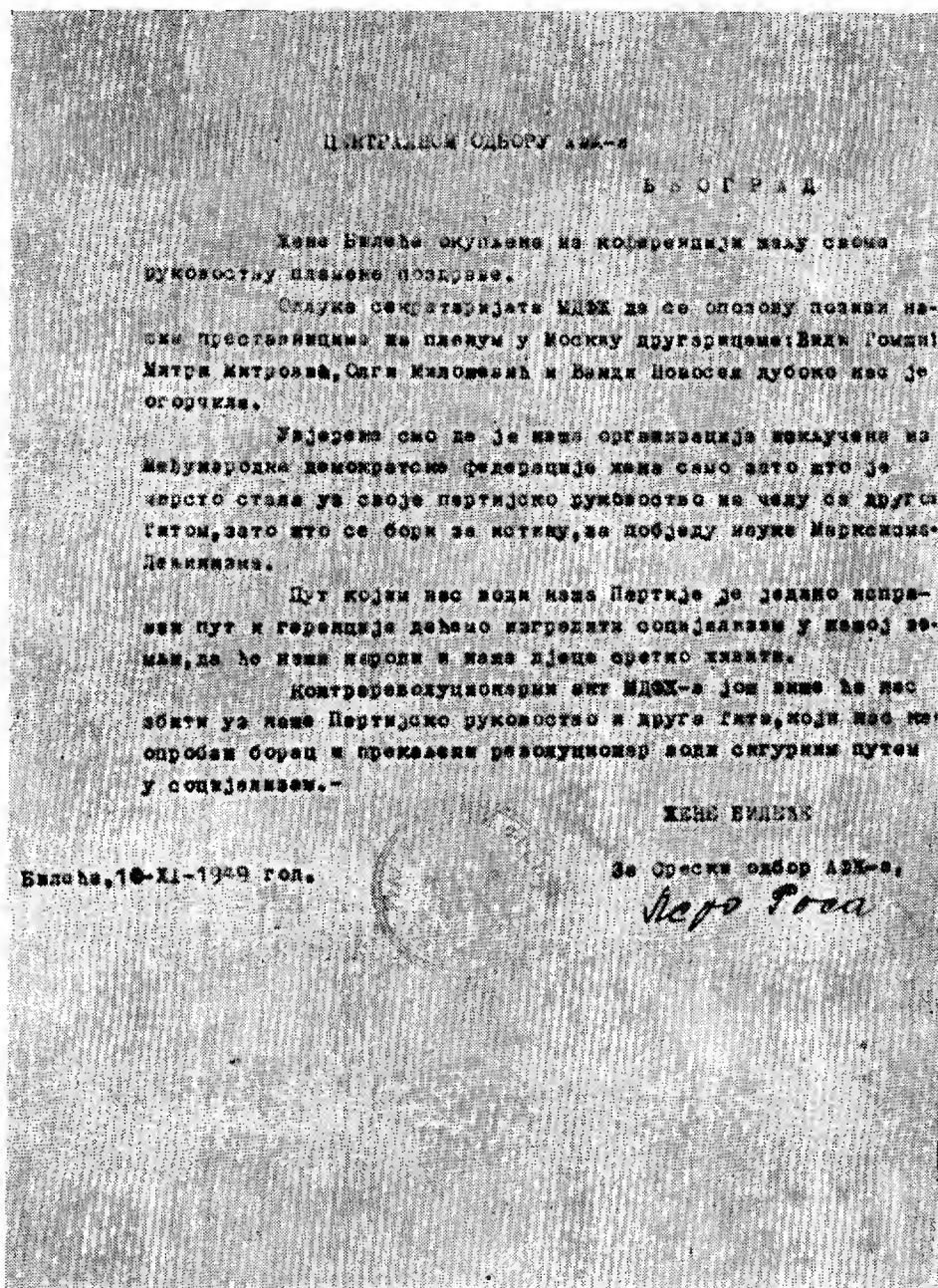
Fac-similé 21. Mémorandum du comité central du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie adressé au Plénium de la Fédération internationale des Femmes démocratiques à Moscou — 15-20 novembre 1949, à propos de la décision du secrétariat de la Fédération internationale des Femmes démocratiques, relative au retrait de l'invitation aux déléguées du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie d'assister à ce Plénium.



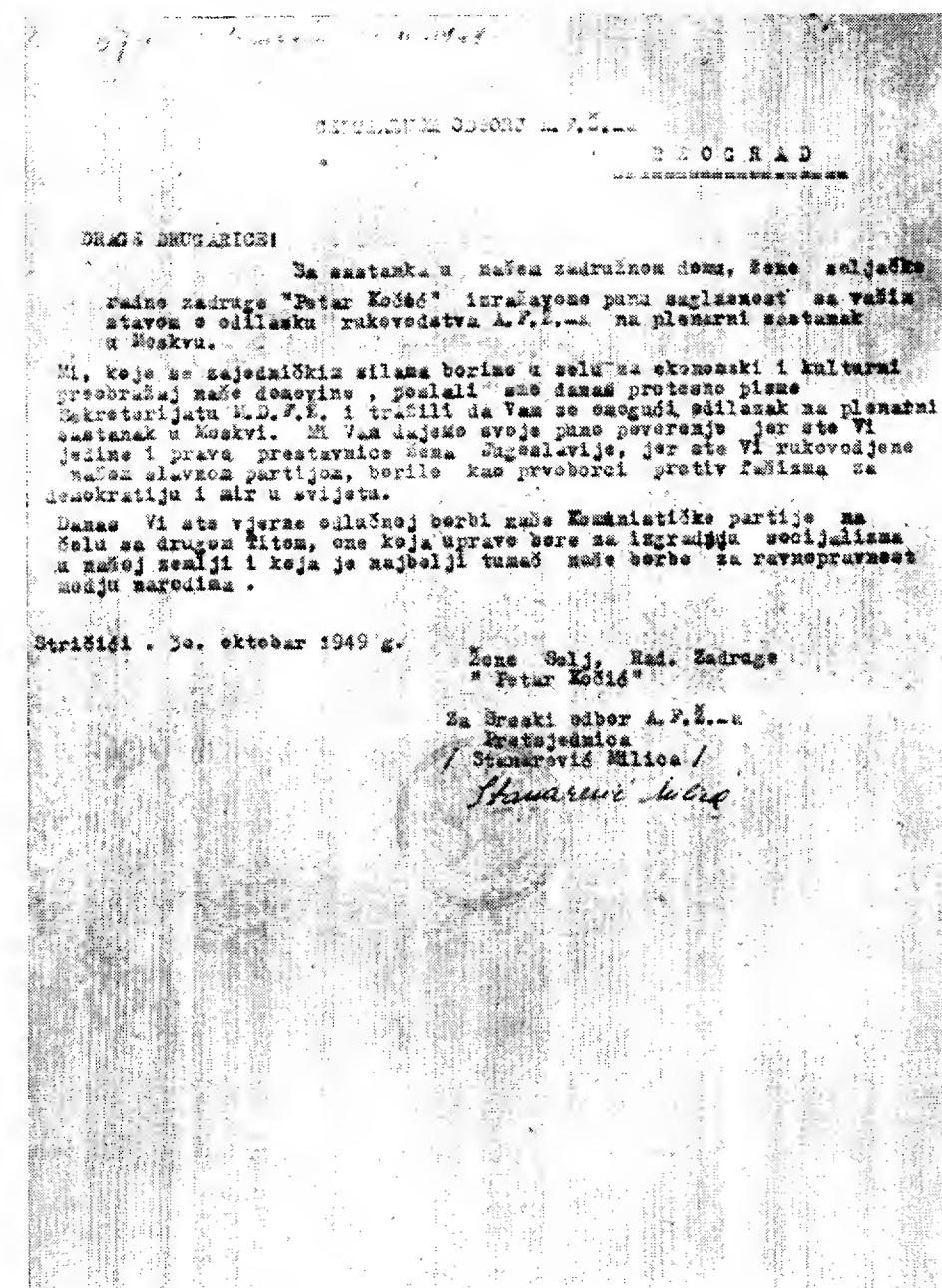
Fac-similé 22. Lettre de protestation des femmes du village de Godocelja à propos de l'exclusion du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie de la Fédération internationale des Femmes démocratiques.



Fac-similé 28. Lettre de protestation du Plenum du Comité du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie pour la ville de Zagreb, à propos de l'interdiction faite aux représentantes des femmes de Yougoslavie d'assister au Plenum de la Fédération internationale des Femmes démocratiques, à Moscou.

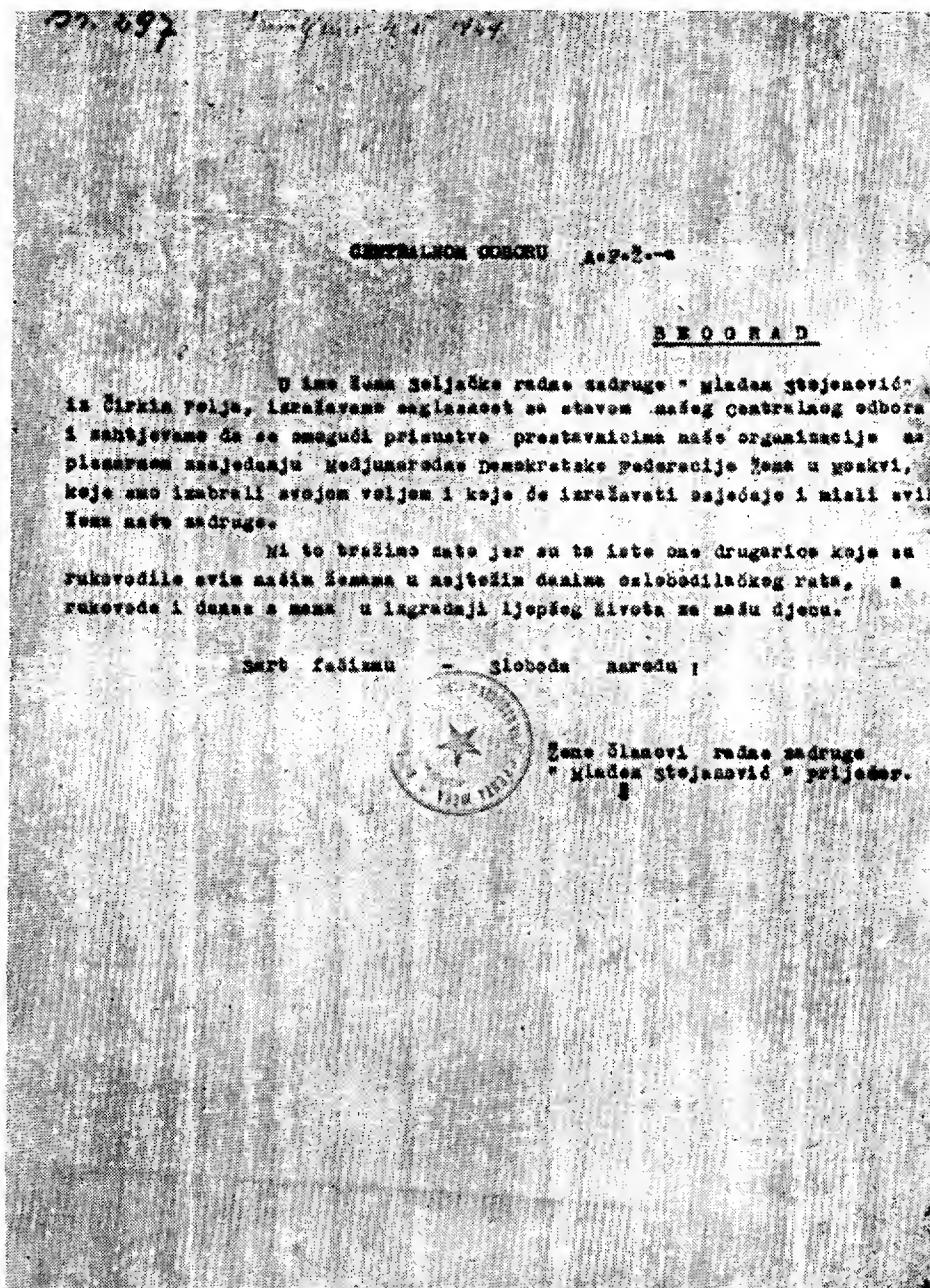


Fac-similé 24. Lettre de protestation des femmes de Bileća — R.P. de Bosnie-Herzé-
govine — à propos de l'interdiction faite aux représentantes des femmes de You-
goslavie d'assister au Plénum de la Fédération internationale des Femmes démo-
cratiques, à Moscou.

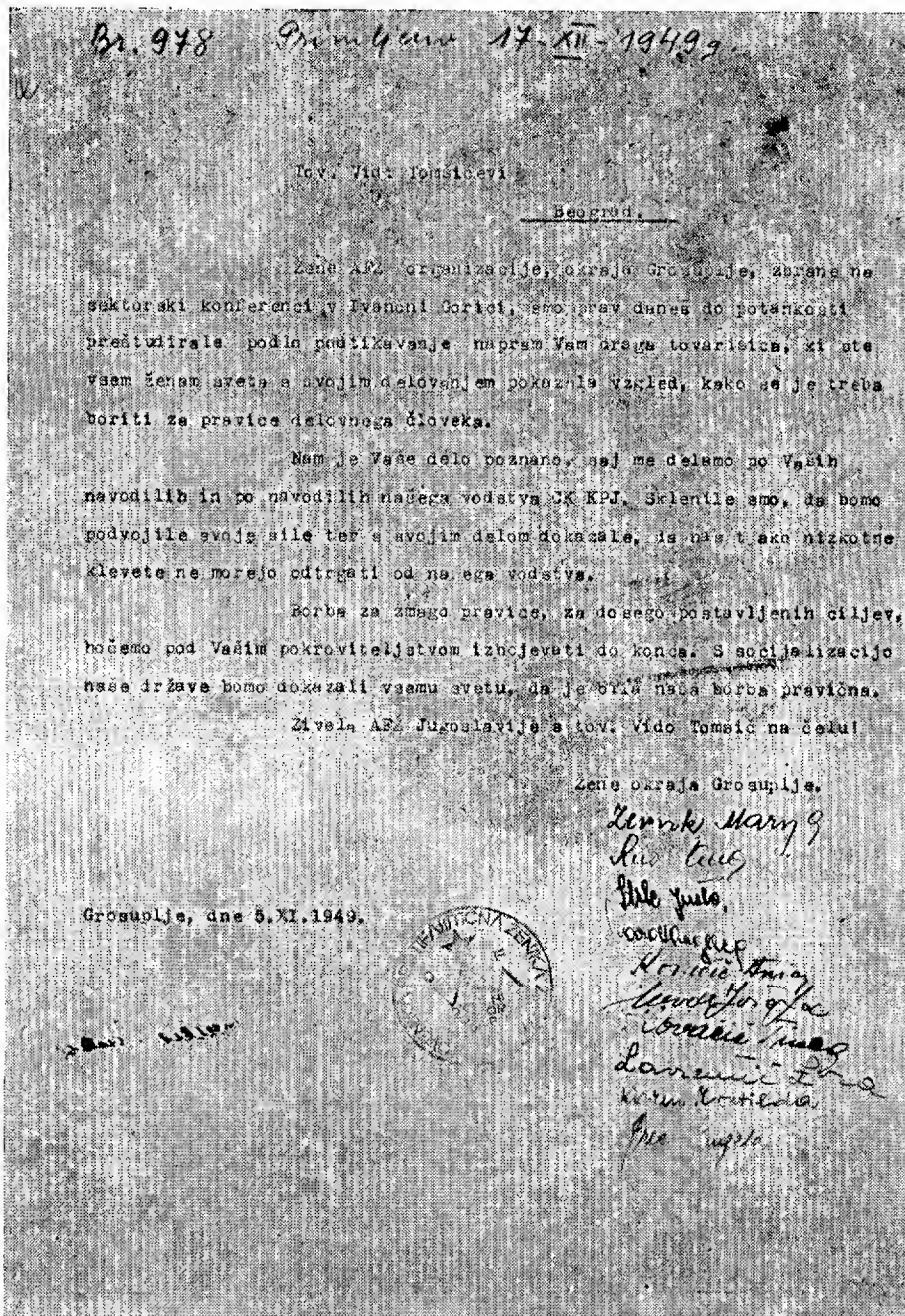


Fac-similé 25. Lettre de protestation des femmes de la coopérative rurale de travail «Petar Kočić» à propos de l'interdiction faite aux représentantes des femmes yougueslaves d'assister au Plénum de la Fédération internationale des Femmes démocratiques, à Moscou.

Fac-similé 26. Lettre de protestation des ouvrières de la fabrique de bas de Bosanski Brod contre l'interdiction faite aux représentantes des femmes yougoslaves d'assister au Plénum de la Fédération internationale des Femmes démocratiques, à Moscou.



Fac-similé 27. Lettre des femmes membres de la coopérative rurale de travail »Mladen Stojanović» à Prijedor — R.P. de Bosnie-Herzégovine, par laquelle elles exigent que soit donnée la possibilité aux représentantes des femmes de Yougoslavie d'assister au Plénum de la Fédération internationale des Femmes démocratiques à Moscou.



Fac-similé 29. Lettre de protestation des femmes de Gornja Plavnica contre l'interdiction faite aux représentantes des femmes de Yougoslavie d'assister au Plénum de la Fédération internationale des Femmes démocratiques, à Moscou.

PREDSJEDNICI CENTRALNOG ODBORA ANTIFASISTIČKOG FRONTA ŽENI JUGOSLAVIJE
DRUGAČICI VIDI TAKMIĆ

23.09.1949

Pratodiči stalne delegacije sve ženkina i ženskog suda-
ža u borbi protiv naše zemlje, vidjeli smo da našu organizaciju Žene
nismo ostavili na miru, da informacije i ostale radnica frontice vodili se-
kuya i kontinuirali. "Vitaminika" u Banja Luki odio protestujuće protiv ne-
demokratskog postupka MDP, samovoljnog donošenja odluke da se izabrami
Vasa, učinim istinskih protstavljaca, i rukovodioćima, a ne demokratski
nadin izabranim članicama plenuma MDP, da priuštavajuće radu plenuma u
Moskvi...-

Naš odgovor na takav stav MDP je da smo još više
zbiti svoje radove, ne oštvojiti naših planinskih zadataka, jer smo mi u
svome radnom kolektivu potpale preisvoditi za 1950 god. sahvaljujući pro-
vilenog rukovodjenju našeg CK na čelu sa dragom Titom...-

Mi smo one koje su pod rukovodstvom KJ upoznale
sivet postojanjem dovjeka, Mi smo one koje svojim rukom, a pod rukovodstvom
našeg CK stvaramo svakim danom bolje naše života rednim ljudima...-

Pozdravljajući Vas, e ponesom kažemo da smo i dalje
idi putem kojim nam vodiće, i naš plan za 1950 god. iako će biti mnoge
veći izvrši, smo uprkos svih nepravdi koje se naneće našoj zemlji...-

A neprijateljima naše zemlje i tabora informbiroca
peručujemo da nas njiheve laži neće skrenuti sa puta kojim smo posle...-

Zašljana je željenica da po direktivi iz Moskve i MDP
se stavlja u borbu protiv naše zemlje i time naručava jedinatvo Žena
svijeta u borbi za mir i ne služi cilju radi koga je osnovana, nego
igradnjim planovima protiv jedne male, ali slobodne demokratske zemlje kao
što je naša FBiL...

Udarnice i radnice "Vitaminika"
Banja Luka 10.XI.1949 god. -

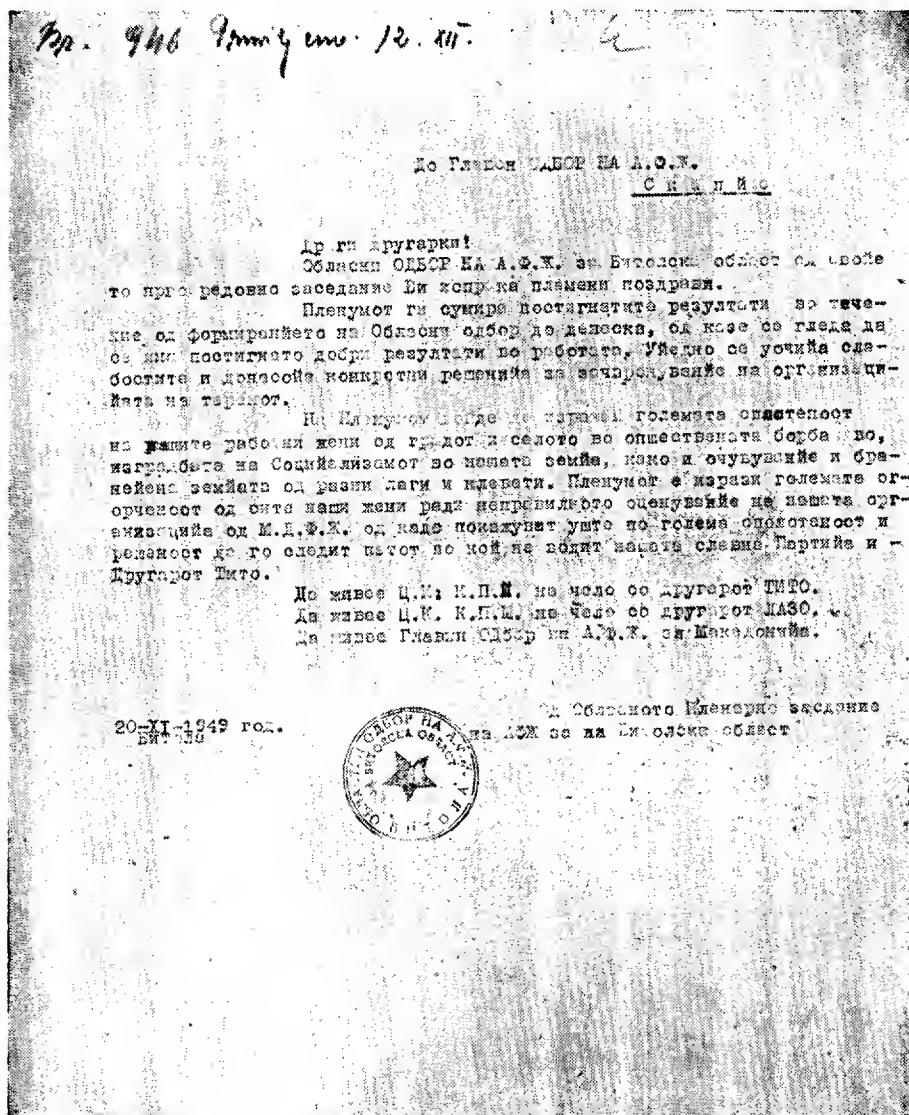
Banja Luka

ZA GRADSKI ODBOR APIZ

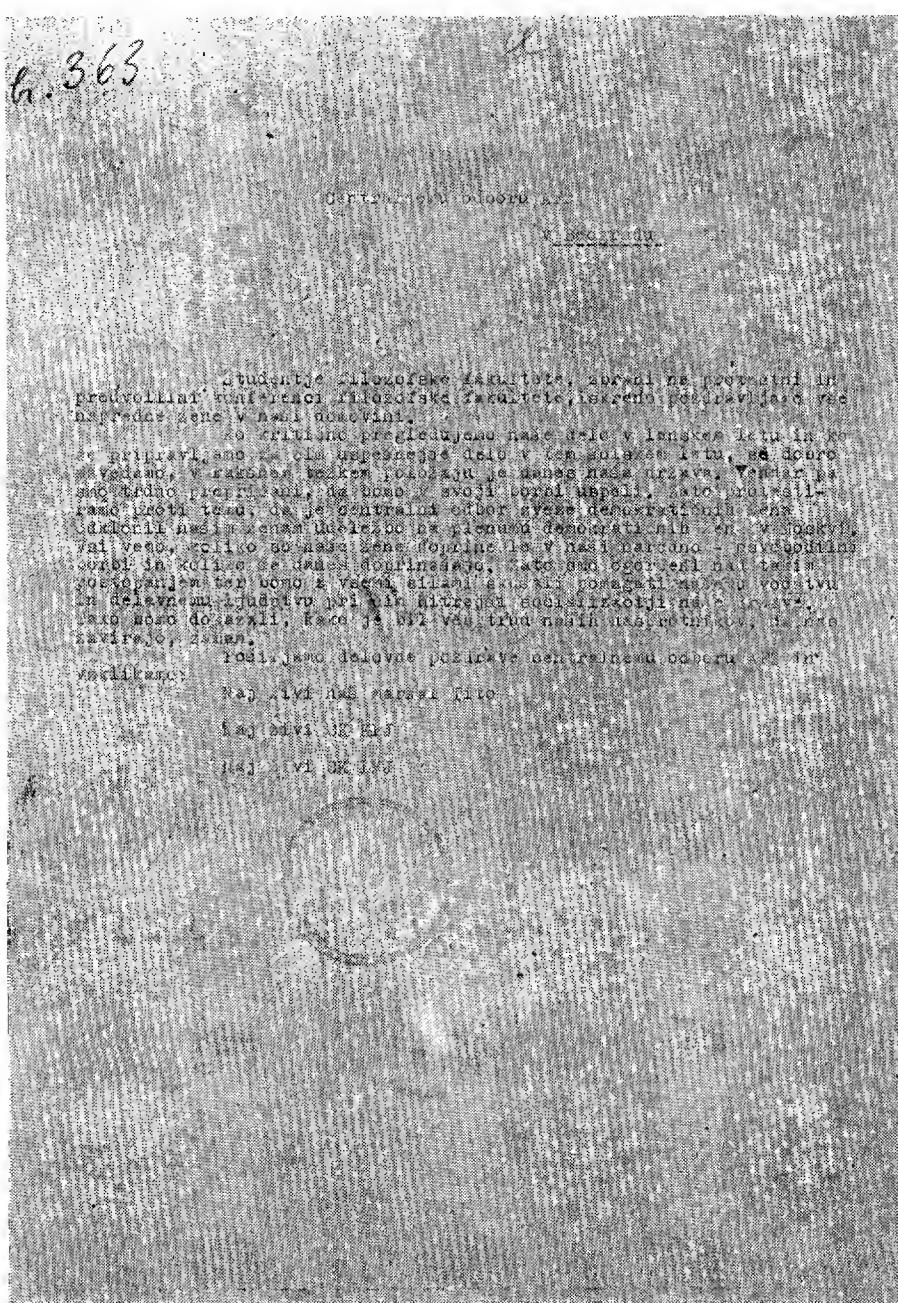
Pratnjačica:

Yida Karabegovic
YIDA KARABEBOVIC

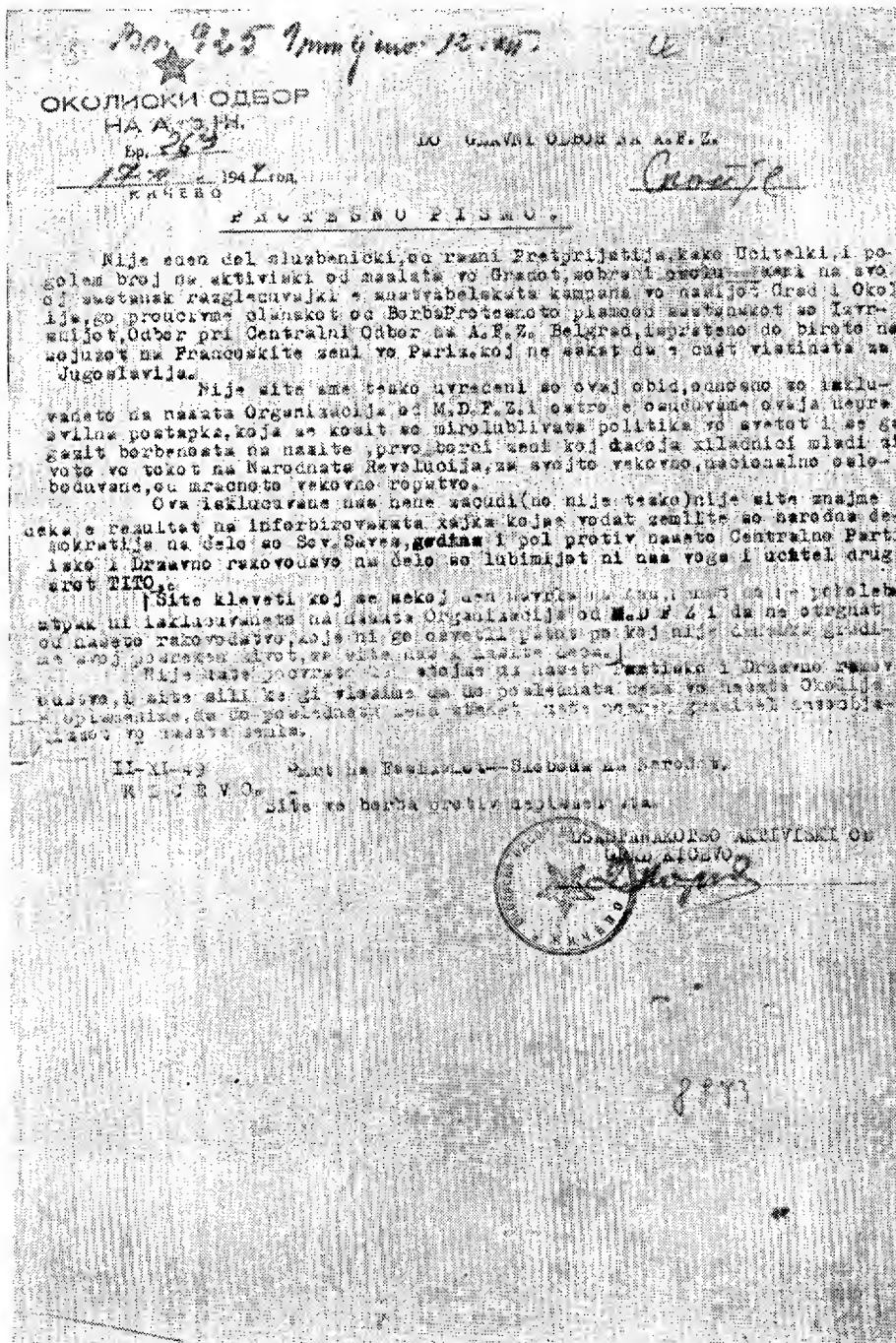
Fac-similié 30. Lettre de protestation des ouvrières de la fabrique »Vitaminika«
contre l'interdiction faite aux représentantes des femmes de Yougoslavie d'assister
au Plénum de la Fédération internationale des femmes démocratiques, à Moscou.



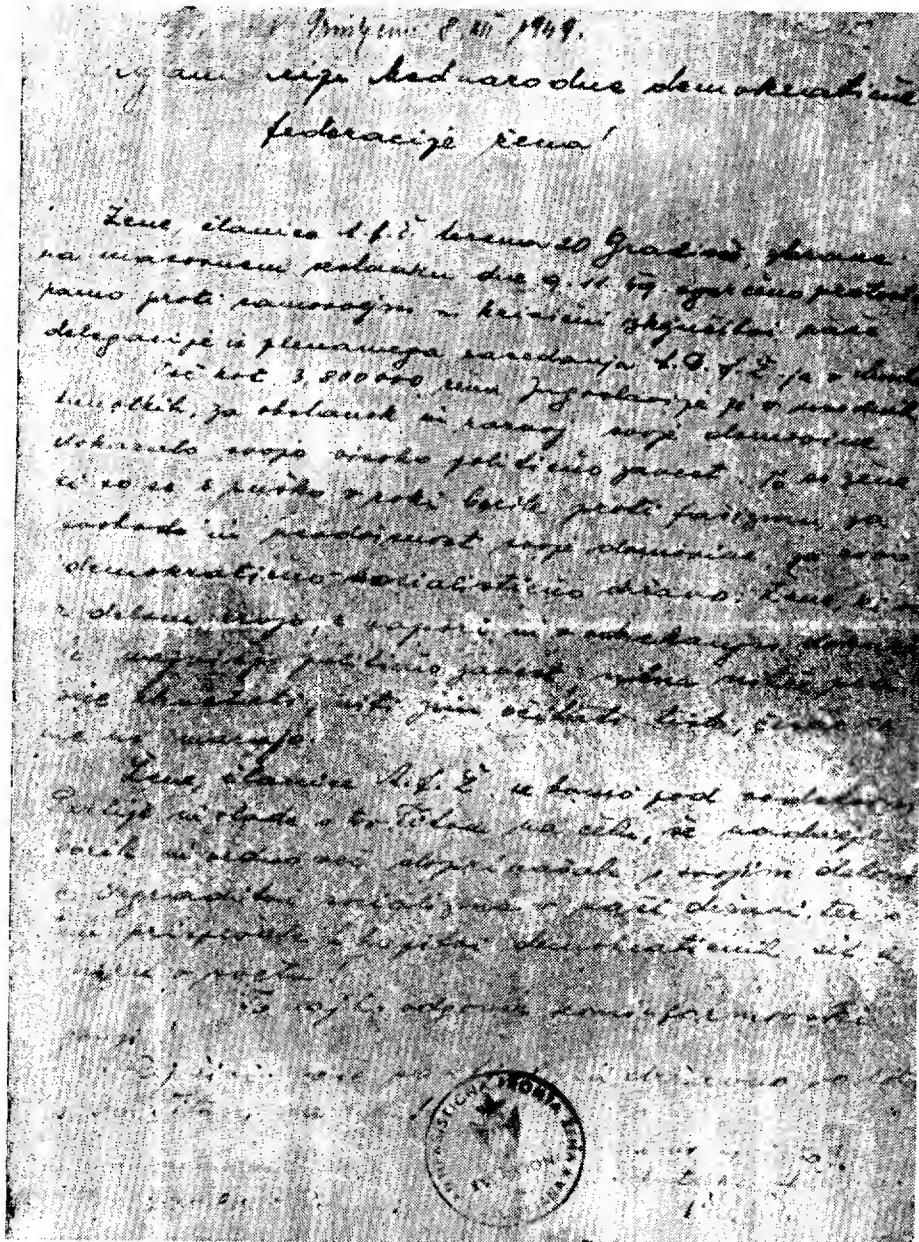
Fac-similé 81. Lettre de protestation du Plenum du Front antifasciste des femmes de la région de Bitolj à propos du procédé antidémocratique et injuste utilisé par les dirigeantes de la Fédération internationale des Femmes démocratiques contre les femmes de Yougoslavie.



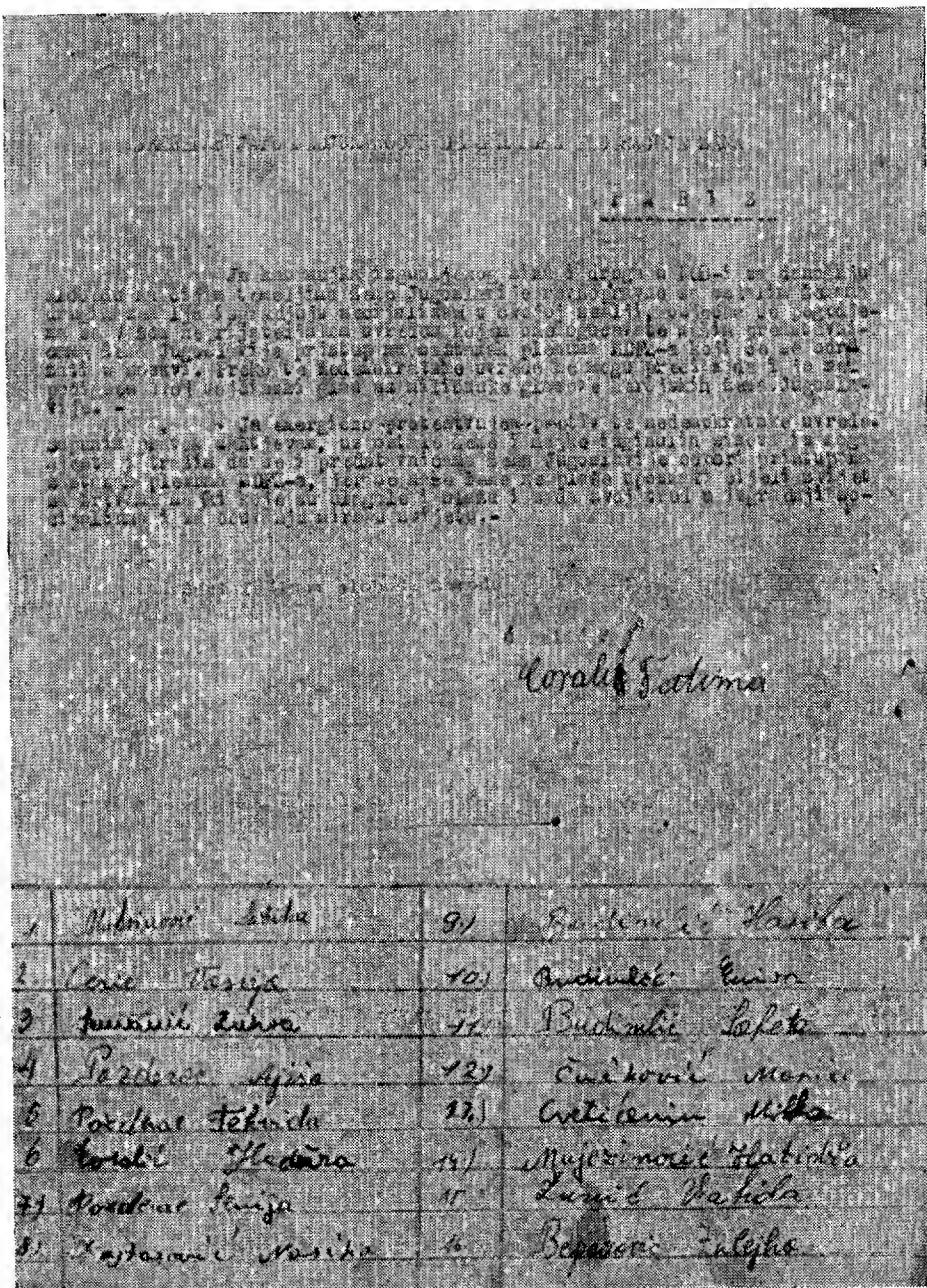
Fac-similé 32. Lettre des étudiantes de la Faculté des Lettres de Ljubljana, exprimant leur protestation et leur indignation contre l'interdiction faite aux représentantes de la Yougoslavie, par le secrétariat de la Fédération internationale des Femmes démocratiques, d'assister au Plénum de la Fédération à Moscou.



Fac-similé 34. Lettre de protestation des femmes de Kičovo — R.P. de Macédoine — contre l'exclusion du Front antisémitique des femmes de Yougoslavie de la Fédération internationale des Femmes démocratiques au Plénum de Moscou.



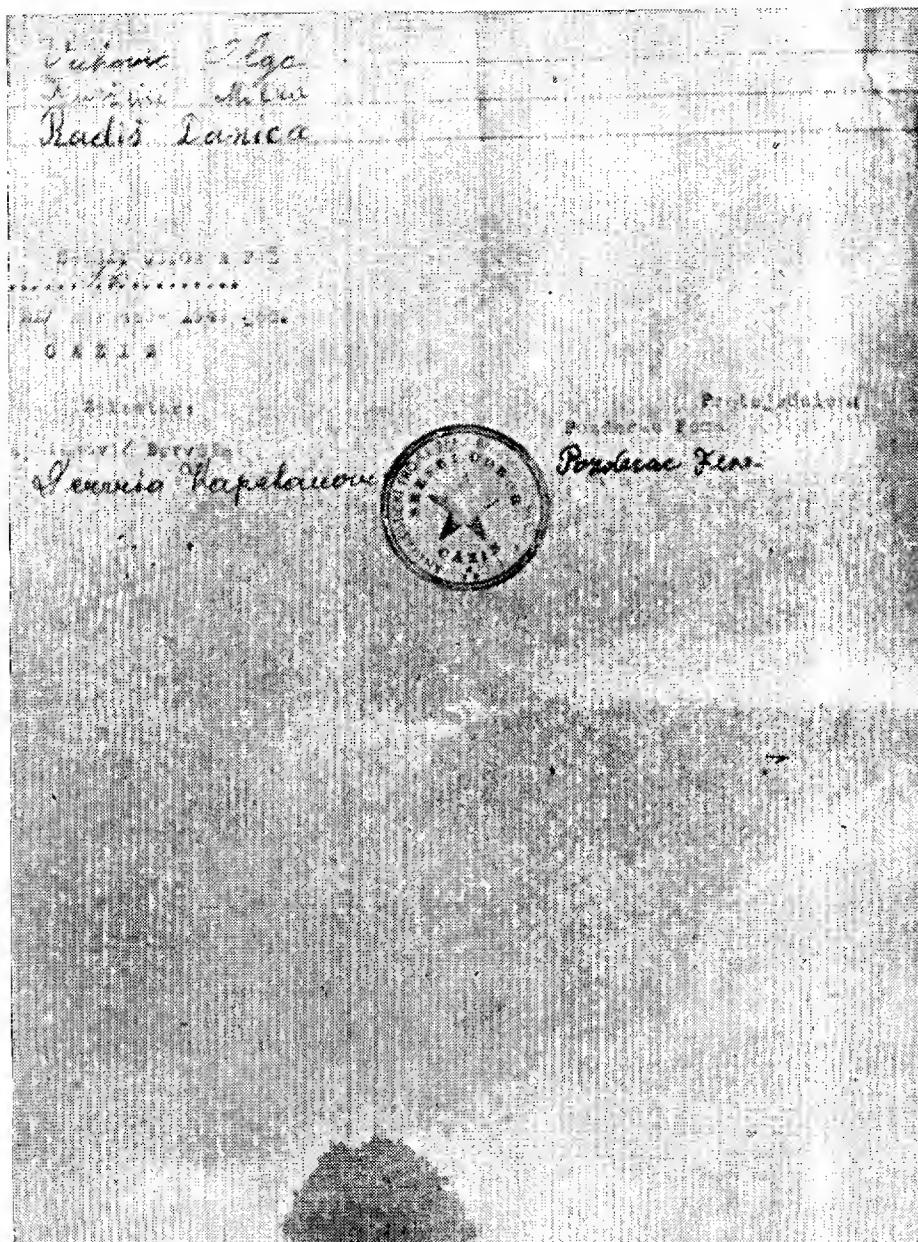
Fac-similé 35. Lettre de protestation des femmes du IV rayon de Ljubljana contre l'exclusion du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie du Plenum de la Fédération internationale des Femmes démocratiques à Moscou.



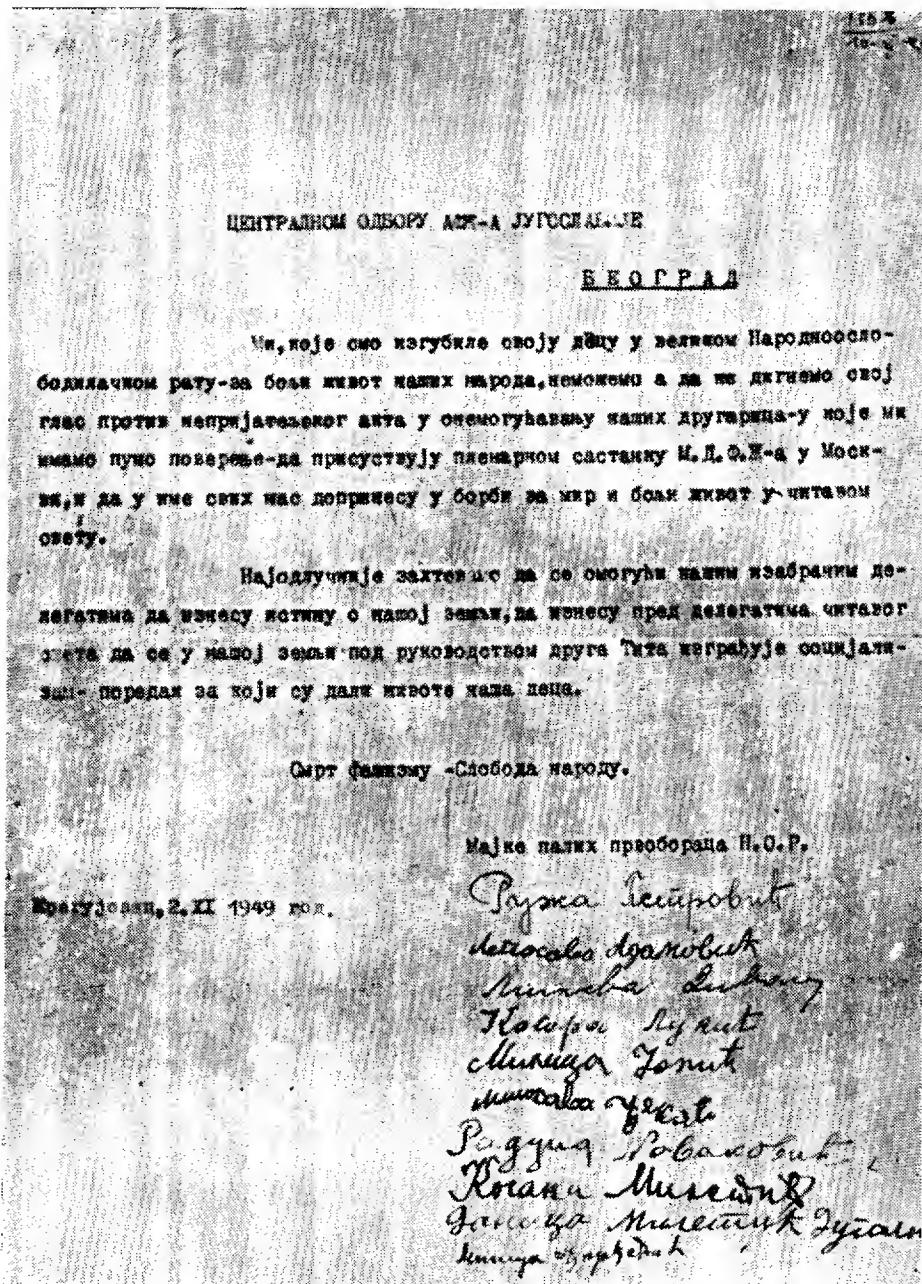
Fac-similé 36. Première page de la lettre de protestation de Čoralić Fatima de Cazin — R. P. de Bosnie-Herzégovine — mère d'un combattant tombé au Front, qui avec autres signataires, mères et femmes des combattants de Cazin tombés au Front, exige que soit donnée aux représentantes de la Yougoslavie la possibilité d'assister au Plénum de la Fédération internationale des Femmes démocratiques, à Moscou.

| | |
|------------------------|-----------------------|
| 17) Bogomir Šćepa | 40) Hrđić Željko |
| 18) Hrđinović Božidar | 41) Belićević Njide |
| 19) Šušić Šafija | 42) Hrđić Timka |
| 20) Milenković Švoda | 43) Dončić Đorđe |
| 21) Matočić Šćepa | 44) Matočić Šćepa |
| 22) Tatarić Željka | 45) Matočić Željka |
| 23) Ognjanović Tatjana | 46) Ognjanović Željko |
| 24) Abdić Željko | 47) Ognjanović Milija |
| 25) Muretić Željka | 48) Begović Mira |
| 26) Ognjanović Željko | 49) Šešeljović Željka |
| 27) Dončić Željka | 50) Alagić Željko |
| 28) Matočić Željka | 51) Begović Željko |
| 29) Dolagić Željka | 52) Alagić Željko |
| 30) Topal Željka | 53) Begović Željko |
| 31) Šešelj Željka | 54) Begović Željko |
| 32) Mago Željka | 55) Begović Željko |
| 33) Šešelj Željka | 56) Begović Željko |
| 34) Šešelj Željko | 57) Begović Željko |
| 35) Šešelj Željko | 58) Begović Željko |
| 36) Šešelj Željko | 59) Begović Željko |
| 37) Đadić Željko | 60) Begović Željko |
| 38) Ognjanović Željko | 61) Begović Željko |
| 39) Šešelj Željko | 62) Begović Željko |
| 40) Šešelj Željko | 63) Begović Željko |
| 41) Šešelj Željko | 64) Begović Željko |
| 42) Šešelj Željko | 65) Begović Željko |
| 43) Šešelj Željko | 66) Begović Željko |
| 44) Šešelj Željko | 67) Begović Željko |
| 45) Šešelj Željko | 68) Begović Željko |

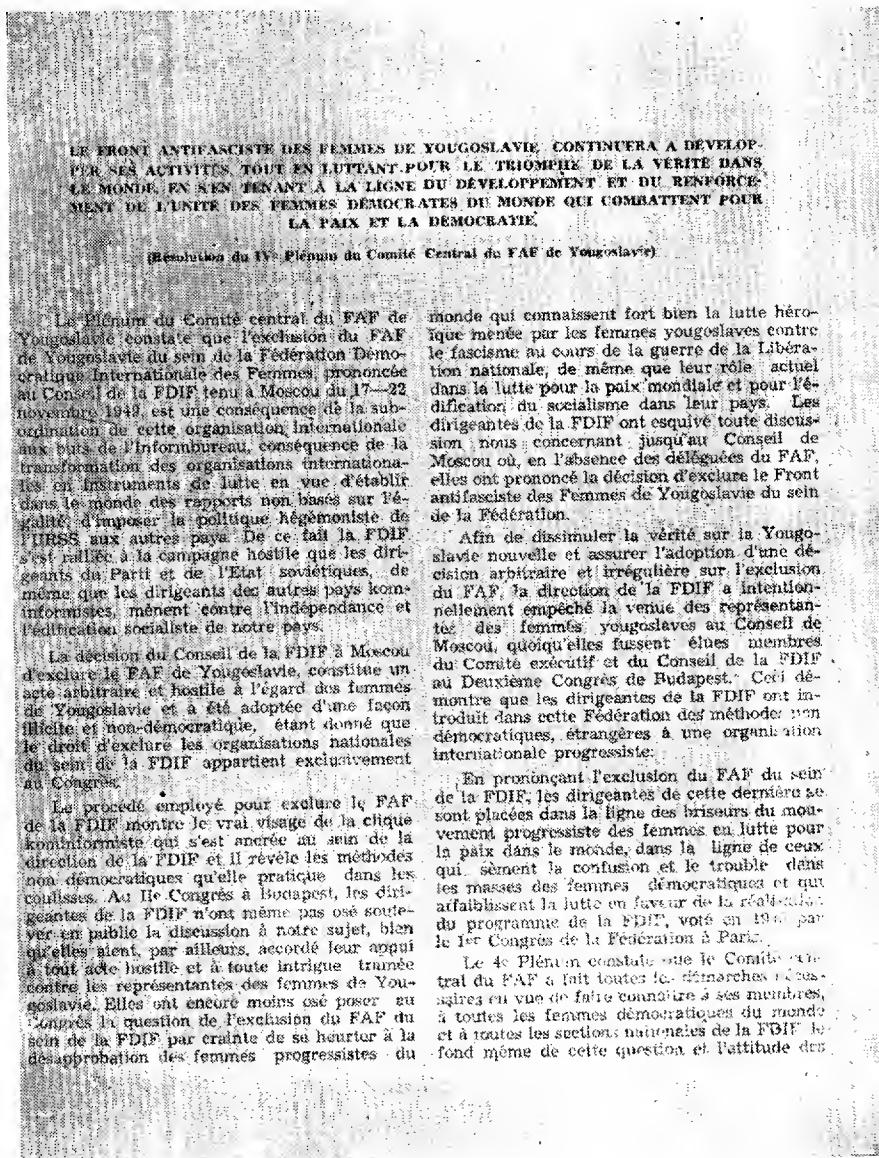
Fac-similé 36. Denzième page de la lettre de Fatima Coralie



Fac-similé 36. Troisième page de la lettre de protestation de Fatima Colarić.



Fac-similé 37. Lettre de protestation des mères des combattants de Kragujevac — R.P. de Serbie — tombés au Front, par laquelle elles exigent que soit donnée aux représentantes des femmes de Yougoslavie la possibilité d'assister au Plénum de la Fédération internationale des femmes démocratiques à Moscou.



Le Plénum du Comité central du FAF de Yougoslavie constate que l'exclusion du FAF de Yougoslavie du sein de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, prononcée au Conseil de la FDIF tenu à Moscou du 17-22 novembre 1949, est une conséquence de la subordination de cette organisation internationale aux buts de l'informibureau, conséquence de la transformation des organisations internationales en instruments de lutte en vue d'établir dans le monde des rapports non basés sur l'égalité, d'imposer la politique hégémoniste de l'URSS aux autres pays. De ce fait la FDIF s'est ralliée à la campagne hostile que les dirigeants du Parti et de l'Etat soviétiques, de même que les dirigeants des autres pays communistes, mènent contre l'indépendance et l'éducation socialiste de notre pays.

La décision du Conseil de la FDIF à Moscou d'exclure le FAF de Yougoslavie, constitue un acte arbitraire et hostile à l'égard des femmes de Yougoslavie et a été adoptée d'une façon illique et non-démocratique, étant donné que le droit d'exclure les organisations nationales du sein de la FDIF appartient exclusivement au Congrès.

Le procédé employé pour exclure le FAF de la FDIF montre le vrai visage de la clique kouïniforme qui s'est ancrée au sein de la direction de la FDIF et il révèle les méthodes non-démocratiques qu'elle pratique dans les coulisses. Au II^e Congrès à Budapest, les dirigeantes de la FDIF n'ont même pas osé soutenir en public la discussion à notre sujet, bien qu'elles aient, par ailleurs, accordé leur appui à tout acte hostile et à toute intrigue truquée contre les représentantes des femmes de Yougoslavie. Elles ont encore moins osé poser au Congrès la question de l'exclusion du FAF du sein de la FDIF par crainte de se heurter à la désapprobation des femmes progressistes du

monde qui connaissent fort bien la lutte héroïque menée par les femmes yougoslaves contre le fascisme au cours de la guerre de la Libération nationale, de même que leur rôle actuel dans la lutte pour la paix mondiale et pour l'établissement du socialisme dans leur pays. Les dirigeantes de la FDIF ont esquivé toute discussion (nous) concernant jusqu'au Conseil de Moscou où, en l'absence des délégués du FAF, elles ont prononcé la décision d'exclure le Front antifasciste des Femmes de Yougoslavie du sein de la Fédération.

Afin de dissimuler la vérité sur la Yougoslavie nouvelle et assurer l'adoption d'une décision arbitraire et irrégulière sur l'exclusion du FAF, la direction de la FDIF a intentionnellement empêché la venue des représentantes des femmes yougoslaves au Conseil de Moscou, quoiqu'elles fussent élues membres du Comité exécutif et du Conseil de la FDIF au Deuxième Congrès de Budapest. Ceci démontre que les dirigeantes de la FDIF ont introduit dans cette Fédération des méthodes non-démocratiques, étrangères à une organisation internationale progressiste.

En prononçant l'exclusion du FAF du sein de la FDIF, les dirigeantes de cette dernière se sont placées dans la ligne des briseurs du mouvement progressiste des femmes en lutte pour la paix dans le monde, dans la ligne de ceux qui, sèment la confusion et le trouble dans les masses des femmes démocratiques et qui affaiblissent la lutte en faveur de la réalisation du programme de la FDIF, voté en 1947 par le 1^{er} Congrès de la Fédération à Paris.

Le 4^e Plénum constate que le Comité central du FAF a fait toutes les démarches nécessaires en vue de faire connaître à ses membres, à toutes les femmes démocratiques du monde et à toutes les sections nationales de la FDIF le fond même de cette question et l'attitude des

Fac-similé 38. Résolution du IV Plénum du comité central du Front antifasciste de Yougoslavie, qui a eu lieu les 6 et 7 février 1950 à Belgrade.

S O M M A I R E

| | page |
|---|--------|
| Avant-propos — — — — — | 3 |
| Le Front antifasciste de Femmes de Yougoslavie un des fondateurs de la Fédération Démocratique Internationale de Femmes — — — — — | 11 |
| Au Premier congrès constitutif de la FDIF — — — — — | 13 |
| Le Front antifasciste des Femmes de Yougoslavie adhère au FDIF en tant qu'une organisation groupant plusieurs millions de femmes créée dans la lutte contre les occupants fascistes — — — — — | 15 |
| L'activité du Front antifasciste des femmes de Yougoslavie au sein de la Fédération Démocratique Internationale des femmes — — — — — | 25 |
| »Nous sommes heureuses de constater votre travail efficace dans les larges masses démocratiques en faveur de notre Fédération« — — — — — | 38 |
| Le Deuxième congrès de la FDIF a chaleureusement salué le travail et les succès des femmes de Yougoslavie dans l'édification du socialisme — — — — — | 43 |
| La Resolution du Kominform et les tentatives de renier le rôle de femmes yougoslaves et du FAF de Yougoslavie dans le mouvement démo- ocratique international des femmes — — — — — | 53 |
| Les fac-similés — — — — — | 88—129 |

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310013-6

Imprimerie »Jugostampa«, Belgrade

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310013-6